

MUNICIPAL BULLETIN MUNICIPAL

Of the CITY of MONTREAL

PUBLISHED EVERY SATURDAY
MORNING

All communications relative to the Municipal
Bulletin should be addressed as follows:

THE MUNICIPAL BULLETIN
CITY HALL
MONTREAL



TELEPHONE MAIN 4240

De la CITÉ de MONTRÉAL

PARAISANT LE SAMEDI MATIN

Toute communication concernant le Bulletin
Municipal devra être adressée comme suit:

BULLETIN MUNICIPAL
HOTEL DE VILLE
MONTREAL

Amendements à la Charte de la Cité

Loi amendant la Charte de la Cité de Montréal relativement à l'adminis- tration générale.

(Telle qu'adoptée par la Législature et sanctionnée le 5 mars
1915.)

Attendu que la Cité de Montréal a, par sa pétition, représenté qu'il est dans l'intérêt de la Cité et qu'il est nécessaire, pour la bonne administration de ses affaires, que sa Charte, la Loi 62 Victoria, Chapitre 58, et les lois qui l'amendent, soient modifiées à l'effet mentionné ci-dessous, et que le Règlement 529 adopté le 22 juin 1914, soit validé vu les doutes qui paraissent exister sur sa légalité, et attendu qu'il est à propos d'accéder à sa demande;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil Législatif et de l'Assemblée Législative de Québec, décrète ce qui suit:

1.—L'Article 44a de la Loi 62 Victoria, Chapitre 58, tel qu'édicte par la Loi 1 Georges V (deuxième session), Chapitre 60, Section 5, est remplacé par le suivant:

"44a. Les compagnies ou corporations à fonds social peuvent être inscrites sur la liste des électeurs et voter au nom et par l'entremise d'un représentant de la compagnie, dûment autorisé à cet effet, par une résolution, dont copie doit être produite chez le Greffier de la Cité, le ou avant le [vingt-cinq novembre], et elles peuvent exercer ce droit dans tous les quartiers où elles paient des taxes, [et qu'elles devront indiquer]; pourvu que ce représentant soit, lorsqu'il est autorisé et lorsqu'il est appelé à exercer son suffrage, directeur ou employé de la compagnie. [Lesdites compagnies doivent dans leurs demandes d'inscription indiquer les quartiers où elles paient des taxes et veulent exercer leur droit de voter.]"

Ladite résolution servira pour les fins susdites tant et aussi longtemps qu'elle ne sera pas remplacée par une autre résolution au même effet, laquelle devra être produite à l'époque indiquée plus haut.

2.—L'Article 46 de la Loi 62 Victoria, Chapitre 58, est remplacé par le suivant:

Amendments to the City Charter

An act to amend the Charter of the City of Montreal with respect to general administration.

(As adopted by the Legislature, and assented to on the
5th March 1915.)

Whereas the City of Montreal has, by its petition, represented that it is in the interest of the City and necessary for the proper administration of its affairs that its Charter, the Act 62 Victoria, chapter 58, and the acts amending the same, be amended as hereinafter mentioned, and that By-law No. 529, adopted on the 22nd June, 1914, be validated, owing to the doubts that may exist as to its legality; and whereas it is expedient to grant its prayer.

Therefore, His Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

1.—Section 44a of the Act 62 Victoria, chapter 58, as enacted by the Act 1 George V (2nd session), chapter 60, section 5, is replaced by the following:

"44a. Joint stock companies or corporations may be entered on the voters' list and vote in the name of and through a representative of the company, duly authorized to that effect by a resolution, a copy whereof shall be filed with the City Clerk on or before the [25th Nov.], and they may so vote in all the wards where they pay taxes [and which they shall mention]; provided such representative is a director or employee of the company when authorized and called upon to cast his vote. [The said companies shall mention in their applications to be entered on the voters' list, the wards where they pay said companies shall mention in their applications to be vote".]

The said resolution shall serve for the above purposes as long and until it shall be replaced by another resolution to the same effect which shall be produced at the date above specified.

2.—Article 46 of the Act 62 Victoria, chapter 58, is replaced by the following:

"46. Lorsque l'électeur n'a pas qualité à raison de sa résidence, le président des estimateurs doit fixer, d'après son jugement, l'endroit où ce vote peut être le plus commodément reçu pour le maire.

[Lorsque le président des estimateurs n'a pas indiqué l'endroit où cet électeur peut voter ou lorsque la lettre X a été apposée par erreur à son nom, l'électeur privé de son droit de vote peut l'obtenir en déclarant sous serment, devant le Greffier de la Cité, le jour de l'élection, qu'il n'a pas déjà voté à ladite élection pour le maire ou les commissaires, et le Greffier doit lui remettre un certificat l'autorisant à voter et indiquant le poll où il peut voter]."

3.—L'article suivant est inséré dans la Loi 62 Victoria, Chapitre 58, après l'Article 46:

["46a. Le Greffier de la Cité a aussi le droit, le jour de l'élection, de donner le droit de vote à l'électeur dont le nom, omis de la liste électorale, est inscrit sur le rôle d'évaluation et qui possède le cens électoral requis par la loi, pourvu que cet électeur prête, devant le sous-officier-rapporteur, serment qu'il n'a pas déjà exercé le droit de vote que lui confère ce certificat et qu'il a le cens électoral voulu par la loi]."

4.—L'Article 173 de la Loi 62 Victoria, Chapitre 58, est amendé en en retranchant le dernier aliéna ajouté par la Loi 3 Edouard VII, Chapitre 62, Section 16.

5.—L'article suivant est inséré après l'Article 176 de la Loi 62 Victoria, Chapitre 58, tel que remplacé par la Loi 3 Edouard VII, Chapitre 62, Section 17:

["176a. L'ouverture des boîtes relativement à l'élection du maire et des commissaires ne pourra être exigée que sur des déclarations sous serment par un candidat et un électeur, démontrant qu'il y a lieu de croire que les relevés de la votation, transmis au Greffier de la Cité, sont erronés ou frauduleux et ne correspondent pas aux doubles déposés dans la boîte et que le résultat peut ainsi être changé"]."

6. L'Article 335b de la Loi 62 Victoria, Chapitre 58, tel qu'édicte par la Loi 3 Edouard VII, Chapitre 62, Section 29, est remplacé par le suivant:

"335b. Les fonds votés et non dépensés pendant l'année civique restent disponibles pendant l'année suivante pour [l'exécution des travaux déjà décidés, entrepris, ordonnés ou commencés, et pour lesquels ces fonds ont été votés]."

7.—L'Article 358 de la Loi 62 Victoria, Chapitre 58, est amendé en y ajoutant l'alinéa suivant:

"Ledit article s'applique aussi, nonobstant les restrictions qu'il contient à ce sujet, au principal des emprunts temporaires ou autres autorisés et effectués par la Cité depuis la mise en vigueur de ladite Loi 62 Victoria, Chapitre 58, et s'applique aussi au principal des emprunts que la Cité fera à l'avenir."

8.—L'article suivant est inséré dans la Loi 62 Victoria, Chapitre 58, après l'Article 361:

"361a. Un bâtiment en voie de construction commencé depuis la mise en vigueur du rôle d'évaluation précédent et qui n'est pas prêt à être occupé, n'est ni évalué ni imposé."

9.—L'Article 364 de la Loi 62 Victoria, Chapitre 58, tel qu'amendé par les Lois 3 Edouard VII, Chapitre 62, Sections 37 et 38; 4 Edouard VII, Chapitre 49, Sections 13 et 14; 7 Edouard VII, Chapitre 63, Sections 21 et 22; 9 Edouard VII, Chapitre 81, Section 16; 1 Georges V (2e session), Chapitre 60, Section 19; 2 Georges V, Chapitre 56, Section 20; 3 Georges V, Chapitre 54, Section 17 et 4 Georges V, Chapitre 73, Section 15, est de nouveau amendé en en remplaçant le paragraphe "m" par le suivant:

"m. Une taxe spéciale n'excédant pas [\$1,000] par jour sur les cirques, ménageries, ou représentations et spectacles ambulants."

"46. When the elector is not qualified in respect of residence, the Chairman of the Board of Assessors shall determine where, in his judgment, the said vote for Mayor may be most conveniently cast.

[Whenever the Chairman of the Board of Assessors has failed to indicate the place where such elector may vote, or whenever the letter "X" shall have been affixed by error opposite his name, the elector deprived of his right to vote may obtain the same by declaring under oath before the City Clerk, on election day, that he has not already voted at said election for the Mayor or the Commissioners, and the City Clerk shall deliver to him a certificate authorizing him to vote, and mentioning the poll where he may vote.]"

3.—The following article is inserted in the Act 62 Victoria, chapter 58, after article 46:

["46a. The City Clerk may also give, on election day, the right to vote to any elector whose name has been omitted from the voters' list, but who is entered on the valuation roll and has the qualifications required by law, provided that such elector takes the oath before the Deputy-Returning Officer, that he has not already exercised the right to vote conferred on him by such certificate, and that he has the qualification required by law.]"

4.—Article 173 of the Act 62 Victoria, chapter 58, is amended by striking out the last clause thereof, which was added by the Act v Edward VII, chapter 62, section 16.

5.—The following article is inserted after article 176 of the Act 62 Victoria, chapter 58, as replaced by 3 Edward VII, chapter 62, section 17:

["176a. The opening of the boxes, as regards the election of the Mayor and the Commissioners, may be required only on a sworn declaration by a candidate and an elector, to the effect that there is reason to believe that the returns transmitted to the City Clerk are erroneous or fraudulent, and do not correspond to the duplicates deposited in the boxes, and that the result of the election might thus be changed.]"

6.—Article 335b of the Act 62 Victoria, chapter 58, as enacted by the Act 3 Edward VII, chapter 62, section 29, is replaced by the following:

"335b. The funds voted and not expended during the civic year shall remain available during the following year for [the carrying out of the works already decided upon, undertaken, ordered or commenced, and for which such funds were voted]."

7.—Article 358 of the Act 62 Victoria, chapter 58, is amended by adding thereto, at the end thereof, the following paragraph:

"The said article shall also apply, notwithstanding the restrictions it contains in this connection, to the principal of temporary or other loans authorized and effected by the City since the coming into force of the said Act 62 Victoria, chapter 58, and shall also apply to the principal of the loans which the City may hereafter effect."

8.—The following article is inserted in the Act 62 Victoria, chapter 58, after article 361:

"361a. A building in course of construction, begun since the putting into force of the preceding valuation roll, and which is not ready to be occupied, shall be neither valued nor taxed."

9.—Article 364 of the Act 62 Victoria, chapter 58, as amended by the acts 3 Edward VII, chapter 62, sections 37 and 38; 4 Edward VII, chapter 49, sections 13 and 14; 7 Edward VII, chapter 63, sections 21 and 22; 9 Edward VII, chapter 81, section 16; 1 George V (2nd session), chapter 60, section 19; 2 George V, chapter 56, section 20; 3 George V, chapter 54, section 17, and 4 George V, chapter 73, section 13, is again amended by replacing paragraph "m" thereof by the following:

"m. A special tax not exceeding [\$1,000.00] per day on circuses, menageries, or travelling exhibitions and shows."

10.—Le paragraphe (z) de l'Article 364 de la Loi 62 Victoria, Chapitre 58, tel qu'édicte par la Loi 3 Edouard VII, Chapitre 62, Section 38, et remplacé par la Loi 1 Georges V (2e session), Chapitre 60, Section 19, est de nouveau remplacé par le suivant :

"(z) Une taxe spéciale n'excédant pas \$500 sur tout propriétaire, [occupant] ou locataire de salle de concert, de représentations théâtrales; [une taxe spéciale n'excédant pas \$0.85 cents pour chaque siège capable de contenir une personne, sur tout propriétaire, occupant ou locataire de salle où l'on donne des exhibitions de vues animées;] une taxe spéciale n'excédant pas \$100 sur tout propriétaire, occupant ou locataire de salle de danse; une taxe spéciale n'excédant pas \$50.00 sur tout propriétaire, occupant ou locataire de musée ou de salle d'amusements quelconques où il est payé un droit d'entrée. Pour prévenir les incendies la Cité peut mettre un de ses pompiers dans les salles de concert, de représentations théâtrales ou d'exhibition de vues animées pour la durée de chaque représentation donnée dans ces salles;"

11.—L'Article 441 de la Loi 62 Victoria, Chapitre 58, tel que remplacé par la Loi 4 Georges V, Chapitre 73, Section 21, est de nouveau remplacé par le suivant :

"441. Dans toute expropriation le rapport, le jugement ou la sentence arbitrale fixant l'indemnité constituera en faveur de la Cité son titre à la propriété de l'immeuble, de la servitude ou du droit exproprié.

L'enregistrement d'une copie ou d'un extrait de ce rapport de ce jugement ou de cette sentence, certifié par le dépositaire d'iceux, accompagnée du reçu ou du duplicata du reçu du notaire dans le cas où l'indemnité a été déposée entre ses mains, ou d'une copie de la quittance lorsque l'indemnité a été payée à la partie expropriée, sera suffisant pour toute fin quelconque sans que la Cité soit obligée de faire enregistrer d'autres titres de propriété. Le registraire de toute division d'enregistrement devra accepter ces documents et les enregistrer."

12. L'Article 452 de la Loi 62 Victoria, Chapitre 58, tel que remplacé par la Loi 3 Edouard VII, Chapitre 62, Section 44, et de nouveau remplacé par la Loi 1 Georges V (2e session), Chapitre 60, Section 23, est amendé en remplaçant, dans la cinquième ligne du quatrième alinéa, les chiffres: "441" par les chiffres: "440".

13.—L'article suivant est inséré dans la Loi 62 Victoria, Chapitre 58, après l'Article 562 :

"562a. La Cité a le pouvoir de nommer des femmes pour agir comme constables, agents de police ou détectives spéciaux, et ces femmes seront sujettes aux dispositions de la Charte et des règlements municipaux concernant les hommes de police, constables et détectives."

14.—La loi 9 Edouard VII, Chapitre 81, est amendée en ajoutant après la Section 39, telle qu'amendée par la Loi 2 Georges V, Chapitre 58, Section 30, et par la Loi 3 Georges V, Chapitre 54, Section 37, la section suivante :

"16. Toutes les dépenses encourues en vertu du paragraphe 9 de la Section 39 de ladite Loi 9 Edouard VII, Chapitre 81, telle qu'amendée par les lois ci-dessus, ainsi que le coût de la construction de toute ligne aérienne, pourront être imputées sur le fonds d'emprunt autorisé par le Paragraphe 10 de ladite Section 39, et feront partie du capital engagé par la Cité pour la construction des conduits souterrains; mais, le coût de la construction desdites lignes aériennes sera supporté par les personnes ou compagnies qui en feront usage, de la manière, dans le délai et dans les proportions déterminés par la Commission des Services Electriques de la Cité de Montréal."

15.—L'Article 452 de la Charte de la Cité de Montréal, tel que remplacé par 1 Georges V, (2e session), Chapitre 60, Section 23, est par les présentes amendé, en insérant dans la septième ligne du deuxième paragraphe, après les mots "avec instructions de répartir les mots "une moitié", et en ajoutant à ce paragraphe ce qui suit, savoir :

"L'autre moitié du coût de telle expropriation, devra être supportée par la Cité. Les propriétaires taxés auront le droit de faire les paiements de ces contributions en cinq paiements annuels, égaux, avec intérêt sur la balance au taux légal."

Cette disposition s'appliquera à toute expropriation future et aussi à celles qui ont été faites ou commencées depuis le premier janvier 1914, et aussi à celles qui ont été faites avant

10.—Paragraph (z) of article 364 of the Act 62 Victoria, chapter 58, as enacted by the Act 3 Edward VII, chapter 62, section 38, and replaced by the Act 1 George V (second session), chapter 60, section 19, is again replaced by the following:

"(z) A special tax not exceeding \$500.00 on every owner [occupant] or tenant of a concert hall or hall for theatrical performances; [a special tax not exceeding 85 cents for every seat for one person, on every owner, occupant or tenant of a hall for the exhibition of moving pictures]; a special tax not exceeding \$100.00 on every owner, [occupant] or tenant of a dancing hall; a special tax not exceeding \$50.00 on every owner, occupant or tenant of a museum or hall of amusement whatsoever where an entrance fee is paid. In order to prevent fire, the City may place one of its firemen in concert halls, halls for theatrical performances or for the exhibition of moving pictures, during every performance or exhibition in such halls."

11.—Article 441 of the Act 62 Victoria, chapter 58, as replaced by the Act 4 George V, chapter 73, section 21, is again replaced by the following:

"441. In every expropriation, the report, judgment or award fixing the indemnity shall constitute the City's title to the ownership of the immoveable, servitude or right expropriated.

The registration of a copy of or an extract from such report, judgment or award, certified by the depositary thereof, accompanied by the receipt or a duplicate of the receipt from the Prothonotary, when the indemnity has been deposited with him, or a copy of the discharge when the indemnity has been paid to the expropriated party, shall be sufficient to all intents and purposes without the City being obliged to have registered any other title to the property. The registrar of every registration division shall accept such documents and register them."

12.—Article 452 of the Act 62 Victoria, chapter 58, as replaced by the Act 3 Edward VII, chapter 62, section 44, and again replaced by the Act 1 George V (second session), chapter 60, section 23, is amended by replacing the figures "441" in the fifth line of the fourth clause thereof, by the figures "440".

13.—The following article is inserted in the Act 62 Victoria, chapter 58, after article 562 thereof:

"562a. The City is empowered to appoint women to act as constables, police officers or special detectives, and such women shall be subject to the provisions of the Charter and the Municipal By-laws relating to policemen, constables and detectives."

14.—The Act 9 Edward VII, chapter 81, is amended by adding after section 39, as amended by the Act 2 George V, chapter 56, section 30, and by the Act 3 George V, chapter 54, section 37, the following section:

"39a. All expenses incurred in virtue of paragraph 9 of section 39 of the said Act 9 Edward VII, chapter 81, as amended by the aforesaid acts, as well as the cost of any overhead line, may be charged to the loan fund authorized by sub-section 10 of the said section 39, and shall form part of the capital devoted by the City to the construction of underground conduits, but the cost of the construction of the said overhead lines shall be borne by the persons or companies using the same, in such manner, within such delays and in such proportions determined by the Electrical Commission of the City of Montreal."

15.—Article 452 of the Charter of the City of Montreal, as replaced by 1 George V, 2nd session, chapter 60, section 23, is hereby amended by inserting in the seventh line of the second paragraph thereof after the words "with instructions to apportion" the words "one half", and by adding to such paragraph the following, to wit: "the other half of the cost of such expropriation shall be borne by the City. The proprietors taxed shall have the right to make payments of such assessments in five equal annual payments with interest on the unpaid balance at the legal rate. The foregoing provisions shall apply to all future expropriations and also to those made or commenced since January 1st, 1914, and also to those made previous-

cette date et dont les rôles ont été préparés depuis le 1er janvier 1914, et les rôles de perception seront corrigés en conséquence. Aucune autres expropriations ne seront commencées d'après les dispositions de cet article durant les cinq années à venir.

Ladite section est de plus amendée en retranchant du troisième paragraphe tous les mots après les mots "même effet" dans la cinquième ligne dudit paragraphe.

16.—La Cité est autorisée à modifier, par règlement, les limites des quartiers Saint-Denis, Bordeaux, Laurier, de Lorimier, Rosemont et Mercier.

17.—Le quartier Longue-Pointe sera à l'avenir connu et désigné sous le nom de "Quartier Mercier".

18.—La Cité, pendant l'année 1915, peut imputer sur le fonds d'emprunt autorisé par les Articles 343 et 343a de la Charte, une somme n'excédant pas quatre cent mille piastres, pour réparations aux pavages permanents, aux trottoirs permanents, au macadam et pour construction de macadam, réparations et améliorations des rues généralement, et une somme n'excédant pas \$200,000.00 pour les fins prévues à l'Article 338a de la Charte.

19.—Le Cité peut imputer sur les emprunts autorisés par les Articles 343 et 343a, de sa Charte, le coût de la construction de bateaux pour faire le service de traversiers entre la Cité et l'Île Sainte-Hélène, ainsi que le coût de la construction de quais et débarcadères pour cette traverse.

20.—La Cité de Montréal est exempte de toute taxe scolaire qui pourrait être imposée sur les immeubles lui appartenant et situés dans ses limites, occupés ou utilisés pour des fins publiques.

Cette disposition n'affectera pas les rôles en vigueur.

21.—La Cité ne peut être forcée par voie de mandamus ou autre procédure judiciaire à remplir, avant le 1er janvier 1917, les obligations mises à sa charge par la Loi 1 Georges V (1ère session), Chapitre 48, Section 1.

Cette disposition n'affectera pas les causes pendantes à la date du premier février 1915.

22.—La Cité est dispensée de l'obligation de pourvoir d'une salle publique le poste de police et de pompiers qui sera construit au centre du quartier Notre-Dame de Grâce.

23.—La Cité est dispensée de l'obligation d'établir un poste de pompiers et de police dans l'hôtel-de-ville de l'ancien Village Rosemont.

24.—Le Conseil peut, sur rapport du Bureau des Commissaires, faire avec les propriétaires d'immeubles situés sur les rues suivantes:

Saint-André, à partir de la hauteur des terres à la rue Bélanger, et de la hauteur des terres à la rue Villeray, (ci-devant rue Rose de Lima), (côté ouest).

Saint-André, de la rue Beaubien à la rue Bélanger, (côté ouest).

Westmount, du chemin de la Côte-des-Neiges aux limites de Westmount, (côté sud).

Saint-Christophe, de la rue Cherrier à la rue Roy.

Saint-Christophe, de la rue Duluth à la rue Marie-Anne.

Brennan, de la rue Prince à la rue Anne.

Mentana, de la rue Rachel à l'avenue Mont-Royal (côté est).

Mentana, de l'avenue Mont-Royal à la rue Gilford, (côté est).

Mentana, de la rue Gilford à l'avenue Laurier, (côté est).

Robin, de la rue Beaudry à la rue Saint-André.

ly, but of which the assessment rolls were prepared since said January 1st, 1914, and the assessment rolls shall be corrected accordingly. No further expropriations shall be commenced under the provisions of this article during the next ensuing five years".

The said section is further amended by striking out of the third paragraph thereof all the words after the words "special assessment" in the fourth and fifth lines of said paragraph.

16.—The City is authorized to alter, by by-law, the limits of St. Denis, Bordeaux, Lalrier, de Lorimier, Rosemont and Mercier Wards.

17.—Longue Pointe Ward shall in future be known as and called "Mercier Ward".

18.—The City may, during the year 1915, charge against the proceeds of the loans authorized by articles 343 and 343a of its Charter, a sum not exceeding \$400,000 for repairs to permanent pavings, to permanent sidewalks, for macadam and for the laying of macadam, for repairing and improving the streets generally, and a sum not exceeding \$200,000 for the purposes provided for in article 338a of the Charter.

19.—The City may charge against the proceeds of the loans issued under articles 343 and 343a of its Charter the cost of the construction of boats for the St. Helen's Island ferry service, as well as the cost of erecting wharves and landings for such ferry service.

20.—The City of Montreal shall be exempt from the payment of any school tax which may be imposed on the immovables belonging to it and occupied or utilized for public purposes.

This provision shall not affect the rolls in force.

21.—The City shall not be held in virtue of a writ of mandamus or any other judicial process to fulfill, before the 1st January, 1917, the obligations imposed upon it by the Act 1 George V (1st session), chapter 46, section 1.

This provision shall not affect cases pending on the 1st of February 1915.

22.—The City is released from the obligation of providing a public hall in the police and fire station which is to be erected in the centre of Notre-Dame de Grâce Ward.

23.—The City is released from the obligation of erecting a police and fire station in the Town Hall of the former Village of Rosemont.

24.—The Council may, on a report of the Board of Commissioners, make arrangements with the proprietors of immovables on the streets mentioned below, to exempt such proprietors from the payment of the whole or a portion of the amounts charged them for the construction of sewers.

Such streets are as follows:

St. André, from the height of land to Bélanger street and from the height of land to Villeray street — formerly Rose de Lima street — (west side);

St. André street, from Beaubien street to Bélanger street (west side);

Westmount avenue, from Côte des Neiges Road to the limits of Westmount (south side);

St. Christophe street, from Cherrier street to Roy street;

St. Christophe street, from Duluth street to Marie Anne street;

Brennan street, from Prince street to Anne street;

Mentana street, from Rachel street to Mount Royal avenue (east side);

Mentana street, from Mount Royal avenue to Gilford street (east side);

Mentana street, from Gilford street to Laurier avenue (east side);

Robin street, from Beaudry street to St. André street;

Boyer, du chemin de fer Pacifique Canadien à la rue Beau-bien, (côté ouest).

Saint-Elie, de la rue Châteaubriand jusqu'au bout de l'égout allant vers l'ouest, (côté nord).

Avenue Minto, de la rue Saint-Jacques au chemin de fer Pacifique-Canadien, (côté ouest).

De Létang;—

Avenue Seaforth;—

Des arrangements afin d'exempter lesdits propriétaires du paiement de tout ou de partie des montants qui leur sont chargés pour la construction des égouts.

25.—La Cité peut faire des arrangements avec le Gouvernement du Canada pour capitaliser et commuer les taxes exigibles en vertu des règlements municipaux pour la construction de caveaux, voûtes, ponts ou tunnels au-dessus ou au-dessous de toute rue ou voie publique.

Les arrangements de cette nature qui ont été faits avec le Gouvernement du Canada sont déclarés valides et légaux.

26.—Nonobstant les dispositions contenues dans les Articles 1388 à 1424 des Statuts Refondus de la Province de Québec, 1909, et leurs amendements, la Cité peut réglementer la vitesse des camions-automobiles qui transportent des effets, marchandises ou matériaux dans les rues de la Cité en décrétant que ces camions ne pourront circuler que sur les rues que la Cité désignera, et ne pourront aller à une vitesse plus grande que quatre milles à l'heure.

27.—Le Conseil peut par règlement imposer et prélever, pour venir en aide aux hôpitaux et aux institutions de charité de la Cité, seulement, une taxe d'un sou sur chaque prix d'entrée ou pour ou sur chaque personne admise à un théâtre, à une salle de vues animées, salle d'amusements, de concert, à un cirque, à un terrain de jeux, de courses, patinoirs, ou à tout autre endroit dans la Cité où l'on donne un spectacle ou représentation de quelque nature que ce soit et où un prix d'entrée est perçu et exigé, pour obliger les propriétaires, locataires ou occupants desdits théâtres et autres lieux ci-dessus mentionnés ou toute autre personne les exploitant, à percevoir eux-mêmes ladite taxe et à en rendre compte à la Cité sous peine d'en être tenus personnellement responsables, et pour adopter toute autre mesure qu'elle jugera nécessaire pour assurer la perception de ladite taxe et même se réserver le droit exclusif de vendre lesdits billets, et pour obliger lesdits hôpitaux et lesdites institutions de charité désirant bénéficier du produit de ladite taxe, de transmettre à la Cité des rapports qui seront requis d'eux et pour infraction à tout règlement passé en vertu de la présente section par la personne porteur d'une licence pour ledits théâtres, ou autres lieux ci-dessus mentionnés, imposer comme pénalité, en outre de celle déjà prévue par la Charte, la suspension ou même la révocation de telle licence. Le produit de cette taxe devra être distribué aux hôpitaux dans la Cité, proportionnellement au nombre de lits gratuits que chaque hôpital mettra à la disposition du public. Mais en aucun cas cette taxe ne sera recouvrable du propriétaire des endroits de plaisir ci-haut mentionnés. Le produit de cette taxe, déduction faite des dépenses encourues par la Cité aux fins de sa perception ou autres, devra être distribué aux hôpitaux et institutions de charité dans la Cité, proportionnellement au nombre de lits occupés gratuitement et pour le temps qu'ils seront occupés par des patients résidant dans la Cité depuis au moins six mois, mais en aucun cas, cette taxe ne sera recouvrable des propriétaires des endroits de plaisir ci-dessus mentionnés.

28.—Le Conseil peut autoriser le Bureau des Commissaires à faire exécuter des travaux municipaux à la journée au lieu de les faire exécuter par contrat.

29.—Le Règlement No 529, intitulé "Règlement modifiant les limites des quartiers St-Denis et Bordeaux," adopté par le Conseil de Ville de Montréal, le 22 juin 1914, est par les présentes, ratifié et confirmé.

30.—L'acte de vente de partie du No 1696, des plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Antoine, consenti par le Très Révérend John C. Farthing, D.D., en sa qualité de Lord Evêque de Montréal, une corporation simple, et al., à la Cité

Boyer street, from the Canadian Pacific Railway to Beaubien street (west side);

St. Elie street, from Châteaubriand street to the end of the sewer, westward (north side);

Mint avenue, from St. James street to the Canadian Pacific Railway (west side);

De Létang street;

Seaforth avenue.

25.—The City may make arrangements with the Government of Canada, in order to capitalize and commute the tax exigible in virtue of the Municipal By-laws for the construction of vaults, bridges, or tunnels, over or under any street or thoroughfare.

The arrangements of this nature which have already been made with the Government of Canada are declared valid and legal.

26.—Notwithstanding the provisions contained in articles 1388 to 1424 of the Revised Statutes, 1909, the City may regulate the speed of motor trucks used for conveying any articles, goods, or materials in the streets of the City, by enacting that such trucks shall not run at a greater speed than four miles an hour on such streets as the City may designate.

27.—The Council may, by by-law, impose and levy, to aid hospitals and other charitable institutions in the City only, a tax of one cent on every admission ticket or for or on each person admitted into any theatre, moving picture hall, amusement hall, concert hall, circus, playground, race-course, skating rink, or any other place in the City where any exhibition or entertainment whatsoever is given, and where an entrance fee is collected and charged; compel the owners, lessees or occupants of such theatres and other places above mentioned, or any other persons operating the same, to themselves collect the said tax, and to render an account thereof to the City under pain of being held personally liable therefor, and adopt any other measures which it may deem necessary in order to ensure the collection of said tax, and even reserve the exclusive right to sell the said tickets, and, to oblige the said hospitals and other charitable institutions who desire to benefit by the proceeds of such tax to transmit to the City such reports as may be required of them. For the infringement of any by-law adopted in virtue of this section by the person holding a license for such theatres or other places above mentioned, impose as a penalty, in addition to that already provided by the Charter, the suspension or even the revocation of such license. The proceeds of such tax shall be distributed among the hospitals in the City in proportion to the number of free beds in each hospital at the disposal of the public.

But in no case shall such tax be recoverable from the proprietors of the various places of amusement above mentioned. The proceeds of such tax after deducting the expenses incurred by the City for the purpose of collecting same or other purposes shall be distributed to the hospitals and charitable institutions in the City in proportion to the number of beds gratuitously occupied and to the time that they be occupied by patients residing in the City, since at least six months, but in no case shall this tax be recoverable from the proprietors of pleasure places above mentioned.

28.—The Council may authorize the Board of Commissioners to have municipal works performed by day labor instead of by contract.

29.—By-law No. 529, intituled "By-law to alter the limits of St. Denis and Bordeaux Wards", adopted by the City Council of Montreal, on the 22nd June, 1914, is hereby ratified and confirmed.

30.—The deed of sale of part of lot No. 1696 of the official plan and book of reference of St. Antoine Ward by the Right Rev. John C. Farthing, D.D. in his quality of Lord Bishop of Montreal, a corporation sole, et al., to the City

de Montréal, par acte consenti devant Mtres Jean Beaudoin, notaire, le 23 janvier 1915, sous le No 7085 des minutes de son répertoire, est confirmé par le paiement aux vendeurs du prix de vente aux termes dudit acte, l'immeuble vendu sera libéré de toutes charges quelconques et la Cité de toute responsabilité envers ceux qui pourront prétendre avoir des droits dans, à ou sur ledit immeuble. Les vendeurs sont autorisés à employer ledit prix de vente pour des fins religieuses ou toutes autres fins qu'ils jugeront convenables.

31.—L'article suivant est inséré dans la Loi 62 Victoria, Chapitre 58, après l'Article 21R, tel qu'édicte par la Loi 4 Georges V, Chapitre 73, Section 3:

"21S. Le Bureau des Commissaires pourra, par résolution, faire et mettre à exécution des règles et règlements pour sa gouverne intérieure, pour la conduite de ses délibérations et pour le maintien de l'ordre durant ses séances, et tant que telles règles et tels règlements n'auront pas été adoptés et mis en force, les Règles 8, 14, 16, 19, 25, 26, 30, 32, 33, 35, 37, 48, 49, 52, 53, 55, 56, 57, 58, 59, 60, 64, 65, 66, 67, 68, 70 et 123 du Conseil, s'appliqueront "mutatis mutandis" au Bureau des Commissaires."

Il sera loisible au Bureau des Commissaires de modifier de temps à autre, les règles et règlements qu'il aura ainsi adoptés.

32.—L'Article 21i de la Loi 62 Victoria, Chapitre 58, tel que remplacé par la Loi 1 Georges V, Chapitre 48, Section 10, est de nouveau remplacé par le suivant:

"21i. Les membres du Bureau des Commissaires, à l'exception du maire, sont élus pour une période de quatre ans; cependant, deux des quatre premiers Commissaires élus, qui sont désignés au sort, sortent de charge à la fin de la deuxième année, et deux autres commissaires sont élus à leur place pour une période de quatre ans. Les Commissaires qui sortent ainsi de charge sont rééligibles."

Pour le tirage au sort dont il est fait mention dans le présent article, l'on procédera de la manière suivante, à savoir:

Le tirage aura lieu dans le bureau du Greffier de la Cité, sous la présidence et la direction dudit Greffier ou de l'assistant-Greffier, au jour et à l'heure fixée par ledit Greffier mais devant être dans le cours du mois de novembre 1915.

Un avis écrit d'au moins huit jours devra être donné par le Greffier aux quatre Commissaires intéressés, ainsi qu'au Maire, indiquant le jour, l'heure et l'endroit où se fera le tirage, et le Maire, les Commissaires ou leurs représentants assisteront audit tirage, ainsi que toute autre personne que le Greffier pourra réquerir, et un procès-verbal sera dressé et gardé par le Greffier.

Les Nos 1, 2, 3 et 4 seront écrits respectivement sur quatre feuilles de papier séparées et semblables, lesquelles après avoir été pliées seront jetés dans une boîte ou autre réceptacle choisi par le Greffier.

Les Commissaires seront ensuite invités tour à tour, suivant l'ordre alphabétique de leur nom de famille, à tirer un numéro, et en l'absence de l'un ou de plusieurs Commissaires, le Greffier pourra demander au Maire, ou en l'absence de ce dernier, à toute autre personne qu'il désignera, de tirer pour et à la place du ou des Commissaires absents.

Les deux Commissaires qui auront personnellement ou par leurs représentants, ou en leur absence, par le Maire ou autre personne désignée par le Greffier, tiré les numéros 3 et 4, seront par le fait même, désignés comme sortant de charge à la fin de la deuxième année, et il sera du devoir du Greffier de leur en donner avis et d'agir en conséquence.

33.—La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

of Montreal, passed before Mr. Jean Beaudoin, Notary, on the 23rd January, 1915, under the number 7085 of his repertory, is confirmed on the payment to the vendors of the purchase price according to the terms of the said deed, the immoveable sold shall be free from all charges whatsoever and the City from all responsibility as regards any one who may pretend to have any right in, to or upon the said immoveable. The vendors are authorized to use the said purchase price for religious purposes or for any other purpose they may consider right.

31.—The following article is inserted in the Act 62 Victoria, chapter 58, after article 21R as enacted by the Act 4 Geo. V, chapter 73, section 3.

"21S. The Board of Commissioners may by resolution make and enforce rules and regulations for its internal government for conducting their deliberations and for maintaining order at their sessions and until such rules and regulations shall have been made and put in force, the rules 3, 14, 15, 19, 25, 26, 30, 32, 33, 35, 37, 48, 49, 52, 53, 55, 56, 57, 58, 59, 60, 64, 65, 66, 67, 68, 70 and 123, of the Council shall apply "mutatis mutandis" to the Board of Commissioners.

The Board of Commissioners may from time to time amend the rules they make.

32.—Article 21i of the Act 62 Victoria, chapter 58, as replaced by the Act 1 George V, chapter 48, section 10, is again replaced by the following:

"21i. The members of the Board of Commissioners, with the exception of the Mayor, are elected for four years; nevertheless two of the first four Commissioners elected who shall be designated by lot shall go out of office at the end of the second year and two other Commissioners shall be elected in their stead for a period of four years. The Commissioners who thus go out of office shall be reeligible.

For the drawing of lots herein mentioned, the proceedings shall be as follows:

The drawing of lots shall take place in the office of the City Clerk, the City Clerk or the Asst.-City Clerk presiding, on the day and at the hour fixed by the said Clerk, but shall take place during the month of November 1915.

A written notice of eight days shall be given by the Clerk to the four interested Commissioners as well as to the Mayor, indicating the day, hour and place where such drawing shall take place, and the Mayor, the Commissioners or their representatives shall attend at such drawing as well as any other person that the Clerk shall require and a minute shall be drawn up and preserved by the Clerk.

The numbers 1, 2, 3 and 4 shall be written respectively on four separate and like sheets of paper, which after being fold, shall be thrown into a box or other receptacle chosen by the Clerk.

The Commissioners shall then be asked in turn according to alphabetical order of their surname to draw a number and in the absence of one or more of them, the Clerk may ask the Mayor, or in his absence, any other person he may select to draw for and in the place of the absent Commissioner or Commissioners. The two Commissioners who shall personally or by representatives or in their absence by the Mayor or other person selected by the Clerk, draw the numbers 3 and 4 shall thereby be designated as those going out of office at the end of the second year, and it shall be the duty of the Clerk to give them notice and to act accordingly."

33.—This act shall come into force on the day of its sanction.

DELIBERATIONS

BUREAU DES COMMISSAIRES

Compte rendu de l'assemblée du 23 mars 1915, a.m.

Son Honneur le Maire, Président; MM. les Commissaires Ainey et Hébert.

Sur proposition de M. le Commissaire Hébert, appuyée par M. le Commissaire Ainey, il est

Résolu: Que les minutes soient approuvées.

1.—Soumises trois séries de mandats, vérifiés par le Contrôleur et Auditeur de la Cité, au montant respectif de \$52,248.66, \$64,895.06, \$1,591.19, suivant listes certifiées.

Sur proposition de M. le Commissaire Hébert, appuyée par M. le Commissaire Ainey, il est

Résolu: D'en autoriser le paiement.

2.—(25863, 25870, 24969, 24121) Soumises des communications et des dossiers, concernant diverses expropriations annuelles.

Sur proposition de M. le Commissaire Hébert, appuyée par M. le Commissaire Ainey, il est

Résolu: De donner instructions au Secrétaire d'informer les intéressés qu'en vertu des derniers amendements à la Charte, la Ville n'a pas le droit de procéder à ces expropriations d'ici à cinq ans.

3.—Soumis des rapport du Département en Loi, recommandant le règlement de certaines réclamations.

Sur proposition de M. le Commissaire Hébert, appuyée par M. le Commissaire Ainey, il est

Résolu: D'autoriser le règlement des réclamations ci-dessous, ex-Fonds de Réserve:

8642.	C. W. Idler, — jugement, au demandeur, avec intérêt du 22 mai 1914	\$110.44
	Frais à Mtes Davidson & Ritchie	77.95
9483.	J. T. Fontaine, — inondation	36.95
9471.	A. Ethier, — inondation	32.70
9472.	A. Paquette, — inondation	59.27
9465.	Arthur Guenette, — accident	362.85
9521.	Mlle N. Healey, — chute	48.05
9511.	R. Wilson (C. Hooper), — dommages	15.50
9476.	R. Brown, — accident	75.00

4.—(25857) Soumis un rapport de l'Architecte de la Ville, sur la demande de M. Delphis Gauthier, pour obtenir l'autorisation d'occuper le lot cad. 489, subd. 258, du quartier Saint-Denis, pour y installer une boutique de forge.

Sur proposition de M. le Commissaire Ainey, appuyée par M. le Commissaire Hébert, il est

Résolu: D'approuver ledit rapport et d'informer M. Gauthier en conséquence.

5.—(25885) Soumis un rapport de l'Architecte de la Ville, recommandant d'accorder à la Compagnie "Forest Motor Supply" l'autorisation d'occuper le lot cad. 91, du quartier Laurier, à côté de la propriété portant le No 1787, Boulevard Saint-Laurent, pour y installer un réservoir souterrain.

Sur proposition de M. le Commissaire Ainey, appuyée par M. le Commissaire Hébert, il est

Résolu: D'accorder ladite autorisation.

6.—Sur proposition de M. le Commissaire Hébert, appuyée par M. le Commissaire Ainey, il est

Résolu: D'approuver les réquisitions suivantes:

BOARD OF COMMISSIONERS

Report of meeting held on the 23rd March 1915, a.m.

Present: His Worship the Mayor in the Chair, and Messrs. Ainey and Hébert, Commissioners.

On motion of Commissioner Hébert, seconded by Commissioner Ainey, it was

Resolved: That the minutes be confirmed.

1.—Submitted three series of warrants, verified by the City Comptroller and Auditor, amounting respectively to \$52,248.66, \$64,895.06, \$1,591.19, as per certified lists.

On motion of Commissioner Hébert, seconded by Commissioner Ainey, it was

Resolved: To authorize the payment thereof.

2.—(25863-25870-24969-24121) Submitted communications and documents concerning various annual expropriations.

On motion of Commissioner Hébert, seconded by Commissioner Ainey, it was

Resolved: That instructions be given to the Secretary to inform the interested parties that, in virtue of the last amendments to the Charter, the City has no right to proceed with said expropriations until five years have elapsed.

3.—Submitted reports from the Law Department, recommending that certain claims be settled.

On motion of Commissioner Hébert, seconded by Commissioner Ainey, it was

Resolved: To authorize the settlement of the under-mentioned claims, ex-Reserve Fund:

8642.	C. W. Idler—Judgment to the Plaintiff with interest from the 22nd May 1914..	\$110.44
	Costs to Messrs. Davidson & Ritchie ..	77.95
9483.	J. T. Fontaine—Flooding..	36.95
9471.	A. Ethier—Flooding ..	32.70
9472.	A. Paquette—Flooding ..	59.27
9465.	Arthur Guenette—Accident ..	362.85
9521.	Miss N. Healy—Fall ..	48.05
9511.	R. Wilson (C. Hooper)—Damages ..	15.50
9476.	R. Brown—Accident ..	75.00

4.—(25857) Submitted a report from the City Architect on the application from Mr. Delphis Gauthier, for authorization to occupy Cad. lot 489, subd. 258, St. Denis Ward, for the purpose of establishing a blacksmith shop thereon.

On motion of Commissioner Ainey, seconded by Commissioner Hébert, it was

Resolved: To concur in said report and to inform Mr. Gauthier accordingly.

5.—(25885) Submitted a report from the City Architect recommending that the Forest Motor Supply be granted authorization to occupy Cad. lot No. 91, Laurier Ward, next to the property bearing No. 1787 St. Lawrence Boulevard, for the purpose of erecting thereon an underground tank.

On motion of Commissioner Ainey, seconded by Commissioner Hébert, it was

Resolved: To grant said authorization.

6.—On motion of Commissioner Hébert, seconded by Commissioner Ainey, it was

Resolved: To approve of the following requisitions:

Son Honneur le Maire: No 5.
 Parcs, (Ile Sainte-Hélène): Nos 63, 64, 65.
 Assistance Municipale: Nos 106, 107, 108, 109, 110, 111, 112, 113, 114, 115, 116, 117, 118, 119, 120, 121.
 Bâtisses: No 9.
 Maladies Contagieuses: Nos 22, 23, 24.
 Incinération: Nos 43, 44.
 Police: Nos 48, 49.
 Incendies: Nos 70, 71, 72, 74.
 Détectives: No 2.
 Trésorier: No 1.
 Egouts, (Division Ouest): Nos 18, 19.
 Voirie, (Division Nord): Nos 101, 102, 103, 104, 105, 106, 107, 108, 109, 110, 111, 112, 113.
 Aqueduc: Nos 203, 204, 205, 206, 207, 208, 209, 210, 211, 212, 213, 214, 215, 216.
 Edifices Municipaux: Nos 63, 64, 65, 66.
 Voirie, (Division Ouest): Nos 32, 33, 34.
 Marchés: Nos 26, 27, 28, 29.
 Parcs, (Parc Mont-Royal): No 12.
 Eclairage: No 7.
 Bibliothèque Civique: No 1069-102.
 Voirie, (Division Est): Nos 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 41, 42.

7.—(25782) Soumis un rapport du Département en Loi, sur le protêt signifié à la Cité, à la réquisition de MM. A. Archambault et autres, en rapport avec l'achat de certains terrains dans le quartier Hochelaga.

Sur proposition de M. le Commissaire Hébert, appuyée par M. le Commissaire Ainey, il est

Résolu: De déposer de record et d'informer les intéressés en conséquence.

8.—(25826) Soumis un rapport du Trésorier de la Cité, au sujet de l'expropriation d'un terrain, appartenant à M. McKercher sur l'avenue Mont-Royal.

Sur proposition de M. le Commissaire Hébert, appuyée par M. le Commissaire Ainey, il est

Résolu: De référer au Département en Loi, afin de mettre M. McKercher en demeure de consentir un contrat ou de recourir aux procédés nécessaires pour prendre possession du terrain.

9.—(25972) Soumis un rapport du Surintendant des Marchés, recommandant de faire droit à la demande de M. B. E. Armstrong, locataire de l'étal No 119 Marché Bonsecours, pour autorisation de prendre Georges Cuchurean comme associé, et de faire affaire dans l'étal en question sous la raison sociale "The Armstrong Cuchurean & Co."

Sur proposition de M. le Commissaire Ainey, appuyée par M. le Commissaire Hébert, il est

Résolu: D'approuver ledit rapport.

10.—Soumise une résolution du Conseil, à l'effet d'approuver un rapport du Bureau des Commissaires, recommandant d'accorder un délai de 3 ans, à M. A. Lemay, pour payer une certaine propriété.

Sur proposition de M. le Commissaire Hébert, appuyée par M. le Commissaire Ainey, il est

Résolu: De prier Son Honneur le Maire et le Greffier de la Ville de signer l'acte requis.

11.—Soumis un rapport de Son Honneur le Maire, recommandant le renvoi, pour les raisons mentionnées dans le rapport du Surintendant de Police, du constable D. Clairoux.

Sur proposition de M. le Commissaire Ainey, appuyée par M. le Commissaire Hébert, il est

Résolu: D'approuver ledit rapport.

12.—(25853) Soumis un rapport du Surintendant des Marchés, déclarant que la permission demandée par M. David Dunkner, pour permis d'exercer le commerce de poisson dans le Marché Saint-Laurent, ne peut lui être accordée.

Sur proposition de M. le Commissaire Ainey, appuyée par M. le Commissaire Hébert, il est

His Worship the Mayor: No. 5.

Parks (St. Helen's Island): Nos. 63, 64, 65.

Municipal Assistance: Nos. 106, 107, 108, 109, 110, 111, 112, 113, 114, 115, 116, 117, 118, 119, 120, 121.

Buildings: No. 9.

Contagious Diseases: Nos. 22, 23, 24.

Incineration: Nos. 43, 44.

Police: Nos. 48, 49.

Fire: Nos. 70, 71, 72, 74.

Detectives: No. 2.

Treasurer: No. 1.

Sewers (West Division): Nos. 18, 19.

Road (North Division): Nos. 101, 102, 103, 104, 105, 106, 107, 108, 109, 110, 111, 112, 113.

Water: Nos. 203, 204, 205, 206, 207, 208, 209, 210, 211, 212, 213, 214, 215, 216.

Municipal Buildings: Nos. 63, 64, 65, 66.

Road (West Division): Nos. 32, 33, 34.

Markets: Nos. 26, 27, 28, 29.

Parks (Mount Royal Park): No. 12.

Light: No. 7.

Civic Library: No. 1069-102.

Road (East Division): Nos. 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 41, 42.

7.—(25782) Submitted a report from the Law Department, on the protest served upon the City at the requisition of Messrs. Archambault & al., in connection with the purchase of certain lots of land in Hochelaga Ward.

On motion of Commissioner Hébert, seconded by Commissioner Ainey, it was

Resolved: That the same be filed of record and that the interested parties be informed accordingly.

8.—(25826) Submitted a report from the City Treasurer anent the expropriation of a piece of land belonging to Mr. McKercher, on Mount Royal avenue.

On motion of Commissioner Hébert, seconded by Commissioner Ainey, it was

Resolved: That the same be referred to the Law Department with instructions to notify Mr. McKercher to pass a contract or to take the necessary proceedings in order to obtain possession of said piece of land.

9.—(25972) Submitted a report from the Superintendent of Markets, recommending that Mr. M. B. E. Armstrong, tenant of stall No. 119, Bonsecours Market, be authorized to take in partnership Geo. Cuchurean, and to do business in the stall in question under the name and style of "The Armstrong, Cuchurean & Co."

On motion of Commissioner Hébert, seconded by Commissioner Ainey, it was

Resolved: To concur in said report.

10.—Submitted a resolution of Council, concurring in a report from the Board of Commissioners, recommending that Mr. A. Lemay be granted a delay of 3 years for the payment of a certain property.

On motion of Commissioner Hébert, seconded by Commissioner Ainey, it was

Resolved: That His Worship the Mayor and the City Clerk be requested to sign the deed required in this connection.

11.—Submitted a report from His Worship the Mayor, recommending that constable D. Clairoux be dismissed for the reasons mentioned in the report made by the Superintendent of Police.

On motion of Commissioner Ainey, seconded by Commissioner Hébert, it was

Resolved: To concur in said report.

12.—(25853) Submitted a report from the Superintendent of Markets, stating that the application made by Mr. David Dunkner for permission to sell fish in St. Lawrence Market, cannot be granted.

On motion of Commissioner Ainey, seconded by Commissioner Hébert, it was

Résolu: D'approuver ledit rapport, et d'informer M. Dunkner en conséquence.

M. le Commissaire McDonald prend son siège.

13.—(25950) Soumise une communication de M. M. Desmares, demandant le privilège de prendre des photographies dans le Parc La Fontaine.

Sur proposition de M. le Commissaire Ainey, appuyée par M. le Commissaire Hébert, il est

Résolu: De référer au Surintendant des Parcs pour rapport.

14.—Soumis un projet d'annonces, pour la demande de soumissions pour la fourniture de sable, pierre à macadamiser, etc.

Sur proposition de M. le Commissaire Hébert, appuyée par M. le Commissaire Ainey, il est

Résolu: D'approuver lesdites annonces et d'en autoriser la publication.

15.—(25789) Soumise une résolution du Conseil, au sujet de l'achat du terrain nécessaire pour la continuation de la rue Robin, de la rue St-André à la rue St-Christophe.

Sur proposition de M. le Commissaire Ainey, appuyée par M. le Commissaire Hébert, il est

Résolu: D'informer M. l'Echevin Dubeau que le Bureau des Commissaires sera toujours prêt à entendre les représentations de la Commission des Ecoles Catholiques à ce sujet, lorsqu'elle désirera se présenter devant lui.

16.—Soumise une communication de M. Georges Paquette, offrant de louer un terrain appartenant à la Ville et situé sur la rue Delinelle.

Sur proposition de M. le Commissaire Ainey, appuyée par M. le Commissaire Hébert, il est

Résolu: De référer à l'Ingénieur en Chef et au Surintendant des Edifices Municipaux pour rapport d'urgence.

17.—(25965) Soumis un rapport du Trésorier de la Cité, au sujet de la réclamation de la Ville, contre la Compagnie du Pacifique Vanadien, en rapport avec l'agrandissement des gares Viger et Windsor.

Sur proposition de M. le Commissaire Hébert, appuyée par M. le Commissaire Ainey, il est

Résolu: De référer à l'Ingénieur en Chef et au Département en Loi pour rapport d'urgence.

18.—(25796) Soumis un rapport du Trésorier de la Cité, au sujet de la demande du bataillon de l'Université McGill, d'une exemption de taxes pour une partie de l'année courante.

Sur proposition de M. le Commissaire Hébert, appuyée par M. le Commissaire Ainey, il est

Résolu: D'informer les requérants que le Bureau regrette de ne pouvoir faire droit à leur demande.

19.—(25973, 25974) Soumis les rapports du Département en Loi, au sujet des réclamations de M. Patrick Dooner et Robert Clapperton, pour inondation.

Sur proposition de M. le Commissaire Hébert, appuyée par M. le Commissaire Ainey, il est

Résolu: De référer à l'Ingénieur en Chef pour visite des lieux et rapport.

M. le Commissaire Côté prend son siège.

20.—Soumis un rapport de Son Honneur le Maire, déclarant s'opposer à certaines recommandations du Trésorier de la Cité, au sujet du remplacement de M. F. D. Beausoleil.

Sur proposition de M. le Commissaire Hébert, appuyée par M. le Commissaire Côté, il est

Résolu: Que le Bureau ne concourt pas dans le rapport du Trésorier de la Cité, et que M. Beausoleil ne sera pas remplacé.

21.—(25899) Soumis un rapport du Département en Loi, en réponse à une interpellation de M. l'Echevin Dubeau, au sujet des expropriations annuelles.

Sur proposition de M. le Commissaire Hébert, appuyée par M. le Commissaire Côté, il est

Résolu: De transmettre ledit rapport au Conseil, en réponse à ladite interpellation.

Resolved: To concur in said report.

Commissioner McDonald took his seat.

13.—(25950) Submitted a communication from Mr. M. Desmares, asking for the privilege of taking photos in La Fontaine Park.

On motion of Commissioner Ainey, seconded by Commissioner Hébert, it was

Resolved: That the same be referred to the Superintendent of Parks for a report.

14.—Submitted a draft of advertisement calling for tenders for the supply of sand, macadamizing stone, etc.

On motion of Commissioner Hébert, seconded by Commissioner Ainey, it was

Resolved: To approve said advertisements and to authorize the publication of same.

15.—(25789) Submitted a resolution of Council, anent the purchase of the land required for the extension of Robin, street, from St. André to St. Christophe street.

On motion of Commissioner Ainey, seconded by Commissioner Hébert, it was

Resolved: That Ald. Dubeau be informed that the Board of Commissioners will always be prepared to hear the representations of the Catholic Board of School Commissioners in this connection, whenever they may desire to appear before them.

16.—Submitted a communication from Mr. Geo. Paquette, offering to rent a piece of land belonging to the City and situated on Delinelle street.

On motion of Commissioner Ainey, seconded by Commissioner Hébert, it was

Resolved: That the same be referred to the Chief Engineer and to the Superintendent of Municipal Buildings for an immediate report.

17.—(25965) Submitted a report from the City Treasurer anent the City's claim against the Canadian Pacific Railway, in connection with the extension of Viger and Windsor Stations.

On motion of Commissioner Hébert, seconded by Commissioner Ainey, it was

Resolved: That the same be referred to the Chief Engineer and to the Law Department, for an immediate report.

18.—(25796) Submitted a report from the City Treasurer, anent the application made by McGill University for exemption from taxes for part of the current year.

On motion of Commissioner Hébert, seconded by Commissioner Ainey, it was

Resolved: That the petitioners be informed that the Board regret to be unable to comply with their request.

19.—(25973-25974) Submitted reports from the Law Department anent claims from Mr. Patrick Dooner and Robert Clapperton, for flooding.

On motion of Commissioner Hébert, seconded by Commissioner Ainey, it was

Resolved: That the same be referred to the Chief Engineer with instruction to visit the premises and report thereon.

Commissioner Côté took his seat.

20.—Submitted a report from His Worship the Mayor, stating that he objects to certain recommendations made by the City Treasurer in connection with the appointment of an employee to replace Mr. F. D. Beausoleil.

On motion of Commissioner Hébert, seconded by Commissioner Côté, it was

Resolved: That the Board do not concur in the City Treasurer's report, and that Mr. Beausoleil shall not be replaced.

21.—(25899) Submitted a report from the Law Department, in reply to a question put by Ald. Dubeau anent annual expropriations.

On motion of Commissioner Hébert, seconded by Commissioner Côté, it was

Resolved: That said report be transmitted to Council in reply to said question.

22.—Soumis un rapport de Son Honneur le Maire, recommandant le renvoi, pour cause, de M. A. Benoit, employé du Département du Contrôleur et Auditeur de la Cité.

Résolu: A l'unanimité, d'approuver ladite recommandation.

23.—Le Bureau prend en considération la question des subventions aux institutions de charité.

Sur proposition de M. le Commissaire McDonald, appuyée par M. le Commissaire Ainey, il est

Résolu: De voter les subventions suivantes, à même le crédit voté pour cette fin:

1. Grace Dart Home (pour tuberculeux)	\$ 500
2. Soeurs de la Miséricorde (crèches)	2,000
3. Soeurs de la Miséricorde (Maternité)	500
4. Montreal Maternity Hospital	500
5. Montreal Foundling & Sick Baby Hospital	500
6. Hôpital Ste-Justine	2,200
7. Hôpital Notre-Dame	2,500
8. Hôpital Notre-Dame (ambulance)	1,500
9. Hôpital Général	2,500
10. Hôpital Général (ambulance)	1,500
11. Hôtel-Dieu	1,500
12. Hôtel-Dieu (ambulance)	500
13. Hôpital Western	1,000
14. Hôpital Western (ambulance)	300
15. Children Memorial Hospital	500
16. Homeopathic Hospital	100
17. Women's Hospital	100

DISPENSAIRES

18. Département Dentaire, Hôpital Général	1,000
19. Hôpital Laval Dentaire	2,200
20. Herz Dispensary	500
21. The Montreal Dispensary	500
22. Clinique Opthalmique	1,200
23. Montreal Diet Dispensary	200

HOSPICES — ASILES — ORPHELINATS

24. Soeurs Grises (Enfants trouvés, orphelins, vieillards)	1,200
25. Asile St-Henri	200
26. Hospice Ste-Cunégonde	500
27. Institut des Aveugles de Nazareth	600
28. Orphelinat St-Arsène	1,000
29. Protestant Infants' Home	500
30. Orphelinat Catholique	500
31. Montreal Hebrew Sheltering and Orphan's Home	200
32. Asile de la Providence	300

REFUGES DE NUIT — MAISONS DE REFUGE

33. Assistance Publique	6,000
34. Protestant House of Industry & Refuge	1,500
35. Union Nationale Française	600
36. Old Brewery Mission	250
37. Sheltering Home	250
38. Refuge de Nuit "Ouimet"	1,000

OEUVRES DIVERSES

39. Armée du Salut	500
40. Hospice St-Antoine	200
41. Conseil Fédéré du Travail	200
42. Conseil National des Métiers et du Travail	200

(Cette dernière subvention devant être payée après que ledit Conseil aura fourni des pièces à l'appui de son existence.)

22.—Submitted a report from His Worship the Mayor, recommending the dismissal, for cause, of Mr. A. Benoit, employe of the City Comptroller and Auditor's Department.

Resolved unanimously: To concur in said decommenda-tion.

23.—The Board then considered the question of grants to Charitable Institutions.

On motion of Commissioner McDonald, seconded by missioner Ainey, it was

Resolved: That the following grants be voted ex-appropriation voted for such purpose:

1. Grace Dart Home (for persons affected with tuberculosis)	\$ 500
2. Sisters of Mercy (Infants' Asylum)	2,000
3. Sisters of Mercy (Maternity)	500
4. Montreal Maternity Hospital	500
5. Montreal Foundling and Sick Baby Hos-pital	500
6. St. Justine Hospital	2,200
7. Notre Dame Hospital	2,500
8. Notre Dame Hospital (ambulance)	1,500
9. General Hospital	2,500
10. General Hospital (ambulance)	1,500
11. Hôtel-Dieu	1,500
12. Hôtel-Dieu (ambulance)	500
13. Western Hospital	1,000
14. Western Hospital (ambulance)	300
15. Children Memorial Hospital	500
16. Homeopathic Hospital	100
17. Women's Hospital	100

DISPENSARIES

18. Dental Department, General Hospital	1,000
19. Hôpital Laval Dentaire	2,200
20. Herz Dispensary	500
21. The Montreal Dispensary	500
22. Clinique Opthalmique	1,200
23. Montreal Diet Dispensary	200

HOSPICES — ASYLUMS — ORPHANAGES

24. Gr v Nuns (Foundlings, etc.)	1,200
25. Asile St-Henri	200
26. Hospice Ste-Cunégonde	500
27. Institut des Aveugles de Nazareth	600
28. Orphelinat St-Arsène	1,000
29. Protestant Infants' Home	500
30. Orphelinat Catholique	500
31. Montreal Hebrew Sheltering and Orphan's Home	200
32. Asile de la Providence	300

NIGHT REFUGES — HOUSES OF REFUGE

33. Assistance Publique	6,000
34. Protestant House of Industry & Refuge	1,500
35. Union Nationale Française	600
36. Old Brewery Mission	250
37. Sheltering Home	250
38. Refuge de Nuit "Ouimet"	1,000

SUNDRIES

39. Salvation Army	500
40. Hospice St-Antoine	200
41. Federated Labor Council	200
42. National Council of Trades and Labor	200

(This last grant to be paid when said Council has supplied proofs of its existence.)

43. Société de Protection des Femmes et des Enfants	800	43. Society for the Protection of Women and Children	800
44. Société de Protection des Animaux	500	44. Society for the Prevention of Cruelty to Animals	500
45. Victorian Order of Nurses	850	45. Victorian Order of Nurses	850
46. Patronage St-Vincent de Paul	500	46. Patronage St-Vincent de Paul	500
47. Protestant Relief Committee	300	47. Protestant Relief Committee	300
48. Royal Life Savings Society	300	48. Royal Life Savings Society	300
49. Charity Organization Society of Montreal	1,200	49. Charity Organization Society of Montreal	1,200
50. St. John's Ambulance Association	250	50. St. John's Ambulance Association	250
51. The Art Association of Montreal	1,200	51. The Art Association of Montreal	1,200
52. Baron de Hirsch Institute	500	52. Baron de Hirsch Institute	500
53. Montreal Sailors' Institute	200	53. Montreal Sailors' Institute	200
54. Catholic Sailors' Club	200	54. Catholic Sailors' Club	200
55. Ecole Ménagère de Montréal	2,000	55. Ecole Ménagère de Montréal	2,000
56. Ligue Anti-Alcoolique	300	56. Anti-Alcoholic League	300
57. Colonie de Vacances du Cap de la Victoire	250	57. Colonie de Vacances du Cap de la Victoire	250
58. St. Anthony's Guild	200	58. St. Anthony's Guild	200
59. Assistance par le Travail	500	59. Assistance par le Travail	500
60. Union Mutuelle des Employés Civiques de Montréal	100	60. Union Mutuelle des Employés Civiques de Montréal	100
61. Commission Scolaire Protestante	100	61. Protestant School Board	100
62. Montreal Parks & Playgrounds Association	1,000	62. Montreal Parks & Playgrounds Association	1,000
63. Association du Bien-Etre de la Jeunesse	1,000	63. Children's Welfare Association	1,000
64. Comité-France-Amérique	2,000	64. Comité-France-Amérique	2,000
65. The Montreal Day Nursery	100	65. The Montreal Day Nursery	100
66. St. Ann's Parish Day Nursery	100	66. St. Ann's Parish Day Nursery	100
67. Conservatoire Lasalle de Montréal	500	67. Conservatoire Lasalle de Montréal	500
68. Assistance Maternelle	500	68. Assistance Maternelle	500
69. Bon-Pasteur	250	69. Bon-Pasteur	250
70. The Immigration Aid Society No. 1	500	70. The Immigration Aid Society No. 1	500
71. Maison d'oeuvres Jean le Prévost	250	71. Maison d'oeuvres Jean le Prévost	250
72. Montreal City Mission	250	72. Montreal City Mission	250
73. Loyola Convalescent Home	250	73. Loyola Convalescent Home	250
	\$56,450		\$56,450
Balance pour imprévus	50	Balance for unforeseen expenses	50
	\$56,500		\$56,500

Ces subventions sont votées aux conditions imposées aux institutions de charité par la résolution du Bureau des Commissaires, en date du 8 mars courant, et devront être payées en un seul versement, dès qu'elles se seront conformées aux conditions imposées.

24.—Et advenant midi, le Bureau procède à l'ouverture des soumissions reçues pour l'impression des rapports annuels.

Sur proposition de M. le Commissaire Côté, appuyée par M. le Commissaire Ainey, il est

Résolu: De référer lesdites soumissions au Surintendant du Département des Impressions pour tabulation et rapport, et de remettre les chèques de dépôt au Trésorier, savoir:

1. A. P. Pigeon	\$300
2. Perrault Printing Co.	300

25.—(25603) Soumis un rapport de l'Ingénieur en Chef-Suppléant, au sujet de l'effacement des lignes homologuées de la rue Clarke, entre les rues Sherbrooke et Milton.

Sur proposition de M. le Commissaire Côté, appuyée par M. le Commissaire Hébert, il est

Résolu: De recommander au Conseil de donner instructions au Département en Loi de faire les procédures nécessaires pour l'effacement desdites lignes.

26.—(24720) Soumis le dossier concernant l'offre faite par la "Midland Park Land Co." à l'effet de céder à la Cité un certain nombre de rues, dans le quartier Saint-Denis.

Sur proposition de M. le Commissaire Côté, appuyée par M. le Commissaire Hébert, il est

Résolu: D'ajourner l'étude de cette question, après visite des lieux samedi prochain.

These grants are voted on the conditions imposed on charitable institutions by resolution of the Board of Commissioners, dated the 8th March instant, and shall be paid in one instalment as soon as the said institutions have complied with the said conditions.

24.—And it being noon, the Board proceeded to open the tenders received for the printing of the annual reports.

On motion of Commissioner Côté, seconded by Commissioner Ainey, it was

Resolved: That said tenders be referred to the Superintendent of the Printing Department for tabulation and report, and that the cheques be deposited with the City Treasurer, viz.:

1. A. P. Pigeon	\$300
2. Perrault Printing Co.	300

25.—Submitted a report from the Acting Chief Engineer anent the erasure of the homologated lines on Clarke street, between Sherbrooke and Milton streets.

On motion of Commissioner Côté, seconded by Commissioner Hébert, it was

Resolved: That a report be made to Council, recommending that instructions be given to the Law Department to take the necessary proceedings in order to have the said lines erased.

26.—(24720) Submitted the documents re offer made by the Midland Park Land Co., to cede to the City a certain number of streets in St. Denis Ward.

On motion of Commissioner Côté, seconded by Commissioner Hébert, it was

Resolved: That consideration of said question be deferred until the locality has been visited on Saturday next.

27.—(24316) Soumis un rapport de l'Ingénieur en Chef-Suppléant, transmettant les informations demandées, par le Département en Loi, au sujet de la permission demandée, par la Ville de Montréal-Est pour égoutter une partie de son territoire dans l'égout-collecteur de la rue Notre-Dame.

Sur proposition de M. le Commissaire Côté, appuyée par M. le Commissaire McDonald, il est

Résolu: De référer le dossier au Département en Loi.

28.—(25489) Soumis un rapport de l'Ingénieur en Chef-Suppléant, transmettant les informations demandées par le Département en Loi, sur les allégations contenues dans le protêt de M. A. Turgeon, au sujet des canaux d'égout de la rue Colbrooke.

Sur proposition de M. le Commissaire Côté, appuyée par M. le Commissaire McDonald, il est

Résolu: De référer le dossier au Département en Loi.

29.—(25958) Soumis le rapport de l'Ingénieur en Chef-Suppléant, recommandant la pose de conduites d'eau dans les rues suivantes:

Marquette, de Saint-Zotique à Daniel	\$3,600
De St-Valier (Huntley), de Jarry à sud de 34e Ave.	1,600
Châteaubriand, de Jarry vers le nord	3,500
	<u>\$8,700</u>

Sur proposition de M. le Commissaire Côté, appuyée par M. le Commissaire Hébert, il est

Résolu: D'autoriser la pose desdites conduites, la somme requise, savoir, \$8,700, à être prise à même le crédit voté pour la pose de conduites principales, dans différentes rues.

30.—(25957) Soumis un rapport de l'Ingénieur en Chef-Suppléant au sujet de la demande de la "Greater Montreal Land Investment Co." pour la pose de tuyaux à l'eau sur le Boulevard Décarie.

Sur proposition de M. le Commissaire Côté, appuyée par M. le Commissaire Hébert, il est

Résolu: De référer au Département en Loi, pour savoir si la Cité a le droit de poser un tuyau à l'eau sur la propriété de M. P. Lapierre (lot No 99-F.)

31.—(25812) Soumise une communication de MM. Dussault, Mercier et Dupuis, au sujet d'un avis signifié à la Cité d'avoir à retenir une somme de \$225.83, sur le prix du contrat accordé à la Société Danoset & Laurent, pour la construction d'un égout.

Sur proposition de M. le Commissaire Côté, appuyée par M. le Commissaire McDonald, il est

Résolu: De référer au Département en Loi pour rapport.

32.—(25567) Soumise une communication des autorités de trat accordé à la Société Danoset & Laurent, pour la construction de ponts au-dessus des rues Iberville et de Fleurimont.

Sur proposition de M. le Commissaire Côté, appuyée par M. le Commissaire Hébert, il est

Résolu: De référer à l'Ingénieur en Charge des Chemins de Fer et au Département en Loi pour direction.

33.—(25993) Soumise une réquisition (No 5) pour travaux d'impression et effets de papeterie.

Sur proposition de M. le Commissaire Côté, appuyée par M. le Commissaire Hébert, il est

Résolu: D'approuver ladite réquisition.

34.—(25949) Soumise une communication de M. Geo. E. Owen, attirant l'attention du Bureau sur le fait que les voitures contenant du fumier circulent dans les rues sans être recouvertes.

Sur proposition de M. le Commissaire McDonald, appuyée par M. le Commissaire Ainey, il est

Résolu: De référer au Directeur du Bureau Municipal d'Hygiène et de Statistiques pour rapport.

27.—(24316) Submitted a report from the Acting Chief Engineer, transmitting the information asked for by the Law Department anent the permission applied for by the Town of Montreal East to drain that part of its territory into the main sewer of Notre Dame street.

On motion of Commissioner Côté, seconded by Commissioner McDonald, it was

Resolved: That said report be referred to the Law Department.

28.—(25489) Submitted a report from the Acting Chief Engineer, transmitting the information asked for by the Law Department anent the allegations contained in Mr. A. Turgeon's protest re sewers on Colbrooke street.

On motion of Commissioner Côté, seconded by Commissioner McDonald, it was

Resolved: That said report be referred to the Law Department.

29.—(25958) Submitted a report from the Acting Chief Engineer, recommending that water mains be laid in the following streets:

Marquette, from St. Zotique to Daniel	\$3,600
De St-Valier (Huntley), from Jarry to south of 34th avenue	1,600
Châteaubriand, from Jarry northwards	3,500
	<u>\$8,700</u>

On motion of Commissioner Côté, seconded by Commissioner Hébert, it was

Resolved: That the laying of said mains be authorized, the sum required, viz.: \$8,700, to be charged against the appropriation voted for the laying of mains in different streets.

30.—(25957) Submitted a report from the Acting Chief Engineer, anent the application from the Greater Montreal Land Investment Co., for leave to lay water pipes on Décarie Boulevard.

On motion of Commissioner Côté, seconded by Commissioner Hébert, it was

Resolved: That the same be referred to the Law Department, in order to know if the City has the right to lay a water pipe on Mr. P. Lapierre's property (lot No. 99 F.)

31.—(25812) Submitted a communication from Messrs. Dussault, Mercier & Dupuis anent the notification given to the City to retain a sum of \$225.83 on the price of the contract awarded to the Danoset & Laurent Co. for the construction of a sewer.

On motion of Commissioner Côté, seconded by Commissioner McDonald, it was

Resolved: That the same be referred to the Law Department for a report.

32.—(25567) Submitted a communication from the Grand Trunk Railway authorities anent the construction of bridges over Iberville and de Fleurimont streets.

On motion of Commissioner Côté, seconded by Commissioner Hébert, it was

Resolved: That the same be referred to the Engineer in charge of Railways and to the Law Department for advice.

3.—(25993) Submitted a requisition (No. 5) for printing and stationery.

On motion of Commissioner Côté, seconded by Commissioner Hébert, it was

Resolved: That said requisition be approved.

34.—(25949) Submitted a communication from Mr. Geo. E. Owen drawing the attention of the Board to the fact that vehicles containing manure pass through the streets without being covered.

On motion of Commissioner McDonald, seconded by Commissioner Ainey, it was

Resolved: That the same be referred to the Medical Health Officer for a report.

35.—(25752) Soumis un rapport du Directeur du Bureau Municipal d'Hygiène et de Statistiques, sur le cas des deux cantonniers A. Lacoste et W. Monahan, malades depuis quel que temps.

Sur proposition de M. le Commissaire McDonald, appuyée par M. le Commissaire Ainey, il est

Résolu: Que le salaire de ces deux employés soit payé jusqu'à nouvel ordre et qu'instructions soient données au Département Médical de leur faire subir un nouvel examen régulier.

36.—(25824) Soumis un rapport du Département en Loi, concernant le profil du Chemin St-Jean-Baptiste.

Sur proposition de M. le Commissaire Côté, appuyée par M. le Commissaire Hébert, il est

Résolu: Qu'aux fins de donner effet audit rapport, instructions soient données au Secrétaire du Département des Chemins de communiquer avec tous les propriétaires intéressés et d'en obtenir une acceptation dudit profil.

37.—(25996) Soumis un rapport de l'Ingénieur en Chef-Suppléant, recommandant de payer à la "Hobbs Manufacturing Co." un compte au montant de \$264.97, pour fourniture et pose de vitres à la station de pompage du Bas-Niveau.

Sur proposition de M. le Commissaire Côté, appuyée par M. le Commissaire Hébert, il est

Résolu: D'autoriser le paiement dudit compte.

38.—(25722) Soumise une résolution du Conseil, en date du 15 mars 1915, à l'effet d'autoriser le Bureau des Commissaires à établir un poste de cochers sur la rue Saint-Viateur.

Sur proposition de M. le Commissaire McDonald, appuyée par M. le Commissaire Ainey, il est

Résolu: Que ledit poste de cochers soit établi comme suit: "Côté sud de la rue Saint-Viateur, la première voiture à une distance de 25 pieds à l'ouest de l'avenue du Parc, la tête des chevaux tournée vers l'est. 5 voitures stationneront à cet endroit."

39.—(25638) Soumis un rapport du Surintendant de Police, recommandant l'incorporation de l'Association dite "Anglo-Chinese Social Club".

Sur proposition de M. le Commissaire Côté, appuyée par M. le Commissaire Hébert, il est

Résolu: D'approuver ledit rapport et de recommander au Conseil l'incorporation de ladite Association.

40.—Soumis un rapport du Chef du Département des Incendies, recommandant d'accepter la résignation du pompier Donat Cournoyer.

Sur proposition de M. le Commissaire McDonald, appuyée par M. le Commissaire Ainey, il est

Résolu: D'accepter ladite résignation.

41.—(25909) Soumise une communication de l'Echevin Lavergne, demandant de faire installer un avertisseur pour les incendies, à l'encoignure du Boulevard Rosemont et de la 1re Avenue de Viauville.

Sur proposition de M. le Commissaire McDonald, appuyée par M. le Commissaire Ainey, il est

Résolu: De référer au Chef du Département des Incendies pour rapport.

42.—(25738) Soumis un rapport du Département en Loi, concernant la demande de la Commission des Services Electriques pour raccorder les fils secondaires du système électrique souterrain avec les tuyaux d'eau de la Cité.

Sur proposition de M. le Commissaire Côté, appuyée par M. le Commissaire Hébert, il est

Résolu: Que la demande de la Commission des Services Electriques soit accordée, aux conditions mentionnées dans le rapport de l'Ingénieur en Chef, en date du 10 mars 1915, mais aussi à la condition mentionnée dans la lettre de M. de Gaspé Beaubien en date du 18 novembre 1914, à savoir que ces raccordements ne seront faits que sur demande des compagnies intéressées, lorsqu'elles devront s'engager à décharger la Ville de toute responsabilité au cas d'accident.

43.—(25971) Soumis un rapport du Directeur de l'Assistance Municipale, demandant d'être autorisé à fermer le compte de Madame Alexandre Poirier, pour frais d'entretien de son fils à l'Asile Saint-Jean-de-Dieu.

35.—(25752) Submitted a report from the Medical Health Officer, anent the cases of two sectionmen, A. Lacoste and W. Monahan, who have been ill for some time.

On motion of Commissioner McDonald, seconded by Commissioner Ainey, it was

Resolved: That the salary of these two employees be paid until further orders, and that instructions be given to the Medical Department to have them pass a new regular examination.

36.—(25824) Submitted a report from the Law Department, anent the profile of St. Jean Baptiste Road.

On motion of Commissioner Côté, seconded by Commissioner Hébert, it was

Resolved: That, in order that said report may be effective, instructions be given to the Secretary of Road Department to communicate with all the interested proprietors and have the said profile accepted.

37.—(25976) Submitted a report from the Acting Chief Engineer, recommending that the Hobbs Mfg. Co. be paid an account amounting to \$264.97 for the supply and putting up of window glass at the Low Level Pumping Station.

On motion of Commissioner Côté, seconded by Commissioner Hébert, it was

Resolved: That payment of said account be authorized.

38.—(25722) Submitted a resolution of Council dated the 15th March 1915, authorizing the Board of Commissioners to establish a cabstand on St. Viateur street.

On motion of Commissioner McDonald, seconded by Commissioner Ainey, it was

Resolved: That said cabstand be established as follows: "South side of St. Viateur street, the first vehicle at a distance of 25 feet west of Park avenue, the horses' heads being turned eastwards, 5 vehicles to station at said stand".

39.—(25638) Submitted a report from the Superintendent of Police, recommending that the Anglo-Chinese Social Club be incorporated.

On motion of Commissioner Côté, seconded by Commissioner Hébert, it was

Resolved: That said report be approved and that a report be made to Council, recommending that said Association be incorporated.

40.—Submitted a report from the Chief of the Fire Department, recommending that the resignation of fireman Donat Cournoyer be accepted.

On motion of Commissioner McDonald, seconded by Commissioner Ainey, it was

Resolved: That said resignation be accepted.

41.—(25909) Submitted a communication from A'd. Lavergne, asking that a fire alarm box be installed at the corner of Rosemont and of the 1st Avenue, Viauville.

On motion of Commissioner McDonald, seconded by Commissioner Ainey, it was

Resolved: That the same be referred to the Chief of the Fire Department for a report

42.—(25738) Submitted a report from the Law Department, anent the application from the Electric Service Commission to connect the secondary wires of the underground electric system with the City's water pipes.

On motion of Commissioner Côté, seconded by Commissioner Hébert, it was

Resolved: That the request of the Electric Service Commission be granted, on the conditions mentioned in the Chief Engineer's report, dated the 10th March 1915, and also on the condition mentioned in Mr. de Gaspé Beaubien's letter dated the 18th November 1914, to wit, that said connections shall be made only at the request of the interested Companies, said Companies binding themselves not to claim any damages from the City in case of accident.

43.—(25971) Submitted a report from the Director of Municipal Assistance, asking for authorization to close Madame Alexandre Poirier's account, for the cost of the maintenance of her son at St. Jean de Dieu Asylum.

Sur proposition de M. le Commissaire McDonald, appuyée par M. le Commissaire Ainey, il est

Résolu: D'approuver ledit rapport.

M. le Commissaire Côté laisse son siège.

44.—(25346) Soumis un rapport du Surintendant des Parcs, concernant le compte produit par M. C. Degrelle, au montant de \$278.88, en rapport avec les travaux d'améliorations exécutés au Parc La Fontaine.

Sur proposition de M. le Commissaire Ainey, appuyée par M. le Commissaire Hébert, il est

Résolu: D'autoriser le paiement de la balance qui est due à M. Degrelle sur le pourcentage du coût des travaux exécutés, savoir \$19.87, et d'informer ledit M. Degrelle que le Bureau ne peut recommander le paiement de la balance dudit compte.

45.—(25919) Soumis un rapport du Directeur de l'Assistance Municipale, recommandant de faire voter des crédits au montant de \$373.20, pour le paiement des indemnités dues à la veuve du constable H. Bourdon, du 11 mars 1914 au 31 décembre dernier, en vertu des dispositions du Règlement 549.

Sur proposition de M. le Commissaire McDonald, appuyée par M. le Commissaire Ainey, il est

Résolu: De recommander au Conseil le vote de ladite somme pour les fins mentionnées dans ledit rapport.

46.—Sur proposition de M. le Commissaire McDonald, appuyée par M. le Commissaire Ainey, il est

Résolu: Que la séance soit ajournée au 24 du courant, à 11 hrs a.m.

L. N. SENECAI,
Secrétaire.

* * *

Compte rendu de l'assemblée du 23 mars 1915, p.m.

Son Honneur le Maire, Président; MM. McDonald, Hébert et Ainey.

1.—Soumis des mandats vérifiés par le Contrôleur de la Cité, au montant de \$40,606.09, suivant liste certifiée.

Sur proposition de M. le Commissaire Hébert, appuyée par M. le Commissaire Ainey, il est

Résolu: D'en autoriser le paiement.

2.—(20869) Soumis un rapport du Notaire de la Ville, demandant certains renseignements additionnels, au sujet d'une main-levée d'hypothèque garantissant la balance du prix d'achat de certains lots acquis par M. Médéric Dupuis.

Sur proposition de M. le Commissaire Hébert, appuyée par M. le Commissaire McDonald, il est

Résolu: De référer au Président du Bureau des Estimateurs, pour fournir les renseignements demandés.

3.—Soumise une communication de Messrs. F. H. Hopkins & Co., au sujet de la signature d'un contrat en rapport avec la fourniture de matériaux pour un montant de moins de \$500.

Sur proposition de M. le Commissaire Hébert, appuyée par M. le Commissaire Ainey, il est

Résolu: De référer au Notaire de la Ville, avec l'interpellation de l'Echevin Lapointe à ce sujet.

M. le Commissaire McDonald laisse son siège.

4.—(25994) Soumis un rapport du Département en Loi, au sujet du remboursement à la "Terrace Land Company" d'une somme de \$38,227.64, représentant la moitié du montant qu'elle a payé à la Cité pour sa part dans le coût de l'expropriation de la rue de la Montagne, entre la rue Sherbrooke et l'avenue des Pins, avec intérêt à 5%.

Sur proposition de M. le Commissaire Hébert, appuyée par M. le Commissaire Ainey, il est

On motion of Commissioner McDonald, seconded by Commissioner Ainey, it was

Resolved: That said report be approved.

Commissioner Côté left his seat.

44.—(25346) Submitted a report from Superintendent of Parks, anent the account from Mr. C. Degrelle amounting to \$278.88 for improvements made in La Fontaine Park.

On motion of Commissioner Ainey, seconded by Commissioner Hébert, it was

Resolved: That payment of the balance due to Mr. Degrelle on the percentage of the cost of the work performed, to wit: \$19.87, be authorized, and that the said Mr. Degrelle be informed that the Board cannot recommend the payment of the balance of the said account.

45.—(25919) Submitted a report from the Director of Municipal Assistance, recommending that appropriations amounting to \$373.20 be voted for the payment of the indemnities due to the widow of constable H. Bourdon, from the 11th March 1914 to the 31st December last, in virtue of the provisions of By-law 549.

On motion of Commissioner McDonald, seconded by Commissioner Ainey, it was

Resolved: That a report be made to Council, recommending that said sum be voted for the purpose mentioned in said report.

46.—On motion of Commissioner McDonald, seconded by Commissioner Ainey, it was

Resolved: That this meeting be adjourned until the 24th instant, at 11 a.m.

L. N. SENECAI,
Secretary.

* * *

Report of meeting held on the 23rd March 1915, p.m.

His Worship the Mayor in the Chair, and Messrs. McDonald, Hébert and Ainey, Commissioners.

1.—Submitted warrants, verified by the City Comptroller and Auditor, amounting to \$40,606.09, as per certified list.

On motion of Commissioner Hébert, seconded by Commissioner Ainey, it was

Resolved: To authorize the payment thereof.

2.—(2869) Submitted a report from the City Notary, giving certain additional information in connection with the cancellation of the mortgage given as guarantee of the balance of the purchase price of certain lots acquired by Mr. Médéric Dupuis.

On motion of Commissioner Hébert, seconded by Commissioner McDonald, it was

Resolved: To refer the same to the Chairman of the Board of Assessors with instructions to furnish the information sought for.

3.—Submitted a communication from Messrs. F. H. Hopkins & Co. anent the signing of a contract in connection with the supply of materials for a sum of less than \$500.

On motion of Commissioner Hébert, seconded by Commissioner Ainey, it was

Resolved: That the same be referred to the City Notary together with the question put by Ald. L. A. Lapointe in this connection.

Commissioner McDonald left his seat.

4.—(25994) Submitted a report from the Law Department anent the refund to the Terrace Land Co. of a sum of \$38,227.64, representing one-half of the sum paid by said Company to the City for its share of the cost of the expropriation of Mountain street, between Sherbrooke street and Pine avenue, with interest at 5%.

On motion of Commissioner Hébert, seconded by Commissioner Ainey, it was

Résolu: De recommander au Conseil le remboursement de ladite somme.

5.—Soumis un état de dépenses faites par le Département en Loi, s'élevant à la somme totale de \$163.

Sur proposition de M. le Commissaire Hébert, appuyée par M. le Commissaire Ainey, il est

Résolu: D'autoriser le paiement desdites dépenses à même le fonds de réserve.

6.—(25588) Soumis un rapport du Département en Loi, recommandant le paiement d'un compte du Dr O. F. Mercier, au montant de \$35, pour services professionnels.

Sur proposition de M. le Commissaire Hébert, appuyée par M. le Commissaire Ainey, il est

Résolu: D'autoriser le paiement dudit compte à même le fonds de réserve.

7.—(25989) Soumis un rapport du Département en Loi, recommandant le paiement d'une somme de \$95, à M. J. E. Vanier, pour services professionnels en rapport avec les actions prises contre la Ville, au sujet du tunnel du Boulevard Saint-Laurent.

Sur proposition de M. le Commissaire Hébert, appuyée par M. le Commissaire Ainey, il est

Résolu: D'autoriser le paiement dudit compte à même le fonds de réserve.

8.—(25650) Soumis un état des dépenses faites en rapport avec les poursuites intentées contre Pelland, re égout de Notre-Dame de Grâce.

Sur proposition de M. le Commissaire Hébert, appuyée par M. le Commissaire Ainey, il est

Résolu: De transmettre ledit état au Conseil, en réponse à l'interpellation de l'Échevin Lapointe.

9.—(25889) Soumis un rapport-conjoint, de l'Architecte de la Ville et du Surintendant des Édifices Municipaux, recommandant que le contrat pour la fourniture et l'installation d'une plaque commémorative à l'Annexe de l'Hôtel-de-Ville, soit accordé au plus bas soumissionnaire "The Lepage Marble Works", au prix de \$398 pour une plaque en bronze.

Sur proposition de M. le Commissaire Ainey, appuyée par M. le Commissaire Hébert, il est

Résolu: D'approuver ladite recommandation, et d'autoriser la remise des dépôts aux soumissionnaires qui n'ont pas obtenu le contrat.

10.—(25382) Soumis un rapport de l'Architecte de la Ville, recommandant d'autoriser M. H. Lefebvre à faire la dépense nécessaire pour déterminer les limites et bornes du terrain de la Ville, rue des Carrières.

Sur proposition de M. le Commissaire Ainey, appuyée par M. le Commissaire Hébert, il est

Résolu: D'autoriser lesdites dépenses jusqu'à concurrence d'un montant de \$10.

11.—(23827) Soumis un rapport de l'Architecte de la Ville, recommandant de permettre à la "Modern Vulcanizing Company" d'occuper le lot No cad. 171, subd. p-11, quartier Saint-Laurent, en arrière du No 415 rue Bleury, pour y installer un réservoir souterrain, et de recevoir, emmagasiner et vendre de la gazoline.

Sur proposition de M. le Commissaire Ainey, appuyée par M. le Commissaire Hébert, il est

Résolu: D'accorder le permis demandé.

12.—(25894) Soumis un rapport du Surintendant des Marchés, recommandant le transport du bail de l'étal No 9 Marché Bonsecours, de M. Barthélemi Lavoie, à M. Jos. Ladouceur.

Sur proposition de M. le Commissaire Ainey, appuyée par M. le Commissaire Hébert, il est

Résolu: D'autoriser ledit transport.

M. le Commissaire McDonald reprend son siège.

15.—(25843) Soumis un rapport du Département en Loi, transmettant un avis à être distribué aux constructeurs d'échafaudages.

Sur proposition de M. le Commissaire Ainey, appuyée par M. le Commissaire Hébert, il est

Résolu: D'approuver ledit avis, et de le référer à l'Architecte de la Ville, pour les besoins de son département.

Resolved: To recommend to Council that said sum be refunded.

5.—Submitted a statement of expenses incurred by the Law Department, aggregating \$163.

On motion of Commissioner Hébert, seconded by Commissioner Ainey, it was

Resolved: To authorize the payment of said expenses ex-reserve fund.

6.—(25088) Submitted a report from the Law Department, recommending that Dr. O. F. Mercier be paid an account of \$35 for professional services.

On motion of Commissioner Hébert, seconded by Commissioner Ainey, it was

Resolved: To authorize the payment of said account ex-reserve fund.

7.—(25989) Submitted a report from the Law Department, recommending that Mr. J. E. Vanier be paid a sum of \$95 for professional services in connection with the actions taken against the City re St. Lawrence Boulevard tunnel.

On motion of Commissioner Hébert, seconded by Commissioner Ainey, it was

Resolved: To authorize the payment of said account ex-reserve fund.

8.—(25650) Submitted a statement of expenses incurred in connection with the law suits taken against Pelland, re Notre-Dame de Grâce sewer.

On motion of Commissioner Ainey, seconded by Commissioner Hébert, it was

Resolved: That said statement be transmitted to Council in reply to the question put by Ald. Lapointe.

9.—(25889) Submitted a joint report from the City Architect and the Superintendent of Municipal Buildings, recommending that the contract for the supply and installation of a memorial tablet in the City Hall Annex, be awarded to the lowest tenderer, The Lepage Marble Works, at the price of \$398 for a bronze tablet.

On motion of Commissioner Ainey, seconded by Commissioner Hébert, it was

Resolved: To concur in said report and to authorize the refund of deposits to the unsuccessful tenderers.

10.—(25382) Submitted a report from the City Architect, recommending that Mr. H. Lefebvre be authorized to make such expenses as may be necessary to determine the limits and bounds of the City's land on Carrières street.

On motion of Commissioner Ainey, seconded by Commissioner Hébert, it was

Resolved: To authorize said expenses, the same not to exceed \$10.

11.—(23827) Submitted a report from the City Architect, recommending that the Modern Vulcanizing Co. be allowed to occupy Cad lot. No. 171, subd. p. 11, St. Lawrence Ward, in rear of No. 415 Bleury street, for the purpose of erecting thereon an underground tank, and of receiving, storing and selling gasoline.

On motion of Commissioner Ainey, seconded by Commissioner Hébert, it was

Resolved: To grant the permission sought for.

12.—(25894) Submitted a report from the Superintendent of Markets, recommending the transfer of No. 9 Stall, Bonsecours Market, from Mr. Barthélemi Lavoie to Mr. Jos. Ladouceur.

On motion of Commissioner Ainey, seconded by Commissioner Hébert, it was

Resolved: That said transfer be authorized.

Commissioner McDonald took his seat.

15.—(25843) Submitted a report from the Law Department, transmitting a notice to be distributed to scaffolding constructors.

On motion of Commissioner Ainey, seconded by Commissioner Hébert, it was

Resolved: That said notice be approved, and that the same be referred to the City Architect for his information.

16.—(25624) Soumise une communication de MM. Leblanc & Cie, au sujet de la remise d'un dépôt de \$9,000 à MM. Picard, Valin & Cie.

Sur proposition de M. le Commissaire Ainey, appuyée par M. le Commissaire Hébert, il est

Résolu: De référer à l'Architecte de la Ville pour rapport immédiat.

17.—(25639) Soumise une communication de M. C. A. Reeves, transmettant un compte additionnel de MM. Picard, Valin & Cie, au montant de \$75, en rapport avec la construction de la station de Bordeaux.

Sur proposition de M. le Commissaire Ainey, appuyée par M. le Commissaire Hébert, il est

Résolu: De référer à l'Architecte de la Ville pour rapport.

18.—Soumis un rapport du Département en Loi, en réponse à une résolution du Bureau, au sujet de l'établissement d'une ligne de tramways pour le compte de la Cité, dans le quartier Emard.

Sur proposition de M. le Commissaire McDonald, appuyée par M. le Commissaire Ainey, il est

Résolu: Vu le refus de la compagnie de construire une ligne de tramways dans le quartier Emard, de demander au Département en Loi de faire rapport sur la "situation légale" d'un prolongement de ligne dans ce quartier, et de recommander quelle mesure pourrait être prise pour autoriser le Bureau des Commissaires ou autoriser le Conseil à voter les fonds nécessaires pour cette fin.

M. le Commissaire Côté prend son siège.

19.—Sur proposition de M. le Commissaire Hébert, appuyée par M. le Commissaire Côté, il est

Résolu: Que la résolution du Bureau, en date de ce jour, au sujet de la répartition des subventions aux sociétés de charité, soit amendée, en changeant les item suivants:

Conservatoire Lassalle	\$ 500
Hôpital Saint-Luc	1,200

par les item

Conservatoire Lassalle	200
Hôpital Saint-Luc	1,500

20.—(25997) Soumis un rapport du Député-Ingénieur en Chef, recommandant le vote d'un crédit additionnel de \$3,500, payable \$188.09 par la Ville et \$3,311.91 par les propriétaires intéressés, pour compléter l'égout du Chemin Kingston, entre l'avenue Cedar Crescent et les limites de Westmount.

Sur proposition de M. le Commissaire Côté, appuyée par M. le Commissaire Hébert, il est

Résolu: De recommander au Conseil le vote de ladite somme pour les fins ci-dessus, en l'informant que rapport sera fait au Conseil subséquemment, au sujet du recouvrement de la somme payable par les propriétaires.

21.—(20618) Soumis un rapport du Député-Ingénieur en Chef, au sujet de l'acquisition des terrains avoisinant la station de pompage de la rue Craig-Est, près de l'avenue de Lorimier.

Sur proposition de M. le Commissaire Côté, appuyée par M. le Commissaire Hébert, il est

Résolu: De recommander au Conseil de procéder à l'expropriation desdits terrains, et de voter une somme de \$22,500 pour les fins de ladite expropriation.

22.—Sur proposition de M. le Commissaire Côté, appuyée par M. le Commissaire Côté, il est

Résolu: Que l'assemblée soit ajournée au 24 du courant, à 11 hrs a.m.

L. N. SENECAI,
Secrétaire.

16.—(25624) Submitted a communication of Messrs. Leblanc & Cie anent the refund of a deposit of \$9,000 to Messrs. Picard, Valin & Cie.

On motion of Commissioner Ainey, seconded by Commissioner Hébert, it was

Resolved: That the same be referred to the City Architect for an immediate report.

17.—(25639) Submitted a communication from Mr. C. A. Reeves, transmitting an additional account from Messrs. Picard, Valin & Cie, amounting to \$75 in connection with the construction of the Bordeaux Station.

On motion of Commissioner Ainey, seconded by Commissioner Hébert, it was

Resolved: That the same be referred to the City Architect for a report.

18.—Submitted a report from the Law Department, in reply to a resolution of the Board anent the establishment of a tramway line, by the City, in Emard Ward.

On motion of Commissioner McDonald, seconded by Commissioner Ainey, it was

Resolved: In view of the Company's refusal to construct a tramway line in Emard Ward, that the Law Department be requested to report as to whether the City has the right to extend the tramway line in said ward, and to state what measure should be taken in order to authorize the Board of Commissioners or the Council to vote the funds required for such purpose.

Commissioner Côté took his seat.

19.—On motion of Commissioner Hébert, seconded by Commissioner Côté, it was

Resolved: That the resolution of the Board, dated this day anent the apportionment of grants to charitable associations, be amended by replacing the item:

Conservatoire Lassalle	\$ 500
Hôpital Saint-Luc	1,200

by the following:

Conservatoire Lassalle	200
Hôpital Saint-Luc	1,500

20.—(25997) Submitted a report from the Deputy Chief Engineer, recommending that an additional appropriation of \$3,500, payable \$188.09 by the City and \$3,311.91 by the interested proprietors, be voted to complete the Kingston Road sewer, between Cedar Crescent avenue and the Westmount limits.

On motion of Commissioner Côté, seconded by Commissioner Hébert, it was

Resolved: That a report be made to Council, recommending that said sum be voted for the above purpose, and that the said Council be informed that a report will be subsequently made to Council anent the recovery of the sum payable by the proprietors.

21.—(20618) Submitted a report from the Deputy Chief Engineer, anent the acquisition of the lots adjoining the pumping station on Craig street East, near de Lorimier avenue.

On motion of Commissioner Côté, seconded by Commissioner Hébert, it was

Resolved: That a report be made to Council, recommending that the expropriation of said lots be proceeded with, and that a sum of \$22,500 be voted for the said expropriation.

22.—On motion of Commissioner Côté, seconded by Commissioner Hébert, it was

Resolved: That this meeting be adjourned until the 24th instant, at 11 a.m.

L. N. SENECAI,
Secretary.

COMMISSIONS SPECIALES

"Re" Virement de certains crédits pour pavages

Compte rendu de l'assemblée du 23 mars 1915.

Sont présents: MM. les échevins L. A. Lapointe, Laver-gne, Larivière, Weldon, Rubenstein.

Le procès-verbal des deux dernières séances est lu et con-firmé.

La Commission reprend l'étude du rapport qui lui a été soumis par le Conseil et, après avoir pris connaissance des rapports du Contrôleur et de l'Ingénieur Intérimaire et avoir entendu leurs explications, il est sur la proposition de M. le Président,

Résolu: De soumettre au Conseil le rapport suivant, sa-voir:

La Commission Spéciale, chargée par le Conseil d'étudier le rapport du Bureau des Commissaires recommandant le virement de certains crédits pour pavages,

A l'honneur de faire rapport

Que, conformément aux instructions du Conseil, elle a pris en considération le rapport ci-annexé recommandant le virement d'une somme de \$40,650.44, pour parfaire le montant requis pour compléter certains pavages;

Qu'elle a, à ce sujet, demandé certaines explications au Dé-partement des Travaux Publics et au Contrôleur et Audi-teur de la Cité, et qu'elle a reçu et pris en considération les rapports ci-joints de l'Ingénieur Intérimaire et du Contrôleur de la Cité contenant des réponses aux questions qu'elle leur a posées et dont copie est ci-annexée;

Que, après délibération, elle en est arrivée à la conclusion de recommander et elle recommande que le rapport du Bu-reau des Commissaires ci-annexé, recommandant le virement de \$40,650.44 pour les fins y mentionnées, soit adopté.

Votre Commission croit devoir recommander aussi au Con-seil de prier le Bureau des Commissaires de donner au Con-seil, chaque fois qu'il soumettra un rapport recommandant le virement de certains crédits pour pavages, tous les renseigne-ments demandés par elle suivant résolutions en date du 18 mars 1915, dont copie est ci-annexée.

Ajournement.

J. E. GAUTHIER,
Secrétaire.

* * *

SPECIAL COMMITTEES

"Re" Variation of certain appropriations for pavings

Report of meeting held on the 23rd March 1915.

Present: Ald. L. A. Lapointe, Laver-gne, Larivière, Weldon, Rubenstein.

The minutes of the two last meetings were read and confirmed.

The Committee resumed consideration of the report submitted by Council and, after taking communication of the reports of the Comptroller and Acting Engineer, and after having heard their explanations, it was, on motion of the Chairman,

Resolved: That the following report be submitted to Council, viz.:

The Special Committee appointed by Council to con-sider the report of the Board of Commissioners, recom-mending that certain appropriations for pavings be varied, respectfully report:

That, as directed by the Council, your Committee con-sidered the report hereto annexed, recommending that a sum of \$40,650.44 be voted to make up the amount re-quired to complete certain pavings;

That your Committee asked the Public Works Depart-ment and the City Comptroller and Auditor for certain explanations in this connection, and that they received and considered the hereto annexed reports from the Act-ing Engineer and the City Comptroller, containing the replies to the questions put to them, and a copy of which is hereunto annexed.

That, after due deliberation, Your Committee have come to the conclusion to recommend and they hereby recommend that the report of the Board of Commis-sioners hereunto annexed, recommending that an amount of \$40,650.44 be varied for the above mentioned purpose, be adopted.

Your Committee also deem it their duty to recommend to Council that the Board of Commissioners be requested to submit to Council, whenever they submit a report re-commending that certain appropriations for pavings be varied, all the informations asked for by them as per reso-lution dated the 18th March 1915, copy of which is here-into annexed.

Adjourned.

J. E. GAUTHIER,
Secretary.

* * *

"Re" Virement de crédits pour égouts

Compte rendu de l'assemblée du 23 mars 1915.

Sont présents: MM. les échevins L. A. Lapointe, président, Lavergne, Weldon et Larivière.

Le procès-verbal des deux dernières séances est lu et confirmé.

La Commission reprend l'étude du rapport qui lui a été soumis par le Conseil et, après délibération, M. A. Martin, du Département des Egouts, suggérant que ce rapport soit retourné au Bureau des Commissaires, il est, sur la proposition de M. l'échevin Larivière,

Résolu: De soumettre au Conseil le rapport suivant, savoir:

La Commission Spéciale, chargée par le Conseil d'étudier un rapport du Bureau des Commissaires recommandant le virement de certains crédits pour égouts,

A l'honneur de faire rapport

Que, conformément aux instructions du Conseil, elle a pris en considération le rapport ci-annexé du Bureau des Commissaires recommandant le virement d'une somme de \$47,959.65 pour parfaire le montant requis pour compléter certains égouts;

Qu'elle a demandé à ce sujet des explications à M. Alexandre Martin, du Département des Egouts, et au Contrôleur de la Cité (le rapport de ce dernier étant ci-annexé) et que, après avoir constaté que la recommandation du Bureau des Commissaires ne comprend les égouts que de la Division Nord, et à la demande dudit M. Martin, elle recommande que ledit rapport du Bureau des Commissaires soit rejeté et retourné à ce dernier avec prière de soumettre au Conseil un rapport complet contenant tous les comptes d'égouts à découvert depuis 5 ou 6 ans, pour les trois divisions; ce nouveau rapport devant contenir tous les renseignements relatifs auxdits égouts, savoir:

- 1° Les estimés préparés dans chaque cas;
- 2° Le montant dépensé à la date du rapport.
- 3° La date du commencement des travaux;
- 4° La date de leur complétion;
- 5° La cause à laquelle attribuer le défaut de fonds dans certains cas et le surplus dans certains autres cas;
- 6° Ceux des égouts qui ont été construits à la journée et ceux qui l'ont été à l'entreprise;
- 7° Ceux des égouts dont la construction a été suspendue faute de fonds;
- 8° Ceux des crédits demandés qui doivent parfaire la somme nécessaire à la construction d'égouts, et ceux qui doivent servir à payer des sommes dues à des entrepreneurs;
- 9° La nature des réclamations des entrepreneurs dans les cas où certaines sommes restent dues à ces derniers;
- 10° Ceux des égouts, faits à la journée, dont le coût a dépassé le chiffre de la soumission faite par l'Ingénieur en Chef, au nom de la Ville, s'il en est, et ceux dont le coût n'a pas dépassé ce chiffre.

Votre Commission croit devoir attirer l'attention du Bureau des Commissaires sur la suggestion contenue dans le dernier paragraphe du rapport du Contrôleur de la Cité ci-annexé, et recommander à ce Bureau de donner au Conseil tous les détails possible chaque fois qu'il soumet un rapport recommandant le virement de certains crédits.

Ajournement.

J. E. GAUTHIER,
Secrétaire.

"Re" Variation of certain appropriations for sewers

Report of meeting held on the 23rd March 1915.

Present: Ald. L. A. Lapointe, Chairman, Lavergne, Weldon and Larivière.

The minutes of the two last meetings were read and confirmed.

The Committee resumed consideration of the report submitted by Council and, after deliberation, Mr. A. Martin, of the Sewer Department, suggesting that said report be referred back to the Board of Commissioners, it was, on motion of Ald. Larivière,

Resolved: To submit to Council the following report, to wit:

The Special Committee appointed by Council to consider a report from the Board of Commissioners recommending that certain appropriations voted for sewers be varied,

Respectfully report:

That, as directed by Council, they considered the hereto annexed report of the Board of Commissioners recommending the variation of a sum of \$47,959.65, to make up the sum required for the completion of certain sewers.

That they asked Mr. A. Martin, of the Sewer Department, and the City Comptroller (the latter's report being hereto annexed) for explanations in this connection, and that, after having ascertained that the recommendation of the Board of Commissioners covers only the sewers of the North Division, and, at the request of the said Mr. Martin, they recommend that said report be rejected and referred back to the Board of Commissioners with a request that they submit to Council a complete report containing all the overdrawn sewer accounts for the past 5 or 6 years, for the three divisions; this new report to contain all the information in connection with said sewers to wit:

- 1° The estimates prepared in each case;
- 2° The amount expended up to the date of the report;
- 3° The date on which works were commenced;
- 4° The date on which they were completed;
- 5° The reason why they were not sufficient funds in certain cases and a surplus in certain other cases;
- 6° The sewers laid by day labor and those laid by contract;
- 7° The sewers the laying of which was suspended for want of funds;
- 8° The appropriations asked for which are to make up the sum required for the construction of sewers and those which are to be applied to the payment of the sums due to contractors;
- 9° The nature of the contractors' claims in cases when certain sums are still due to the latter;
- 10° The sewers laid by day labor, the cost of which exceeded the amount of the tender submitted by the Chief Engineer, on behalf of the City, if any, and those the cost of which has not exceeded said tender.

Your Committee deem it advisable to call the attention of the Board of Commissioners to the suggestion contained in the last paragraph of the City Comptroller's report hereto annexed, and to recommend to said Board to furnish to Council all the possible details each time they submit a report recommending the variation of certain appropriations.

Adjourned.

J. E. GAUTHIER,
Secretary.

"Re" Traverse de l'île Ste-Hélène

Compte rendu de l'assemblée du 24 mars 1915.

Sont présents: MM. les échevins L. A. Lapointe, Ménard, Weldon, Blumenthal, Lavergne, Larivière.

M. l'échevin Larivière est nommé président.

Soumise et lue la résolution du Conseil, en date du 22 du courant, constituant cette Commission.

Déposée aux archives.

Etant pris en considération le rapport du Bureau des Commissaires soumis à cette Commission, il est, après délibération,

Résolu: De soumettre au Conseil le rapport suivant:

La Commission Spéciale, chargée d'étudier un rapport du Bureau des Commissaires, relativement à la traverse de l'île Sainte-Hélène,

A l'honneur de faire rapport

Que, conformément aux instructions du Conseil, elle a pris en considération le rapport ci-annexé du Bureau des Commissaires, recommandant le vote d'un crédit de \$85,000 pour l'achat d'un bateau traversier et la construction de quais et débarcadères pour le service de transport à l'île Sainte-Hélène.

Après mûre délibération, votre Commission ne croit pas devoir recommander au Conseil de voter la somme demandée, mais recommande que ledit rapport soit rejeté pour le présent, pour les raisons suivantes:

1° Le rapport de M. Angstrom, qui a fait une étude de la question du transport à l'île Sainte-Hélène, n'est pas annexé à celui du Bureau des Commissaires et la Commission ne peut en conséquence se renseigner comme elle l'aurait désiré;

2° Le Bureau des Commissaires déclare qu'une des conclusions du rapport de M. Angstrom est que le coût du service s'élèverait à la somme de \$22,715 par saison, mais rien n'indique à la Commission comment il en est arrivé à ce chiffre et si, dans ce montant, se trouvent compris l'intérêt sur le coût des bateaux, la dépréciation causée par l'usure, les dommages qui peuvent être causés par des accidents, etc.;

3° Votre Commission est d'opinion qu'il serait préférable, avant de demander des soumissions pour la fourniture de bateaux, d'attendre le résultat des soumissions que le Bureau des Commissaires se propose de demander pour la traverse; elle croit de plus que les conditions du contrat à intervenir pour cette traverse seraient forcément modifiées sensiblement si l'octroi du privilège des restaurants et amusements était une des clauses du cahier des charges qui sera préparé relativement à ladite traverse; cet avantage devant vraisemblablement engager les soumissionnaires à faire gratuitement le transport des passagers et peut-être même à payer, en outre, un certain montant à la Ville.

Votre Commission croit aussi devoir, comme le Conseil l'a déjà fait, se prononcer fortement en faveur de la municipalisation de ce service; elle désire de plus exprimer l'opinion que la municipalisation devra comporter le transport gratuit de tous les passagers, sans distinction de sexe ni d'âge.

Ajournement.

J. E. GAUTHIER,
Secrétaire.

"Re" St. Helen's Island ferry service

Report of meeting held on the 24th March 1915.

Present: Ald. L. A. Lapointe, Ménard, Weldon, Blumenthal, Lavergne, Larivière.

Ald. Larivière was appointed Chairman.

Submitted and read the resolution adopted by Council on the 22nd instant, appointing this Committee.

Filed of record.

The report of the Board of Commissioners submitted to this Committee, being considered, it was, after deliberation

Resolved: To submit to Council the following report:

The Special Committee appointed to consider a report from the Board of Commissioners in connection with the St. Helen's Island ferry.

Respectfully report:

That, as directed by Council, they considered the heretofore annexed report of the Board of Commissioners, recommending that an appropriation of \$85,000 be voted for the purchase of a ferry-boat and the construction of wharves and landings for the transportation of citizens to St. Helen's Island.

After due deliberation, your Committee do not deem it advisable to recommend to Council the voting of the sum asked for, but recommend that the said report be rejected for the time being, for the following reasons:

1° The report of Mr. Angstrom who studied the question of St. Helen's Island ferry service is not annexed to that of the Board of Commissioners, and the Committee cannot therefore get the information they require.

2° The Board of Commissioners state that one of the conclusions of Mr. Angstrom's report is that the cost of the service would be \$22,715 per season, but there is nothing to show to the Committee how he came to such conclusion and whether in said sum are included the interest on the cost of the boats, the wear and tear, the damages resulting from accidents, etc.;

3° Your Committee are of opinion that it would be preferable, before calling for tenders for the supply of boats, to wait for the result of the tenders to be called for by the Board of Commissioners for the ferry service.

They, furthermore, believe that the conditions of the contract to be entered into for said service would be thoroughly modified if the granting of the privilege of keeping restaurants and places of amusement constituted one of the clauses of the specifications to be prepared in connection with said ferry service; this advantage will likely induce the tenderers to carry passengers free of charge, and even to pay to the City a certain amount.

Your Committee deem it also advisable to strongly pronounce itself as the Council has already done, in favor of the municipalization of said service; and they further desire to express the opinion that the municipalization should include the free transportation of all passengers, without any distinction as to sex or age.

Adjourned.

J. E. GAUTHIER,
Secretary.

BUREAU DES COMMISSAIRES

Compte rendu de l'assemblée du 24 mars 1915, a.m.

MM. les Commissaires Hébert, Ainey et McDonald.

En l'absence de Son Honneur le Maire, M. le Commissaire Hébert est appelé à présider.

1.—M. l'Échevin Houlé introduit une délégation de contribuables du quartier Saint-Denis.

La délégation demande:

1° Que la Ville continue l'expropriation pour l'élargissement de la rue Saint-Denis;

2° Qu'il soit procédé à la reconstruction et à l'élargissement du tunnel de la rue Saint-Denis.

2.—M. Monette, l'Association des Maraîchers, demande que la Ville fasse construire un marché dans la partie nord; il appuie aussi la délégation ci-dessus qui a recommandé l'élargissement du tunnel de la rue Saint-Denis.

La délégation se retire après avoir reçu l'assurance que ces demandes seront prises en considération.

3.—Sur proposition de M. le Commissaire Ainey, appuyée par M. le Commissaire McDonald, il est

Résolu: Que la séance soit ajournée au 25 courant, à 11 hrs a.m.

L. N. SENECAI,
Secrétaire.

* * *

Compte rendu de l'assemblée du 25 mars 1915, a.m.

M. le Maire, Président; MM. les Commissaires Hébert et Côté.

1.—Soumis des mandats, vérifiés par le Contrôleur et Auditeur de la Cité, au montant total de \$12,025.24, suivant liste certifiée.

Sur proposition de M. le Commissaire Hébert, appuyée par M. le Commissaire Côté, il est

Résolu: D'en autoriser le paiement.

2.—Soumis le rapport des Estimateurs nommés conformément aux dispositions de la Charte, concernant les expropriations annuelles, pour faire l'évaluation de certaines lisières de terrain cédées par la Compagnie "Carrick Limited", rue Ste-Catherine Ouest.

Attendu que le Conseil, par résolution, en date du 11 janvier 1915, a décrété l'expropriation de ces lisières de terrain;

Attendu que ledit rapport des Estimateurs fut soumis au Bureau le 28 janvier 1915, et qu'il fut alors décidé de transmettre ledit rapport au Conseil pour approbation et pour la préparation du rôle;

Attendu que ledit rapport à être fait au Conseil fut laissé en suspens, à raison des démarches qui étaient faites devant la Législature pour faire amender la Loi concernant ces expropriations;

Attendu que l'expropriation de ces lisières de terrain est commencée et que les procédures ne peuvent pas être discontinuées.

Sur proposition de M. le Commissaire Hébert, appuyée par M. le Commissaire Côté, il est

Résolu: De transmettre le rapport des Estimateurs ci-dessus mentionnés pour être approuvé par le Conseil et être ensuite envoyé à l'Inspecteur de la Cité et auxdits Estimateurs avec instructions de faire un rôle de répartition suivant les dispositions de la Charte telle qu'amendée

BOARD OF COMMISSIONERS

Report of meeting held on the 24th March 1915, a.m.

Messrs. Hébert, Ainey and McDonald, Commissioners. In the absence of His Worship the Mayor, Commissioner Hébert was called to the Chair.

1.—Ald. Houlé introduced a delegation of ratepayers of St. Denis Ward.

The delegation asked:

1° That the City continue the expropriation for the widening of St. Denis street;

2° That the reconstruction and enlargement of the St. Denis street tunnel be proceeded with.

Mr. Monette of "L'Association des Maraîchers" asked that the City erect a market in the North End; he also spoke in favor of the enlargement of the St. Denis street tunnel.

The delegation withdrew after having been assured that said requests would be considered.

On motion of Commissioner Ainey, seconded by Commissioner McDonald, it was

Resolved: That this meeting be adjourned until the 25th instant, at 11 a.m.

L. N. SENECAI,
Secretary.

* * *

Report of meeting held on the 25th March 1915, a.m.

His Worship the Mayor in the Chair, and Commissioners Hébert and Côté.

1.—Submitted warrants, verified by the City Comptroller and Auditor, aggregating \$12,025.24, as per certified list.

On motion of Commissioner Hébert, seconded by Commissioner Côté, it was

Resolved: To authorize the payment thereof.

2.—Submitted the report from the Assessors, appointed in accordance with the provisions of the Charter, concerning annual expropriations, to assess certain strips of land ceded by the Carrick Limited, on St. Catherine street West.

Whereas the Council, by resolution, adopted on the 11th January 1915, decided to expropriate said strips of land;

Whereas the report of the Assessors was submitted to the Board on the 28th January 1915, and it was then decided to transmit the same to Council for its approval and for the preparation of a roll;

Whereas the report to be made to Council was suspended, on account of the steps taken before the Legislature in order to amend the law concerning said expropriations;

Whereas the expropriation of said strips of land is under way and the proceedings cannot be discontinued;

On motion of Commissioner Hébert, seconded by Commissioner Côté, it was

Resolved: That the above mentioned report of the Assessors be transmitted to Council for approval and then to the City Surveyor and to said Assessors with instructions to prepare an apportionment roll in accordance with the provisions of the Charter as amended.

3.—(25382) Sur proposition de M. le Commissaire Hébert, appuyée par M. le Commissaire Côté il est

Résolu: Pour faire suite à la résolution du Bureau, en date du 19 mars 1915, à l'effet de donner instruction au Département en Loi de retenir les services de M. J. P. B. Casgrain pour la Cité dans le bornage du lot No 331 du cad. de la Côte Saint-Louis, de mettre à la disposition du Département en Loi pour cette fin, une somme de \$100, ex-Fonds de Réserve.

MM. les Commissaires Ainey et McDonald prennent leur siège.

4.—Sur proposition de M. le Commissaire Hébert, appuyée par M. le Commissaire Ainey, il est

Résolu: D'approuver les réquisitions suivantes:

Parc La Fontaine: Nos 38, 40.

Ile Sainte-Hélène: Nos 66, 67, 68, 69, 70, 71.

Edifices Municipaux: Nos 67, 68, 69, 70, 71.

Privilèges et Licences: No 6.

Impressions: No 17.

Son Honneur le Maire: No 6.

Aqueduc: Nos 217, 218, 219, 221, 222.

Egouts (Hôtel-de-Ville): No 4.

Egouts (Division Est): No 40.

Voirie (Division Nord): Nos 114, 115, 117, 118.

Voirie (Division Est): Nos 44, 45.

Voirie (Division Ouest): Nos 35, 36.

Egouts (Division Ouest): No 20.

M. le Commissaire Côté laisse son siège.

5.—(26019) Soumis un extrait du procès-verbal d'une séance du Conseil, en date du 22 mars 1915, concernant l'achat d'une horloge automatique, par le Bureau des Commissaires.

Sur proposition de M. le Commissaire Hébert, appuyée par M. le Commissaire Ainey, il est

Résolu: Que le Conseil soit informé que l'horloge que le Bureau des Commissaires a ordonné de payer, à même les crédits pour dépenses casuelles est une horloge automatique marquant l'heure de la réception des soumissions et non l'horloge automatique à laquelle il est fait allusion dans l'interpellation de M. l'Échevin Lapointe.

6.—(25685) Soumise une interpellation de M. l'Échevin L. A. Lapointe, concernant la réclamation de MM. Fleet et Falconer, pour honoraires en rapport avec l'emprunt temporaire fait par l'entremise de la Banque de Montréal récemment.

Sur proposition de M. le Commissaire Hébert, appuyée par M. le Commissaire McDonald, il est

Résolu: De transmettre au Conseil une copie de tous les documents se rattachant à cette réclamation.

7.—(21080) Soumise une communication de MM. Laflamme & Mitchell, avocats, au sujet de la vente, par eux consentie à la Cité, de certains lots pour l'ouverture de la rue de Salaberry.

Sur proposition de M. le Commissaire Hébert, appuyée par M. le Commissaire McDonald, il est

Résolu: De référer au Notaire de la Cité pour rapport.

8.—Son Honneur le Maire remet aux Membres du Bureau une copie des derniers amendements à la Charte se rapportant aux règles qui s'appliquent à la gouverne du Bureau.

Il est proposé par M. le Commissaire McDonald, appuyé par M. le Commissaire Ainey,

Que l'Avocat en Chef de la Cité soit prié de préparer et rédiger des règles pour la gouverne du Bureau, lesquelles règles seront ensuite étudiées par le Bureau.

Son Honneur le Maire déclare que la motion ci-dessus est hors d'ordre, pour la raison que le Bureau n'a pas le droit de déléguer au Département en Loi les pouvoirs qu'il possède, en vertu de la Charte, de préparer les règles s'appliquant à sa gouverne.

M. le Commissaire Ainey en appelle de la décision du Maire. Le vote est pris, et les voix se partagent comme suit:

3.—(25382) On motion of Commissioner Hébert, seconded by Commissioner Côté, it was

Resolved: In pursuance of the resolution adopted by the Board on the 19th March 1915, whereby the Law Department was instructed to retain the service of Mr. J. P. B. Casgrain to represent the City in re measurement of Cad. lot No. 331 of Côte St. Louis, that a sum of \$100 ex-Reserve Fund, be placed at the disposal of the Law Department for such purpose.

Commissioners Ainey and McDonald took their seats.

4.—On motion of Commissioner Hébert, seconded by Commissioner Ainey, it was

Resolved: To approve of the following requisitions:

La Fontaine Park: Nos. 38, 40.

St. Helen's Island: Nos. 66, 67, 68, 69, 70, 71.

Municipal Buildings: Nos. 67, 68, 69, 70, 71.

Privileges and Licenses: No. 6.

Printing: No. 17.

His Worship the Mayor: No. 6.

Water: Nos. 217, 218, 219, 221, 222.

Sewers (City Hall): No. 4.

Sewers (East Division): No. 40.

Road (North Division): Nos. 114, 115, 117, 118.

Road (East Division): Nos. 44, 45.

Road (West Division): Nos. 35, 36.

Sewers (West Division): No. 20.

Commissioner Côté left his seat.

5.—(26019) Submitted an extract from the minutes of a meeting of Council, dated the 22nd March 1915, concerning the purchase of an automatic clock by the Board of Commissioners.

On motion of Commissioner Hébert, seconded by Commissioner Ainey, it was

Resolved: That the Council be informed that the clock, the payment of the cost of which was ordered by the Board ex-appropriations voted for contingency, is an automatic clock marking the time of the reception of tenders and not the automatic clock referred to in the question put by Ald. Lapointe.

6.—(25685) Submitted a question put by Ald. L. A. Lapointe, concerning the claim of Messrs. Fleet & Falconer, in connection with the temporary loan recently issued through the Bank of Montreal.

On motion of Commissioner Hébert, seconded by Commissioner McDonald, it was

Resolved: That copies of all the documents relating to said claim be transmitted to Council.

7.—(21080) Submitted a communication from Messrs. Laflamme & Mitchell, advocates, anent certain lots sold by them to the City for the opening of de Salaberry street.

On motion of Commissioner Hébert, seconded by Commissioner McDonald, it was

Resolved: That the same be referred to the City Notary for a report.

8.—His Worship the Mayor gave to the members of the Board copies of the last amendments to the Charter in connection with the rules applying to the Board.

Moved by Commissioner McDonald, seconded by Commissioner Ainey,

That the Chief City Attorney be requested to prepare and draft rules for the guidance of the Board, which said rules shall then be considered by the Board.

His Worship the Mayor declared the above motion out of order, because the Board cannot, in virtue of the Charter, delegate its right to prepare rules concerning its proceedings.

Commissioner Ainey appealed from the decision of the Mayor.

The vote was taken and the Board divided as follows:

Contre lad écision du Maire: MM. les Commissaires McDonald et Ainey.

Pour la décision du Maire: MM. les Commissaires Hébert et Son Honneur le Maire.

Son Honneur le Maire, comme président, ayant voté dans l'affirmative, la décision rendue ci-dessus, sur la motion de M. le Commissaire McDonald est déclarée maintenue.

M. le Commissaire McDonald déclare s'objecter fortement à ce que le Maire, après avoir voté comme Membre du Bureau, donne un vote prépondérant, en faveur de sa décision, et l'Avocat en Chef présent devant le Bureau est prié de donner son opinion sur cette objection.

La discussion est suspendue pour permettre à l'Avocat en Chef d'étudier cette objection.

M. le Commissaire Côté reprend son siège.

9.—(26003) Soumis un rapport du Département en Loi, concernant la réclamation de M. Siméon Gagnon, au montant de \$500, représentant la valeur de 250 pieds de terrain, dont l'ex-Ville de St-Louis se serait emparée pour la construction d'un trottoir sur le Boulevard Saint-Laurent.

Sur proposition de M. le Commissaire Hébert, appuyée par M. le Commissaire Ainey, il est

Résolu: De recommander au Conseil l'acquisition de cette lisière de terrain, pour la somme de \$300, savoir \$1.20 le pied, et d'autoriser le paiement des mémoires de frais des avocats des parties, savoir: \$109.20 à MM. St-Germain & Cie, les avocats du demandeur, et \$116.40 à MM. Bisailon & Cie, avocats de la défenderesse. Ces deux dernières sommes devant être imputées sur le Fonds de Réserve.

10.—(25590) Soumis un extrait du procès-verbal d'une séance du Conseil, tenue le 22 mars courant, à l'effet de rejeter un rapport du Bureau, recommandant d'approuver les plans soumis par la "Harris Abattoir Company", pour l'érection d'une plateforme.

Sur proposition de M. le Commissaire McDonald, appuyée par M. le Commissaire Ainey, il est

Résolu: De référer au Directeur du Bureau Municipal d'Hygiène pour rapport.

11.—(26011) Soumis un rapport du Surintendant des Edifices Municipaux, recommandant le renvoi pour cause, de M. Rabbi, Assistant-Gardien et Chauffeur du bain O'Connell.

Sur proposition de M. le Commissaire Ainey, appuyée par M. le Commissaire McDonald, il est

Résolu: Que ledit M. Rabbi soit remercié de ses services, et que le Surintendant des Edifices Municipaux soit autorisé à prendre à l'essai pour une période de un mois, M. Jean-Baptiste Martin, en remplacement de M. Rabbi.

12.—(26030) Soumis un rapport du Surintendant des Marchés, recommandant le transfert du bail de M. Jacob Mendelshon à M. Mike Nakel, pour l'étal portant le No. 18 du Marché Saint-Laurent.

Sur proposition de M. le Commissaire Ainey, appuyée par M. le Commissaire Côté, il est

Résolu: D'autoriser le transfert dudit bail.

13.—(26038) Soumis un rapport du Surintendant des Marchés, recommandant de louer à MM. Achileas Kamonzis et Peter Tougas, l'étal No. 31 situé à l'extérieur du Marché Saint-Antoine.

Sur proposition de M. le Commissaire Ainey, appuyée par M. le Commissaire McDonald, il est

Résolu: D'autoriser la location dudit étal à MM. Kamonzis et Tougas, pourvu que ces derniers paient les arrérages de loyer qui s'éleveront à \$9.20 à la date du 27 mars courant.

14.—(26017) Soumis un extrait du procès-verbal d'une séance du Conseil, tenue le 22 mars courant, concernant l'état des rues et des trottoirs dans les Quartiers Sainte-Anne, Saint-Georges et Saint-André.

Sur proposition de M. le Commissaire Côté, appuyée par M. le Commissaire Hébert, il est

Against the Mayor's decision: Commissioners McDonald and Ainey.

In favor of the Mayor's decision: Commissioner Hébert and His Worship the Mayor.

His Worship the Mayor, as Chairman, having voted in the affirmative, the above ruling on Commissioner McDonald's motion was declared maintained.

Commissioner McDonald stated that he strongly objected to the Mayor, giving a casting vote in favor of his own ruling, after having voted as member of the Board, and the Chief City Attorney, who was present before the Board, was requested to give his opinion on said objection.

The debate was suspended in order to allow the Chief City Attorney to study said objection.

Commissioner Côté resumed his seat.

9.—(26003) Submitted a report from the Law Department, concerning a claim from Mr. Siméon Gagnon, amounting to \$500, representing the value of 250 feet of land, which the ex-town of St. Louis took possession of, for the construction of a sidewalk on St. Lawrence Boulevard.

On motion of Commissioner Hébert, seconded by Commissioner Ainey, it was

Resolved: That a report be made to Council, recommending that said strip of land be purchased for the sum of \$300, to wit: \$1.20 per foot, and that the attorneys of the parties be paid their fees to wit: \$109.20 to Messrs. St. Germain & Co., attorneys for the plaintiff, and \$116.40 to Messrs. Bisailon & Co., attorneys for the defendant. The two last sums to be charged against the Reserve Fund.

10.—(25590) Submitted an extract from the minutes of a meeting of Council, held on the 22nd March instant, rejecting a report from the Board, recommending that the plans submitted by the Harris Abattoir Co. for the erection of a platform, be approved.

On motion of Commissioner McDonald, seconded by Commissioner Ainey, it was

Resolved: That the same be referred to the Medical Health Officer for a report.

11.—(26011) Submitted a report from the Superintendent of Municipal Buildings, recommending that Mr. Rabbi, asst.-caretaker and stoker at the O'Connell Bath, be dismissed for cause.

On motion of Commissioner Ainey, seconded by Commissioner McDonald, it was

Resolved: That the said Mr. Rabbi be dismissed and that the Superintendent of Municipal Buildings be authorized to take on trial for one month Mr. Jean-Baptiste Martin, vice Mr. Rabbi.

12.—(26030) Submitted a report from the Superintendent of Markets, recommending that Mr. Jacob Mendelsohn's lease for stall bearing No. 18 St. Lawrence Market, be transferred to Mr. Mike Nakel.

On motion of Commissioner Ainey, seconded by Commissioner Côté, it was

Resolved: That transfer of the said lease be authorized.

13.—(26038) Submitted a report from the Superintendent of Markets, recommending that stall No. 31 outside of St. Antoine Market be leased to Messrs. Achileas Kamonzis and Peter Tougas.

On motion of Commissioner Ainey, seconded by Commissioner McDonald, it was

Resolved: That the renting of said stall to Messrs. Kamonzis and Tougas be authorized, provided the latter pay the arrears of rent which will amount to \$9.20 on the 27th March instant.

14.—(26017) Submitted an extract from the minutes of a meeting of Council, held on the 22nd March instant, anent the condition of the streets and sidewalks in St. Ann's, St. George and St. Andrew's Wards.

On motion of Commissioner Côté, seconded by Commissioner Hébert, it was

Résolu : De transmettre copie au Surintendant Inspecteur-Général de la Voirie, avec instructions de s'aboucher avec les échevins Ward et O'Connell pour visite des lieux et rapport.

15.—(24308) Soumis un extrait du procès-verbal d'une séance du Conseil, tenue le 22 mars courant, à l'effet de rejeter un rapport du Bureau, recommandant de payer à M. H. R. Lordly un compte au montant de \$1,900.00, pour services professionnels.

Sur proposition de M. le Commissaire Côté, appuyée par M. le Commissaire Hébert, il est

Résolu : Que le dossier en cette affaire soit déposé de record.

16.—Soumise une communication du Mécanicien en Chef du Département de l'Aqueduc, au sujet de l'examen des pompes du "plant" frigorifique du Marché Bonsecours.

Sur proposition de M. le Commissaire Ainey, appuyée par M. le Commissaire McDonald, il est

Résolu : Qu'une somme de \$50.00 soit votée pour payer le coût de certaines réparations à être faites à la deuxième pompe dudit "plant" et que les travaux de réparations soient confiés à la maison "Lymburner Limited," le tout sujet à approbation par le Surintendant des Marchés et le Contrôleur et Auditeur de la Cité.

17.—(25884) Soumis un rapport du Directeur du Bureau Municipal d'Hygiène et de Statistiques, sur la question de l'inspection du lait.

Sur proposition de M. le Commissaire McDonald, appuyée par M. le Commissaire Ainey, il est

Résolu : D'approuver ledit rapport et de le transmettre au Conseil avec prière de le référer à la Commission de Législation, en vue de préparer la législation demandée par le Directeur Municipal d'Hygiène.

18.—(25986) Soumise une communication de MM. Peden et McLaren, architectes, demandant d'être dispensés de la Section 20 du Règlement 268 dans la construction du Collège Loyola, dans le quartier Notre-Dame de Grâce.

Sur proposition de M. le Commissaire McDonald, appuyée par M. le Commissaire Ainey, il est

Résolu : De référer au Directeur du Bureau Municipal d'Hygiène et à l'Architecte de la Ville, pour rapport conjoint.

19.—(26010) Soumis un rapport du Département en Loi, sur la demande faite, par M. Alphonse Bayard, pour être mis à la retraite.

Sur proposition de M. le Commissaire McDonald, appuyée par M. le Commissaire Ainey, il est

Résolu : De référer au Directeur du Bureau Municipal d'Hygiène pour fournir les renseignements demandés par le Département en Loi.

20.—L'Avocat en Chef de la Cité déclare qu'il ne peut donner présentement son opinion sur l'objection soulevée par M. le Commissaire McDonald, dont il est question plus haut. Il annonce qu'il fera rapport par écrit sous le plus court délai possible.

21.—(25895) Soumise une interpellation de M. l'Échevin Ménard, demandant certaines informations, au sujet de la pierre concassée que la Ville aurait achetée en 1914 de la "Eastern Quarry Co." ou de la "Maisonnette Quarry Co."

Sur proposition de M. le Commissaire Côté, appuyée par M. le Commissaire Hébert, il est

Résolu : De référer au Surintendant des Achats et des Ventes, pour rapport.

22.—Sur proposition de M. le Commissaire Ainey, appuyée par M. le Commissaire Côté, il est

Résolu : De demander au Département en Loi et au Surintendant des Parcs, s'il existe dans les règlements de la Cité quelques dispositions s'appliquant à la protection des monuments publics érigés dans les parcs de la Cité, ou sur les places publiques, et de donner instructions au Chef de Police de prendre dans l'intervalle les mesures nécessaires pour la protection de ces monuments.

23.—(25719) Soumis un rapport du Surintendant de Police, recommandant de donner instructions aux officiers du

Resolved: That copy of same be transmitted to the Superintendent General Inspector of the Road Department, with instructions to arrange with Aldermen Ward and O'Connell for a visit to the locality and report.

15.—(24308) Submitted an extract from the minutes of a meeting of Council held on the 22nd March instant, rejecting the report of the Board recommending to pay to Mr. H. R. Lordly an account amounting to \$1,900 for professional services.

On motion of Commissioner Côté, seconded by Commissioner Hébert, it was

Resolved: That all the documents be filed of record.

16.—Submitted a communication from the Chief Mechanical Engineer of the Water Department, anent the examination of the pumps of the refrigerating plant at Bonsecours Market.

On motion of Commissioner Ainey, seconded by Commissioner McDonald, it was

Resolved: That a sum of \$50 be voted to pay the cost of certain repairs to be made to the second pump of the said plant, and that said repairs be performed by Lymburner Ltd., the whole subject to the approval of the Superintendent of Markets and the City Comptroller and Auditor.

17.—(25884) Submitted a report from the Medical Health Officer re milk inspection.

On motion of Commissioner McDonald, seconded by Commissioner Ainey, it was

Resolved: That said report be approved and transmitted to Council with a request that it be referred to the Legislation Committee for the purpose of preparing the legislation recommended by the Medical Health Officer.

18.—(25986) Submitted a communication from Messrs. Peden & McLaren, architects, asking that they be not held to comply with section 20 of By-law 268 in the construction of Loyola College, in Notre-Dame de Grâce Ward.

On motion of Commissioner McDonald, seconded by Commissioner Ainey, it was

Resolved: That the same be referred to the Medical Health Officer and to the City Architect for a joint report.

19.—(26010) Submitted a report from the Law Department, re Mr. Alphonse Bayard's application for superannuation.

On motion of Commissioner McDonald, seconded by Commissioner Ainey, it was

Resolved: That the same be referred to the Medical Health Officer with a request that he furnish to the Law Department the information asked for.

20.—The Chief City Attorney declared that he could not give, at the present time, his opinion on the objection raised by Commissioner McDonald, and above mentioned. He stated that he will report in writing within the shortest possible delay.

21.—(25895) Submitted a question put by Ald. Ménard, asking for certain information re broken stone purchased by the City in 1914 from the Eastern Quarry Co. of the Maisonnette Quarry Co.

On motion of Commissioner Côté, seconded by Commissioner Hébert, it was

Resolved: That the same be referred to the Purchasing and Sales Agent for a report.

22.—On motion of Commissioner Ainey, seconded by Commissioner Côté, it was

Resolved: To ask the Law Department and the Superintendent of Parks if there exists in the City By-laws any clause providing for the protection of public monuments erected in the City's parks, or public places, and that instructions be given to the Chief of Police to take in the meantime the necessary measures for the protection of said monuments.

23.—(25719) Submitted a report from the Superintendent of Police, recommending that instructions be given

Département de la Voirie, de faire préparer et installer les enseignes recommandées par le Surintendant de Police pour empêcher la circulation des voitures sur la rue Saint-Jacques, entre les rues Notre-Dame et Saint-Gabriel.

Sur proposition de M. le Commissaire McDonald, appuyée par M. le Commissaire Ainey, il est

Résolu: Que le Département de la Voirie reçoive instructions de faire préparer et d'installer lesdites enseignes, après entente avec le Surintendant de Police.

24.—(25888) Soumis un rapport de l'Architecte de la Ville, recommandant d'autoriser M. Wilbrod Lescarbeau, à occuper le lot No cad. 331, subd. 199 du quartier Saint-Denis, No 590 rue de Lanaudière, pour y recevoir, emmagasiner et vendre du bois, charbon, etc.

Sur proposition de M. le Commissaire Ainey, appuyée par M. le Commissaire McDonald, il est

Résolu: D'accorder l'autorisation demandée.

25.—Sur proposition de M. le Commissaire Côté, appuyée par M. le Commissaire Hébert, il est

Résolu: Que MM. H. Dubuc et H. L. Auclair reçoivent instructions péremptoirement, et sous peine de renvoi, de se conformer sans délai, à la résolution du Bureau en date du 20 mars courant, et d'aller prendre leurs instructions du Département en Loi, au sujet de la question de la livraison de la pierre dans le quartier Longue-Pointe.

26.—(25624) Soumis un rapport du Département en Loi, au sujet des réclamations de MM. Picard & Valin, en rapport avec la construction de la caserne de pompiers et de police du quartier Bordeaux.

Sur proposition de M. le Commissaire Ainey, appuyée par M. le Commissaire McDonald, il est

Résolu: Conformément audit rapport:

1° Que le compte desdits entrepreneurs, au montant de \$6,745, pour travaux supplémentaires (extras) ne soit pas entretenu;

2° Que le dépôt de garantie soit remboursé auxdits entrepreneurs, avec intérêt à 3%, à l'exception d'une somme de \$1,200 qui devra être retenue, afin de garantir un avis de privilège donné à la Cité par MM. Paquin & Gillet; le Contrôleur et Auditeur de la Cité devant s'assurer avant de rembourser ce dépôt s'il n'existe pas d'autres avis de privilège;

3° Que la retenue de 20% de la valeur des travaux soit payée auxdits entrepreneurs;

4° Que la réclamation desdits entrepreneurs, au montant de \$400 pour chauffage de la bâtisse ne soit pas entretenue.

27.—Sur proposition de M. le Commissaire Hébert, appuyée par M. le Commissaire Côté, il est

Résolu: Que la séance soit ajournée à 3.30 hrs p.m., ce jour.

L. N. SENEAL,
Secrétaire.

* * *

Compte rendu de l'assemblée du 25 mars 1915, p.m.

Son Honneur le Maire Martin, Président; MM. les Commissaires McDonald, Ainey, Hébert, Côté.

I.—Soumise une lettre de M. Léon Gagné, demandant au nom d'une délégation de citoyens des quartier St-Joseph, Ste-Cunégonde et St-Henri, une entrevue avec le Bureau au sujet des traverses à niveau.

Sur proposition de M. le Commissaire Côté, appuyée par M. le Commissaire McDonald, il est

Résolu: D'informer le requérant que les Ingénieurs sont à compléter la revision des plans et que le Bureau sera prêt à les recevoir quand ce travail sera fini.

to the officials of the Road Department to have the signs recommended by the Superintendent of Police forbidding vehicular traffic on St. James street, between Notre Dame and St. Gabriel streets, prepared and put up.

On motion of Commissioner McDonald, seconded by Commissioner Ainey, it was

Resolved: That the Road Department be instructed to have the said signs prepared and put up, after conferring with the Superintendent of Police.

24.—(25888) Submitted a report from the City Architect recommending that Mr. Wilfrid Lescarbeau be authorized to occupy lot Cad. No. 331, subd. 199, St. Denis Ward, No. 590 de Lanaudière street, for the purpose of receiving, storing and selling wood, coal, etc., thereon.

On motion of Commissioner Ainey, seconded by Commissioner McDonald, it was

Resolved: That the authorization asked for be granted.

25.—On motion of Commissioner Côté, seconded by Commissioner Hébert, it was

Resolved: That Messrs. H. Dubuc and H. L. Auclair, ordered, peremptorily and under pain of dismissal, to comply without delay, with the resolution of the Board dated the 20th March instant, and to take their instructions from the Law Department anent the question of the stone delivered in Longue Pointe Ward.

26.—(25624) Submitted a report from the Law Department, anent the claims of Messrs. Picard & Valin, in connection with the construction of a fire and police station in Bordeaux Ward.

On motion of Commissioner Ainey, seconded by Commissioner McDonald, it was

Resolved: In accordance with said report:

1° That the said contractors' account amounting to \$6,745 for extra work, be not paid;

2° That the guarantee deposit be refunded to the said contractors, with interest at 3%, less a sum of \$1,200 which shall be retained in order to guarantee the privilege notice of which was given to the City by Messrs. Paquin & Gillet; the City Comptroller and Auditor to ascertain before refunding said deposit if there are any other notices of privilege;

3° That the percentage retained (20% of the value of the work) be refunded to the said contractors;

4° That the said contractors' claim, amounting to \$400 for heating the building, be not entertained.

27.—On motion of Commissioner Hébert, seconded by Commissioner Côté, it was

Resolved: That this meeting be adjourned until 3.30 p.m. this day.

L. N. SENEAL,
Secretary.

* * *

Report of meeting held on the 25th March 1915, p.m.

Present: His Worship Mayor Martin, in the Chair; Messrs. McDonald, Ainey, Hébert and Côté.

I.—Submitted a letter from Mr. Léon Gagné, asking on behalf of citizens of St. Joseph, St. Cunégonde and St. Henry Wards, for an interview with the Board in connection with level crossings.

On motion of Commissioner Côté, seconded by Commissioner McDonald, it was

Resolved: That the petitioner be informed that the Engineers are now revising the plans and that the Board will be pleased to receive them when said work is completed.

2.—(19600, 17245, 19343, 21550, 20319, 25412, 25409, 25306, 21551) Soumis les rapports du Département en Loi au sujet des demandes de pension des employés suivants:

Michel Guyon, constable;
J. T. Courtney, assistant-contremaître;
Thos. H. Kirk, constable;
J. J. Hackett, constable;
Auguste Brouillette, constable;
Salem Routhier, constable;
Edmond Choquette, constable;
Paul Charest, ex-capitaine de police;
Evariste Laberge, constable.

Sur proposition de M. le Commissaire McDonald, appuyée par M. le Commissaire Ainey, il est

Résolu: De référer au Directeur du Bureau Municipal d'Hygiène et de Statistiques pour examen médical et rapport.

3.—(25302) Soumis un rapport du Département en Loi, au sujet de la demande de pension du Capitaine F. Collin, du Département des Incendies.

Sur proposition de M. le Commissaire McDonald, appuyée par M. le Commissaire Ainey, il est

Résolu: De référer au Chef du Département des Incendies pour fournir les informations demandées et au Directeur du Bureau Municipal d'Hygiène et de Statistiques pour examen médical et rapport.

4.—(25507) Soumis un rapport du Département en Loi, sur la plainte de M. Ludger Larose, contre l'établissement d'une buanderie avenue Prud'homme.

Sur proposition de M. le Commissaire Ainey, appuyée par M. le Commissaire McDonald, il est

Résolu: D'informer le requérant, conformément au rapport du Département en Loi.

5.—Soumis des mandats au montant de \$87,164.74, suivant liste certifiée par le Contrôleur et Auditeur.

Sur proposition de M. le Commissaire Hébert, appuyée par M. le Commissaire McDonald, il est

Résolu: D'en autoriser le paiement.

6.—(26039) Soumis un rapport de l'Ingénieur en Chef-Suppléant sur la demande de la Montreal Public Service Corporation d'ériger des poteaux sur le côté nord de la ruelle Joachim, à l'ouest de la rue Dufresne.

Sur proposition de M. le Commissaire Côté, appuyée par M. le Commissaire Hébert il est

Résolu: De faire rapport au Conseil, recommandant l'octroi du permis.

7.—(24516) Soumis un rapport du Département en Loi sur la demande de pension de M. Anselme Demers, ex-détective.

Sur proposition de M. le Commissaire McDonald, appuyée par M. le Commissaire Ainey, il est

Résolu: De référer au Surintendant de Police pour fournir les informations demandées.

8.—(21795) Soumis un rapport du Département en Loi sur la demande de pension de M. Edmond Gariépy, ex-forgeon au Département de l'Incineration.

Sur proposition de M. le Commissaire McDonald, appuyée par M. le Commissaire Ainey, il est

Résolu: D'informer M. Gariépy suivant le rapport du Département en Loi.

9.—(24339) Soumis un rapport de l'Ingénieur en Chef-Suppléant, au sujet de l'inscription comme rue publique d'une partie de la rue Hutchison.

Sur proposition de M. le Commissaire Côté, appuyée par M. le Commissaire Ainey, il est

Résolu: De référer au Département en Loi.

10.—(25778) Soumis un rapport du Département en Loi au sujet du rôle de répartition pour un égout sur la rue Briand.

2. — (19600-17245-19343-21550-20319-25412-25409-25306-21551) Submitted reports from the Law Department, anent the applications from the following employees for superannuation:

Michel Guyon, constable;
J. T. Courtney, asst.-foreman;
Thos. H. Kirk, constable;
J. J. Hackett, constable;
Auguste Brouillette, constable;
Salem Routhier, constable;
Edmond Choquette, constable;
Paul Charest, ex-police captain;
Evariste Laberge, constable.

On motion of Commissioner McDonald, seconded by Commissioner Ainey, it was

Resolved: That the same be referred to the Medical Health Officer with instructions to have the applicants undergo a medical examination and report.

3.—(25302) Submitted a report from the Law Department anent the application from Captain F. Collin, of the Fire Department, for superannuation.

On motion of Commissioner McDonald, seconded by Commissioner Ainey, it was

Resolved: That the same be referred to the Chief of the Fire Department with instructions to give the information sought for and to the Medical Health Officer with a request that he examine the applicant and report.

4.—(25507) Submitted a report from the Law Department on the complaint made by Mr. Ludger Larose re establishment of a laundry on Prud'homme avenue.

On motion of Commissioner Ainey, seconded by Commissioner McDonald, it was

Resolved: That the petitioner be informed as per the report of the Law Department.

5.—Submitted warrants amounting to \$87,164.74, as per list certified by the City Comptroller and Auditor.

On motion of Commissioner Hébert, seconded by Commissioner McDonald, it was

Resolved: To authorize the payment thereof.

6.—(26039) Submitted a report from the Acting Chief Engineer on the application from the Montreal Public Service Corporation, for permission to erect poles on the north side of Joachim lane, west of Dufresne street.

On motion of Commissioner Côté, seconded by Commissioner Hébert, it was

Resolved: That a report be made to Council, recommending that said permission be granted.

7.—(24516) Submitted a report from the Law Department, on the application from Mr. Anselme Demers, ex-detective, for superannuation.

On motion of Commissioner McDonald, seconded by Commissioner Ainey, it was

Resolved: That the same be referred to the Chief of Police for information.

8.—(21795) Submitted a report from the Law Department, on the application from Mr. Edmond Gariépy, ex-blacksmith of the Incineration Department, for superannuation.

On motion of Commissioner McDonald, seconded by Commissioner Ainey, it was

Resolved: That Mr. Gariépy be informed as per the report of the Law Department.

9.—(24339) Submitted a report from the Acting Chief Engineer, anent the inscription of part of Hutchison street as a public thoroughfare.

On motion of Commissioner Côté, seconded by Commissioner Ainey, it was

Resolved: That the same be referred to the Law Department.

10.—(25778) Submitted a report from the Law Department, anent the apportionment roll re sewer in Briand street.

Sur proposition de M. le Commissaire Côté, appuyée par M. le Commissaire McDonald, il est

Résolu: Que le rôle de répartition préparé par la Cité pour répartir sur les propriétaires riverains le coût d'un canal d'égout dans la rue Briand, à partir de la rue de Villiers à la rue Cardinal, dans le quartier Emard, dans la Cité de Montréal, signé par M. Stuart Howard, officier nommé par le Bureau des Commissaires suivant les dispositions de la Charte de la Cité, et devenu en vigueur le 30 novembre 1914 et intitulé "Special Assessment Roll for Sewers", "12 inch. pipe sewer in Briand street, (formerly St. Louis lane) between de Villiers and Cardinal street, constructed by virtue of a resolution of Council of Ville Emard, passed August 3rd 1908", et répartissant la somme de \$971.25, est par les présentes annulé.

11.—(17517) Soumis un rapport du Département en Loi, sur la demande de pension de M. F. Boileau, ex-cantonnier du Département de la Voirie.

Sur proposition de M. le Commissaire McDonald, appuyée par M. le Commissaire Ainey, il est

Résolu: D'informer suivant le rapport du Département en Loi.

12.—(25800) Soumis un rapport du Surintendant du Département des Impressions et de la Papeterie, sur les soumissions reçues pour l'impression des rapports annuels, et recommandant d'accorder le contrat au plus bas soumissionnaire, M. A. P. Pigeon.

Sur proposition de M. le Commissaire Côté, appuyée par M. le Commissaire Ainey, il est

Résolu: D'accorder le contrat à M. A. P. Pigeon, et de prier Son Honneur le Maire et le Greffier de la Cité à signer le contrat à intervenir, et d'autoriser la remise du dépôt à "The Perrault Printing Co."

13.—Soumise une lettre de l'Assistant-Aviseur de la Compagnie du Grand-Tronc, au sujet de la préparation de plans pour la construction d'égouts dans les quartiers Saint-Denis et Rosemont.

Sur proposition de M. le Commissaire Côté, appuyée par M. le Commissaire Hébert, il est

Résolu: De référer à l'Ingénieur en Charge des Chemins de Fer, pour rapport immédiat.

14.—Soumise une lettre de M. J. H. Ferns, au sujet de la pose d'un marbre sur lequel sera inscrit le nom des différents Maires de la Ville de Montréal.

Sur proposition de M. le Commissaire Côté, appuyée par M. le Commissaire Hébert, il est

Résolu: De référer à l'Architecte de la Ville.

15.—(26040) Soumise une lettre de MM. Davidson et Ritchie, au sujet de l'enregistrement fait par la Cité de Montréal, sur une partie du lot No 42 de la Paroisse de Montréal.

Sur proposition de M. le Commissaire Hébert, appuyée par M. le Commissaire Côté, il est

Résolu: De référer au Département en Loi pour rapport.

16.—(26014) Soumis un rapport du Département en Loi, sur la réclamation de M. Joseph Dupuis, pour une lisière de terrain dont la Ville se serait emparée pour la construction d'un trottoir sur la rue Roberval.

Sur proposition de M. le Commissaire Hébert, appuyée par M. le Commissaire Côté, il est

Résolu: De référer à l'Ingénieur en Chef pour préparer un estimé pour la démolition et le reconstruction dudit trottoir sur la propriété de la Ville.

17.—(26013) Soumise une lettre de MM. Davidson et Ritchie, procureurs de Mlle Martin, au sujet de leur réclamation.

Sur proposition de M. le Commissaire Hébert, appuyée par M. le Commissaire Côté, il est

Résolu: De faire rapport au Conseil, recommandant qu'une somme de \$500 soit votée pour régler ladite réclamation, le Conseil ayant adopté un rapport du Bureau des Commissaires, recommandant de régler la réclamation de \$1,500 en l'amendant par un montant de \$1,000.

18.—(26008) Soumis un rapport du Trésorier de la Cité, transmettant un compte de \$11.75, dû à M. J. H. Kenehan, pour frais de sténographie.

On motion of Commissioner Côté, seconded by Commissioner McDonald, it was

Resolved: That the roll of apportionment prepared by the City, assessing on the bordering proprietors the cost of a sewer laid in Briand street, from de Villiers to Cardinal street, Emard Ward, in the City of Montreal, signed by Mr. Stuart Howard, who was appointed by the Board of Commissioners in accordance with the provisions of the City Charter, and which come into force on the 30th November 1914 and entitled "Special Assessment Roll for Sewers, 12 inch. pipe sewer in Briand street (formerly St. Louis lane), between de Villiers and Cardinal street, constructed in virtue of a resolution of Council of Ville Emard, passed August 3rd, 1908", and apportioning the sum of \$971.25, is hereby annulled.

11.—(17517) Submitted a report from the Law Department, on the application from Mr. F. Boileau, ex-section-man of the Road Department, for superannuation.

On motion of Commissioner McDonald, seconded by Commissioner Ainey, it was

Resolved: That the applicant be informed as per the Law Department's report.

12.—(25800) Submitted a report from the Superintendent of the Printing and Stationery Department, on the tenders received for the printing of annual reports, and recommending that the contract be awarded to the lowest tenderer, Mr. A. P. Pigeon.

On motion of Commissioner Côté, seconded by Commissioner Ainey, it was

Resolved: To award the contract to Mr. A. P. Pigeon, to request His Worship the Mayor and the City Clerk to sign the contract to be entered into and to authorize the refund of the deposit to the Perrault Printing Co.

13.—Submitted a letter from the Asst.-Adviser of the Grand Trunk Co, anent the preparation of plans for the laying of sewers in St. Denis and Rosemont Wards.

On motion of Commissioner Côté, seconded by Commissioner Hébert, it was

Resolved: That the same be referred to the Engineer in charge of Railways for an immediate report.

14.—Submitted a letter from Mr. J. H. Ferns anent the installation of a memorial tablet on which shall be inscribed the names of the different Mayors of the City of Montreal.

On motion of Commissioner Côté, seconded by Commissioner Hébert, it was

Resolved: That the same be referred to the City Architect.

15.—(26040) Submitted a letter from Messrs. Davidson & Ritchie, anent the registration by the City of Montreal of a part of lot No. 42 of the Parish of Montreal.

On motion of Commissioner Hébert, seconded by Commissioner Côté, it was

Resolved: That the same be referred to the Law Department for a report.

16.—(26014) Submitted a report from the Law Department, on the claim of Mr. Joseph Dupuis in connection with a strip of land which the City took possession of for the construction of a sidewalk on Roberval street.

On motion of Commissioner Hébert, seconded by Commissioner Côté, it was

Resolved: That the same be referred to the Chief Engineer for an estimate of the cost of removing said sidewalk and laying the same on the City's property.

17.—(26013) Submitted a letter from Messrs. Davidson & Ritchie, attorneys for Miss Martin, anent their claim.

On motion of Commissioner Hébert, seconded by Commissioner Côté, it was

Resolved: That a report be made to Council, recommending that a sum of \$500 be voted to settle said claim, the Council having adopted a report from the Board of Commissioners, recommending the settlement of said claim after substituting the figures \$1,000 for \$1,500.

18.—Submitted a report from the City Treasurer, transmitting an account of \$11.75 due to Mr. J. H. Kenehan, for his fees as stenographer.

Sur proposition de M. le Commissaire Hébert, appuyée par M. le Commissaire Côté, il est

Résolu: D'autoriser le paiement dudit compte ex-Fonds de Réserve.

19.—(26016) Soumis un extrait du procès-verbal d'une séance du Conseil, tenue le 22 mars 1915, question de l'Echevin Ménard, à l'effet de prier le Bureau des Commissaires de mettre à l'étude l'opportunité de faire un recensement annuel des citoyens de Montréal.

Sur proposition de M. le Commissaire Hébert, appuyée par M. le Commissaire Côté, il est

Résolu: De faire rapport au Conseil en réponse, qu'il ne voit pas l'opportunité pour maintenant de faire ce dénombrement des citoyens de Montréal, l'une des raisons, c'est que la guerre nous ayant enlevé, pour une période indéfinie, un nombre considérable de citoyens, et l'enregistrement des citoyens d'origine autrichienne et allemande en même temps que l'internement de ces nationaux allemands qui ne jugèrent pas à propos de se faire enregistrer, créent un vide assez considérable dans notre population.

Le Bureau des Commissaires est d'opinion qu'il conviendrait mieux d'attendre la fin des hostilités en Europe, le retour parmi nous des enrôlés montréalais avant de songer à faire ce recensement. D'ici là, nous pouvons référer quand il s'agit de faire le relevé numérique de notre population aux recensements paroissiaux qui sont des plus complets.

20.—(26031) Soumis un rapport du Surintendant des Achats et des Ventes, recommandant la remise à la "The Merchants Coal Co." d'un dépôt de \$341 en rapport avec le contrat pour la fourniture de charbon.

Sur proposition de M. le Commissaire Ainey, appuyée par M. le Commissaire Côté, il est

Résolu: D'autoriser la remise dudit dépôt.

21.—(25923) Soumis un rapport du Département en Loi, au sujet des comptes, en rapport avec l'enquête faite par la Commission Spéciale du Conseil, re achat de terrain pour un bain dans le quartier La Fontaine.

Sur proposition de M. le Commissaire Hébert, appuyée par M. le Commissaire Côté, il est

Résolu: De référer au Secrétaire de la Commission, conformément audit rapport.

22.—(26023) Soumis un rapport du Surintendant des Achats et des Ventes, recommandant la remise à "Geo. Hall Coal Co.", d'un dépôt de \$341 en rapport avec le contrat pour la fourniture de charbon.

Sur proposition de M. le Commissaire Hébert, appuyée par M. le Commissaire Côté, il est

Résolu: D'autoriser la remise dudit dépôt.

23.—(25936) Soumis un rapport du Département en Loi, sur la réclamation de la Ville contre l'entrepreneur de l'égout de la rue Saint-Dominique, déclarant que la Ville sera justifiée de retenir une somme de \$860.83, sur la balance due à MM. A. T. A. Chagnon, en vertu de leur contrat pour la construction dudit égout.

Sur proposition de M. le Commissaire Côté, appuyée par M. le Commissaire Hébert, il est

Résolu: D'approuver ledit rapport, et d'informer M. Chagnon en conséquence.

24.—(23434) Soumis un rapport du Département en Loi, au sujet de la construction de passerelles au-dessus des voies du C. P. R., aux traverses des avenues Girouard et Régent.

Sur proposition de M. le Commissaire Côté, appuyée par M. le Commissaire Ainey, il est

Résolu: De déposer aux archives pour conférence ultérieure.

25.—Sur proposition de M. le Commissaire Côté, appuyée par M. le Commissaire Ainey, il est

Résolu: De donner instructions au Secrétaire d'écrire à la Compagnie Laurin, Leitch & Co., pour savoir pourquoi ladite Compagnie ne procède pas à l'exécution des travaux pour la construction du viaduc de l'avenue du Parc, de l'informer en outre, que si d'ici 8 jours la Compagnie n'a pas procédé aux travaux, le Bureau des Commissaires prendra des procédures contre elle.

On motion of Commissioner Hébert, seconded by Commissioner Côté, it was

Resolved: To authorize the payment of said account ex-Reserve Fund.

19.—(26016) Submitted an extract from the minutes of a meeting of Council, held on the 22nd March 1915 (question put by Ald. Ménard), asking the Board of Commissioners to consider the advisability of making an annual census of the citizens of Montreal.

On motion of Commissioner Hébert, seconded by Commissioner Côté, it was

Resolved: That a report be made to Council, in reply, stating that the Board fail to see the advisability of making said census, inasmuch as our population has been considerably depleted by reason of the fact that a large number of citizens have gone to the front and that many Austrians and Germans have been interned.

The Board of Commissioners are of opinion that it would be better to wait until the war in Europe is over, and the Montrealers who have enlisted have returned, before making the said census. In the meantime, when a numerical statement of our population is needed, we may refer to the parochial census, which is most complete.

20.—(26031) Submitted a report from the Purchasing and Sales Agent, recommending that the Merchants Coal Co. be refunded a deposit of \$341 made in connection with their contract for the supply of coal.

On motion of Commissioner Ainey, seconded by Commissioner Côté, it was

Resolved: That the refund of said deposit be authorized.

21.—(25923) Submitted a report from the Law Department, anent the accounts in connection with the investigation held by a Special Committee of Council re purchase of lot for a bath in La Fontaine Ward.

On motion of Commissioner Hébert, seconded by Commissioner Côté, it was

Resolved: That the same be referred to the Secretary of said Committee in accordance with said report.

22.—(26023) Submitted a report from the Purchasing and Sales Agent, recommending that the Geo. Hall Coal Co. be refunded a deposit of \$341 made in connection with their contract for the supply of coal.

On motion of Commissioner Hébert, seconded by Commissioner Côté, it was

Resolved: That the refund of said deposit be authorized.

23.—(25936) Submitted a report from the Law Department, anent the City's claim against the contractor for the sewer on St. Dominique street, stating that the City was justified in retaining a sum of \$860.83 on the balance due to Messrs. A. T. A. Chagnon, in virtue of their contract for the construction of said sewer.

On motion of Commissioner Côté, seconded by Commissioner Hébert, it was

Resolved: That said report be approved and that Mr. Chagnon be informed accordingly.

24.—(23434) Submitted a report from the Law Department, anent the construction of overhead bridges over the C. P. R. tracks at the Girouard and Regent avenue crossings.

On motion of Commissioner Côté, seconded by Commissioner Ainey, it was

Resolved: That the same be filed of record for reference.

25.—On motion of Commissioner Côté, seconded by Commissioner Ainey, it was

Resolved: That instructions be given to the Secretary to communicate with the Laurin & Leitch Co., and ask them why they do not proceed with the construction of the Park avenue viaduct, and also to inform them that if they do not proceed with said work within 8 days, the Board of Commissioners will take proceedings against them.

26.—Soumis le programme des travaux de pavages à être exécutés dans les rues où les différents travaux souterrains sont terminés.

Sur proposition de M. le Commissaire Côté, appuyée par M. le Commissaire Hébert, il est

Résolu: De faire rapport au Conseil, recommandant qu'une somme de \$1,352,363.30 soit votée pour l'exécution desdits travaux, de demander en outre d'autoriser le Bureau à faire lesdits travaux à la journée s'il le juge à propos.

27.—(25873) Soumis un rapport de l'Ingénieur en Chef-Suppléant, recommandant la nomination des ingénieurs pour les Divisions Nord, Est et Ouest.

Sur proposition de M. le Commissaire Côté, appuyée par M. le Commissaire Hébert, il est

Résolu: De nommer M. Théo. Lanctôt, Ingénieur de la Division Nord, J. E. Blanchard, Ingénieur de la Division Est, et W. Matheson, Ingénieur de la Division Ouest, sur le pied d'un salaire de \$2,000 et ce, pour la durée des travaux, lesdites nominations devant prendre effet le 1er avril.

28.—(25854) Soumis un rapport de l'Ingénieur Surintendant-Suppléant des Egouts, au sujet du dépôt de \$20,000 de MM. Hénault & Heffernan, contracteurs de l'égout West Broadway.

Sur proposition de M. le Commissaire Côté, appuyée par M. le Commissaire Hébert, il est

Résolu: D'autoriser la remise du dépôt de \$20,000 quand le nouveau contrat aura été signé, et de donner instructions au Notaire de la Cité de mettre une clause dans le nouveau contrat, concernant la remise dudit dépôt de \$20,000.

29.—Soumis des mandats, vérifiés par le Contrôleur et Auditeur de la Cité, au montant de \$15,257.20, suivant liste certifiée.

Sur proposition de M. le Commissaire Hébert, appuyée par M. le Commissaire Côté, il est

Résolu: D'en autoriser le paiement.

30.—(25959) Soumis un rapport du Député-Ingénieur en Chef, au sujet du paiement du salaire de M. Albert Leroux, Assistant-Ingénieur sur les travaux pour l'élargissement de l'Aqueduc.

Sur proposition de M. le Commissaire Côté, appuyée par M. le Commissaire Hébert, il est

Résolu: D'autoriser le paiement du salaire de M. A. Leroux, dont le nom a été oublié dans la liste soumise et approuvée, le montant nécessaire devant être imputé sur le crédit voté par le Conseil, pour les travaux d'élargissement de l'Aqueduc.

31.—Sur proposition de M. le Commissaire Côté, appuyée par M. le Commissaire Ainey, il est

Résolu: D'adjoindre M. Alex. Martin à MM. Auclair et Dubuc, nommés par la résolution du Bureau, en date du 20 mars p.m., et de donner instructions à M. Martin de conférer avec l'Avocat en Chef de la Cité pour recevoir ses instructions à ce sujet.

32.—M. le Commissaire Côté donne avis de motion qu'il proposera l'étude de la question des tramways, samedi, à 11 heures a.m., qu'il proposera l'élimination des préambules du projet préparé par Son Honneur le Maire et qu'il proposera d'inviter le Président et l'Avocat de la Compagnie des Tramways et l'Avocat en Chef de la Cité.

Sur proposition de M. le Commissaire McDonald, appuyée par M. le Commissaire Ainey, il est

Résolu: De référer ledit avis de motion au Département en Loi pour rapport immédiat sur la légalité de cette procédure.

M. le Commissaire McDonald donne avis de motion, que

1° Attendu que la proposition d'accorder une prolongation de la franchise des Tramways est une question de la plus grande importance pour les intérêts de la Ville de Montréal et de tous ses citoyens;

26.—Submitted a list of the pavings to be laid on the streets where the different underground works are completed.

On motion of Commissioner Côté, seconded by Commissioner Hébert, it was

Resolved: That a report be made to Council, recommending that a sum of \$1,352, 363.30 be voted for the laying of said pavings, and that the Board be authorized to have said work performed by day labor if they deem it advisable.

27.—(25873) Submitted a report from the Acting Chief Engineer, recommending that Engineers be appointed for the North, East and West Divisions.

On motion of Commissioner Côté, seconded by Commissioner Hébert, it was

Resolved: That the following persons be appointed:

Mr. Théo. Lanctôt, Engineer of the Northern Division;
Mr. J. E. Blanchard, Engineer of the Eastern Division;
Mr. W. Matheson, Engineer of the Western Division.

the salary to be at the rate of \$2,000 for the time being, the said appointments to date from the 1st April.

28.—(25854) Submitted a report from the Acting Engineer of the Sewer Department, anent a deposit of \$20,000 made by Messrs. Hénault & Heffernan, contractors for the West Broadway sewers.

On motion of Commissioner Côté, seconded by Commissioner Hébert, it was

Resolved: To authorize the refund of the deposit of \$20,000 when the new contract has been signed, and that instructions be given to the City Notary to insert a clause in the new contract anent the refund of the said deposit of \$20,000.

29.—Submitted warrants by the City Comptroller and Auditor, amounting to \$15,257.20, as per certified list.

On motion of Commissioner Hébert, seconded by Commissioner Côté, it was

Resolved: That payment of same be authorized.

30.—(25959) Submitted a report from the Deputy Chief Engineer, anent the payment of the salary of Mr. Albert Leroux, Asst.-Engineer on the works for the enlargement of the Aqueduct.

On motion of Commissioner Côté, seconded by Commissioner Hébert, it was

Resolved: That payment of the salary of Mr. A. Leroux, whose name was omitted when the list was submitted and approved, be authorized, the amount required to be charged against the appropriation voted by Council for the enlargement of the Aqueduct.

31.—On motion of Commissioner Côté, seconded by Commissioner Ainey, it was

Resolved: That Mr. Alex. Martin be instructed to act jointly with Messrs. Auclair and Dubuc who were appointed by resolution of the Board under date of the 20th March p.m., and that instructions be given to Mr. Martin to confer with the Chief City Attorney and to receive his instructions in this connection.

32.—Mr. Côté, Commissioner, gave notice of motion that he will, on Saturday at 11 a.m., move that the Tramway question be considered, that the preamble of the project prepared by His Worship the Mayor be eliminated, and that the President and the Attorney of the Tramway Co. and the Chief City Attorney be invited to attend said meeting.

On motion of Commissioner McDonald, seconded by Commissioner Ainey, it was

Resolved: That said notice of motion be referred to the Law Department for an immediate report as to the legality of such procedure.

Mr. McDonald, Commissioner, gave notice of the following motion:

1° Whereas the proposal to grant an extension of the Tramways franchise is one of the most important questions in the interests of the City of Montreal and of all the citizens;

2° Attendu que cette question a déjà été discutée à plusieurs reprises par le Conseil de Ville et le Bureau des Commissaires depuis plusieurs années;

3° Attendu que tous ces débats n'ont jamais atteint qu'une limite secondaire sans faire ressortir les bases premières sur lesquelles une entreprise de cette grande importance devrait être essentiellement appuyée;

4° Attendu que la Ville, comme propriétaire de ses rues et des concessions qui s'y rattachent, a le droit absolu d'exploiter ces concessions au bénéfice de la Ville et de ses citoyens;

5° Attendu que dans un contrat de tramways, la Ville fournit les rues, le trafic voyageur et le développement qui fait croître d'année en année la somme des recettes du transport en commun;

6° Attendu que le concessionnaire dans une entreprise de tramways ne fournit de son côté que les voies ferrées, le matériel roulant et autre matériel, et que le prix de revient de ces fournitures ne peut atteindre qu'une fraction minime en comparaison du déplacement considérable qui est fait par la Ville;

7° Attendu que les considérations qui précèdent établissent clairement en équité que la Ville a droit à la plus grande part des bénéfices;

8° Attendu que dans une concession de cette nature la Ville, afin d'empêcher la surtaxe et la surcharge, devra conserver le droit absolu de commander les prolongements de lignes et les extensions de service exigés et exigibles par la population grandissante, et de fixer les tarifs de transports et le prix des billets;

9° Attendu que dans le cas qui nous occupe la Compagnie a déjà certains droits acquis dans notre territoire municipal qu'il faudra respecter et apprécier à leur juste valeur;

10° Attendu que certaines franchises accordées à la Compagnie des Tramways par la Ville de Montréal se terminent en 1922, et que certaines autres franchises accordées par les municipalités environnantes sont échelonnées sur des périodes plus éloignées qui doivent être appréciées suivant leur mérite;

11° Attendu que la discussion d'un projet de cette nature ne saurait être d'aucune utilité pratique, sans avoir au préalable réglé les conditions fondamentales;

12° Attendu que dans tout contrat devant être fait, la Ville devra avoir droit à un service suffisant et que le concessionnaire devra être protégé contre les pertes de capital et avoir droit à un retour raisonnable sur son placement;

Qu'il proposera

Que la proposition suivante soit soumise à la Montreal Tramways Company comme étant une base juste et équitable sur laquelle les détails d'une nouvelle franchise peuvent être appuyés:

1° Que la Compagnie des Tramways reçoive un pourcentage fixe sur le montant de son placement dans l'entreprise des tramways, tel qu'il sera prouvé par une évaluation de sa propriété matérielle (valuation of its physical assets) le taux de ce pourcentage devra être fixé d'accord mutuel entre la Ville et la Compagnie, et devant être plus ou moins élevé suivant la mesure du risque entrepris et pouvant aussi être supplémenté suivant la part des bénéfices de surplus qui pourrait être allouée à la Compagnie;

2° Que la valeur actuelle de la propriété matérielle de la Compagnie soit déterminé au moyen d'une évaluation qui sera fixée par des experts compétents, tel que prévu par le Règlement 210;

3° Les placements d'emprunt sur obligations investis dans l'entreprise devront être rétribués selon l'intérêt fixe de ces obligations;

4° En ce qui concerne les prolongements et les améliorations de toute sorte, le taux d'intérêt devra être sur les obligations, l'intérêt fixé de ces obligations plus l'escompte, s'il y en a, et les frais des négociations; et sur les placements investis par les actionnaires, le taux d'intérêt sera celui fixé par la clause première ci-dessus;

5° Que le contrat qui sera rédigé réservera à la Ville le droit de commander les prolongements et améliorations qu'elle jugera raisonnables, utiles ou nécessaires; mais pour ne pas grever la Compagnie d'un risque trop considérable, il sera entendu que la Ville ne pourra exiger ces prolongements ou

2° Whereas this question has already been discussed on several occasions by the City Council, the Board of Control, during the past several years;

3° Whereas all these discussions have only attained a secondary limit, without bringing out the essential basis on which an enterprise of this great importance should be considered;

4° Whereas the City as proprietor of its streets and of the concessions pertaining thereto, has the absolute right to exploit these concessions for the benefit of the City and its citizens;

5° Whereas in a tramways contract the City supplies the streets, the travelling public and the development which increases from year to year the amount of receipts for general transportation;

6° Whereas the grantee of a tramways enterprise only supplies on his side the tracks, the rolling stock and other material, and the cost of these supplies attains to but a small fraction in comparison with what is granted by the City;

7° Whereas the foregoing conclusions establish clearly the equity that the City has the right to the greater part of these returns;

8° Whereas, in a concession of this nature, the City, in order to prevent a burdensome overcharge, should preserve the absolute right to demand the extension of lines and the improvement of service required and necessary for the increasing population, and to fix the tariff of transport and price of tickets;

9° Whereas, in the present case which concerns us, the Company has already certain acquired rights in our municipal territory which must be respected and appreciated at their just value;

10° Whereas, certain franchises granted to the Tramways Co. by the City of Montreal end in 1922, and certain other franchises granted by the surrounding municipalities are extended for long periods, which should be appreciated on their merits;

11° Whereas the discussion of a project of this nature cannot be of any practical utility without having first settled the fundamental conditions;

12° Whereas in any contract to be made the City should have the right of a sufficient service, and the grantee should be protected against loss of capital, and should have the right of a reasonable return on his investment;

That the following proposition be submitted to the Montreal Tramways Co. as being the just and equitable basis on which the details of a new franchise may be based:

1° That the Tramways Co. receive a percentage on the amount of its investment in the said enterprise, such as shall be established by an evaluation of its physical assets the rate of this percentage should be fixed by mutual agreement between the City and the Company, and should be more or less of an amount according to the measure of the risk of the enterprise, and may also be supplemented or varied, according to the amount of surplus earnings which may be allowed to the Company;

2° That the value of the physical assets of the Company be determined by means of an evaluation which shall be established by competent experts, such as provided in by-law 210;

3° The amount of the money invested in the enterprise by means of debenture loans shall have an earning power according to the interest on the debentures;

4° Respecting the extensions and the improvements of all sorts, the rate of interest for the loans for these purposes shall be; the fixed interest of these obligations plus the discount, if there is any, and the cost of negotiations; and on the investments of the shareholders in these improvements the rate of interest shall be that fixed by clause No. 1, as above;

5° The contract to be drafted shall reserve to the City the right of ordering extensions and improvements it shall judge reasonable, useful or necessary, but in order not to burden the Company with too great a risk, it shall be understood that the City cannot exact these extensions or

améliorations sans garantir l'intérêt ou le pourcentage fixé par la clause première ci-dessus;

6° La Ville devra construire les souterrains nécessaires à ses frais et dépens;

7° Il sera entendu que la Ville pourra en tout temps résilier la franchise; mais pour protéger les porteurs d'obligations et les actionnaires de la Compagnie contre aucun risque déraisonnable, la Ville sera tenu de racheter la propriété matérielle de la Compagnie au prix d'évaluation, suffisant pour garantir le remboursement de tout le capital investi;

8° Qu'à toute époque, la Ville se réserve le droit de révoquer la franchise en donnant un avis à cet effet, et en expropriant suivant les conditions ci-dessus.

Advenant que la Ville révoque la franchise à brève échéance ou dans un délai de une prime fixe sera payée aux porteurs d'obligations et aux actionnaires comme surplus du remboursement de leur capital investi;

9° Au surplus des conditions précédentes, la Ville devra reconnaître et créditer à la Compagnie les bénéfices de sa franchise actuelle, à terme non-échu, ou de toute autre franchise légale inachevée à laquelle la Compagnie a droit;

Quand la Ville et la Compagnie seront d'accord sur l'évaluation d'une franchise, la Compagnie en fera l'abandon et recevra la compensation stipulée;

Advenant le cas où les deux parties ne pourraient s'entendre, la Compagnie devra continuer de bénéficier de sa franchise jusqu'au terme de son échéance ou au terme où les deux parties s'accorderont sur sa valeur;

En attendant, la Ville devra avoir le droit d'exiger les prolongements de routes et de service qu'elle jugera nécessaires en garantissant l'intérêt et le remboursement du capital investi dans ce but déterminé.

33.—Sur proposition de M. le Commissaire Côté, appuyée par M. le Commissaire Hébert, il est

Résolu: Que la séance soit ajournée au 26 courant, à 11 hrs a.m.

L. N. SENECAI,
Secrétaire

• • •

Compte rendu de l'assemblée du 26 mars 1915, a.m.

Son Honneur le Maire, Président; MM. les Commissaires Côté, Hébert et Ainey.

1.—Soumis deux séries de mandats, vérifiés par le Contrôleur et Auditeur de la Cité, au montant respectif de \$7,883.06, \$15,748.53, suivant listes certifiées.

Sur proposition de M. le Commissaire Hébert, appuyée par M. le Commissaire Côté, il est

Résolu: D'en autoriser le paiement.

M. le Commissaire McDonald prend son siège.

2.—M. le Commissaire Hébert, appuyé par M. le Commissaire Côté,

Propose: Que la lecture des minutes soit suspendue, parce qu'elles ne sont pas prêtes.

M. le Commissaire McDonald propose en amendement que, vu que la lecture des minutes est suspendue, que l'ordre du jour soit modifié, pour être conforme aux minutes qui seront lues plus tard.

Son Honneur le Maire déclare l'amendement hors d'ordre.

M. le Commissaire McDonald, appuyé par M. le Commissaire Ainey, propose, et il est

Résolu: A l'unanimité:

Que le vote sur la suspension des minutes soit reconsidéré. Il est

Proposé par M. le Commissaire Côté, appuyé par M. le Commissaire Hébert,

Que la lecture des minutes soit suspendue parce qu'elles ne sont pas prêtes.

improvements without guaranteeing the interest, or the fixed percentage according to clause 1 as above;

6° The City shall construct the underground lines necessary at its own cost;

7° It is understood that the City may at any time annul the franchise, but to protect the holders of debentures and the shareholders of the Company against any unreasonable risk, the City shall be obliged to buy the physical assets of the Company at a price sufficient to guarantee the reimbursement of all the capital invested;

8° That at any time the City retain the right to revoke the franchise by giving a notice of and by expropriating according to the conditions as above;

When the City revokes the franchise "à brève échéance", or in a delay of a fixed premium shall be paid to the holders of debentures, and to the shareholders as a surplus for the reimbursement of their invested capital;

9° In addition to the preceding conditions, the City shall recognize and credit the Company with the earnings of its present franchise according to its value for its unexpired period, and of any other legal franchise unexpired in which the Company has rights;

When the City and the Company shall be agreed on the valuation of a franchise, the Company shall abandon the franchise and receive the stipulated compensation;

In the event of both parties being unable to agree, the Company shall continue to enjoy its franchise until its expiration, or until such time in which the two parties shall agree on its value;

Meanwhile, the City shall have the right to exact the extensions of routes and the service it shall judge necessary by guaranteeing the interest, and the reimbursement of capital invested in the enterprise.

33.—On motion of Commissioner Côté, seconded by Commissioner Hébert, it was

Resolved: That this meeting be adjourned until the 26th instant, at 11 a.m.

L. N. SENECAI,
Secretary.

* * *

Report of meeting held on the 26th March 1915, a.m.

Present: His Worship the Mayor and Messrs. Côté, Hébert and Ainey.

1.—Submitted two series of warrants verified by the City Camptroller and Auditor, amounting respectively to \$7,883.06, \$15,748.83, as per certified lists.

On motion of Commissioner Hébert, seconded by Commissioner Côté, it was

Resolved: To authorize the payment thereof.

Commissioner McDonald took his seat.

2.—Commissioner Hébert, seconded by Commissioner Côté,

Moved: That the reading of the minutes be suspended as they are not ready.

Commissioner McDonald moved in amendment, that the order of the day be modified so as to agree with the minutes which will be read later on.

His Worship the Mayor declared the amendment out of order.

Commissioner McDonald, seconded by Commissioner Ainey, moved and it was

Resolved: Unanimously, that the vote on the suspension of the reading of the minutes be reconsidered.

Moved by Commissioner Côté, seconded by Commissioner Hébert, that the reading of the minutes be suspended because they are not drafted.

M. le Commissaire McDonald, appuyé par M. le Commissaire Ainey, propose en amendement,

Que l'ordre du jour soit suspendu, vu que la lecture des minutes, figurant sur ledit ordre du jour, a été suspendue.

Et un débat s'engageant, le vote est appelé sur l'amendement, et les voix se partagent comme suit :

Pour l'amendement : MM. McDonald et Ainey.

Contre l'amendement : MM. Côté et Hébert.

Son Honneur le Maire ayant voté dans la négative, l'amendement est déclaré perdu.

Le vote est ensuite pris sur la motion principale, et les voix se partagent comme suit :

Pour la motion : MM. Côté et Hébert.

Contre la motion : MM. McDonald et Ainey.

Son Honneur le Maire ayant voté en faveur de la motion, cette dernière est déclarée adoptée.

M. le Commissaire Ainey en appelle de la décision du Maire, qui a déclaré la motion ci-dessus adoptée.

Le vote est pris, et les voix se partagent comme suit :

Pour la décision du Maire : MM. Côté et Hébert.

Contre la décision du Maire : MM. McDonald et Ainey.

Son Honneur le Maire ayant voté dans l'affirmative, la décision du Président est maintenue, et il est

Résolu : En conséquence.

3.—(17551) Soumis un rapport du Département en Loi, au sujet de la demande faite, par M. George Norris, aux fins d'être mis à sa pension, en vertu du Règlement No 506.

Sur proposition de M. le Commissaire Côté, appuyée par M. le Commissaire Hébert, il est

Résolu : D'informer M. Norris, conformément audit rapport.

4.—(26049) Soumis un rapport du Député-Ingénieur en Chef, recommandant de faire voter un crédit de \$7,700, dont \$720 payable par la Cité, et \$6,980 par les propriétaires, pour la construction d'un égout dans la rue des Carrières, entre les rues Papineau et Bordeaux.

Sur proposition de M. le Commissaire Côté, appuyée par M. le Commissaire Hébert, il est

Résolu : De recommander au Conseil de voter pour les fins ci-dessus ladite somme de \$7,700, en l'informant qu'ultérieurement le Bureau recommandera au Conseil l'adoption d'un règlement, en vue d'un emprunt pour couvrir les argentés remboursables par les propriétaires, et qui ont jusqu'ici été imputés sur le Fonds d'Emprunt.

5.—(25697) Soumise une communication de M. Théo. Daoust, architecte, réclamant le paiement d'un montant de \$150 pour prix de copies de plans du bain du quartier Emard.

Sur proposition de M. le Commissaire Ainey, appuyée par M. le Commissaire McDonald, il est

Résolu : D'informer M. Daoust qu'il ne peut être fait droit à cette demande.

6.—(25798) Soumis un rapport de l'Architecte de la Ville, recommandant d'autoriser M. Domenico Talarico, à occuper le lot portant le No 2374-73-72, du quartier Sainte-Cunégonde (No 1426-30 rue Notre-Dame Ouest) pour y recevoir, emmagasiner et vendre du bois et du charbon.

Sur proposition de M. le Commissaire Ainey, appuyée par M. le Commissaire McDonald, il est

Résolu : D'accorder ladite autorisation.

7.—(25871) Soumise une communication du Consul-Général du Monténégro, demandant une subvention en faveur de la Croix Rouge et du Fonds de Secours de ce pays.

Sur proposition de M. le Commissaire McDonald, appuyée par M. le Commissaire Ainey, il est

Résolu : De référer au Contrôleur et Auditeur de la Cité, et au Directeur de l'Assistance Municipale, pour rapport.

8.—M. le Commissaire Côté donne avis de motion que demain il proposera une motion, à l'effet que le rapport rejeté par le Conseil, au sujet de la Bibliothèque, soit réitéré, et que les soumissionnaires à qui n'a pas été remis le dépôt soient invités à renoncer à la condition des 30 jours mentionnés dans la formule des soumissions.

Commissioner McDonald, seconded by Commissioner Ainey, moved in amendment,

That the order of the day be suspended, as the reading of the minutes, mentioned on said order of the day, has been suspended.

And a debate arising, the vote was called on the amendment, and the Board divided as follows :

For the amendment : Messrs. McDonald, Ainey.

Against the amendment : Messrs. Côté and Hébert.

His Worship the Mayor voted in the negative, so the amendment was lost.

The vote being then taken on the main motion, the Board divided as follows :

For the motion : Messrs. Côté and Hébert.

Against the motion : Messrs. McDonald and Ainey.

His Worship the Mayor having voted in favor of the motion, it was declared carried.

Commissioner Ainey appealed from the decision of the Mayor, who has declared the above motion carried.

The vote was taken and the Board divided as follows :

In favor of the Mayor's decision : Messrs Côté and Hébert.

Against the Mayor's decision : Messrs. McDonald and Ainey.

His Worship the Mayor having voted in the affirmative, the Chairman's decision was maintained, and it was

Resolved : Accordingly.

3.—(17551) Submitted a report from the Law Department, anent the application from Mr. George Norris for superannuation, in virtue of By-law No. 506.

On motion of Commissioner Côté, seconded by Commissioner Hébert, it was

Resolved : To inform Mr. Norris as per said report.

4.—(26149) Submitted a report from the Deputy-Chief Engineer, recommending that an appropriation of \$7,700, be voted, \$720 of which payable by the City and \$6,980 by the proprietors, for the laying of a sewer in Carrières street, between Papineau and Bordeaux streets.

On motion of Commissioner Côté, seconded by Commissioner Hébert, it was

Resolved : That a report be made to Council recommending that said sum of \$7,700 be voted for the above purpose, and informing the said Council that, later on, the Board will recommend the adoption of a by-law for a loan to cover the amounts reimbursable by the proprietors and which have heretofore been charged against the Loan Fund.

5.—(25697) Submitted a communication from Mr. Théo. Daoust, architect, asking for the payment of \$150 for copies of plans of the bath erected in Emard Ward.

On motion of Commissioner Ainey, seconded by Commissioner McDonald, it was

Resolved : That Mr. Daoust be informed that said claim cannot be entertained.

6.—(25798) Submitted a report from the City Architect, recommending that Mr. Domenico Talarico, be authorized to occupy lot No. 2374-73-72, St. Cunégonde Ward (No. 1426-30 Notre Dame street West), for the purpose of receiving, storing and selling thereon wood and coal.

On motion of Commissioner Ainey, seconded by Commissioner McDonald, it was

Resolved : That said authorization be granted.

7.—(25871) Submitted a communication from the Consul of Montenegro, asking for a contribution to the Red Cross and Relief Fund of that country.

On motion of Commissioner McDonald, seconded by Commissioner Ainey, it was

Resolved : That the same be referred to the City Comptroller and Auditor and the Director of Municipal Assistance for a report.

8.—Commissioner Côté gave notice of motion that tomorrow he will move that the report rejected by Council, re library, be reaffirmed and that the tenderers whose deposits have not been refunded, be requested to waive to the 30 days condition, set forth in the form of tenders.

9.—(26068) L'ordre du jour est suspendu pour permettre au Commissaire des Finances de soumettre un rapport du Notaire de la Cité, recommandant de faire voter un crédit additionnel de \$223 pour compléter le contrat pour l'acquisition de la propriété de Madame Elie Provost, pour l'élargissement de la rue de Montigny.

Sur proposition de M. le Commissaire Hébert, appuyée par M. le Commissaire McDonald, il est

Résolu: De recommander le vote de ladite somme de \$223 pour les fins ci-dessus.

10.—Il est proposé par M. le Commissaire Côté, appuyé par M. le Commissaire Hébert,

Que l'étude de la question des Tramways soit reprise samedi, à 11 hrs a.m., que les préambules du projet préparé par Son Honneur le Maire et soumis au Bureau, soient éliminés, et que le Président, l'Avocat de la Compagnie des Tramways, et l'Avocat en Chef de la Cité soient invités à assister à ladite séance du Bureau, samedi prochain, le 27 du mois courant, à 11 hrs a.m.

Son Honneur le Maire déclare que la motion ci-dessus est dans l'ordre.

M. le Commissaire Ainey en appelle de cette décision. Le vote est pris, et

Les voix se partagent comme suit:

Contre la décision du Maire: MM. les Commissaires McDonald et Ainey.

Pour la décision du Maire: MM. les Commissaires Côté et Hébert. Son Honneur le Maire.

M. le Commissaire Ainey suggère et demande d'avoir au préalable l'opinion du Département en Loi sur l'avis de motion Côté-Hébert, qui a été soumis au Département en Loi, à la séance d'hier p.m.

Après discussion, à laquelle prennent part MM. les Commissaires McDonald, Ainey et Son Honneur le Maire, ce dernier déclare le débat clos, et le vote est appelé sur la motion Côté-Hébert.

M. le Commissaire Ainey refuse de voter et M. le Commissaire McDonald propose l'amendement suivant:

"Vu que cette question a été référée au Département en Loi, hier, et que le Bureau n'a pas encore ce rapport, que l'étude en soit différée jusqu'à ce que le Bureau soit en possession du rapport du Département en Loi."

L'amendement ci-dessus n'ayant pas de secondaire est déclaré hors d'ordre.

Un nouveau débat s'engage sur la motion principale Côté-Hébert, et après discussion, le vote est pris et donne le résultat suivant:

Pour: MM. les Commissaires Côté et Hébert, Son Honneur le Maire.

MM. les Commissaires Ainey et McDonald refusent de voter sur cette motion et demandent que leur protêt soit enregistré dans le procès-verbal de la séance contre la manière suivie pour procéder.

Son Honneur le Maire déclare que la motion principale ci-dessus est adoptée, et il est

Résolu: En conséquence.

M. le Commissaire McDonald, appuyé par M. le Commissaire Ainey propose la motion suivante:

1° Attendu que la proposition d'accorder une prolongation de la franchise des Tramways est une question de la plus grande importance pour les intérêts de la Ville de Montréal et de tous ses citoyens;

2° Attendu que cette question a déjà été discutée à plusieurs reprises par le Conseil de Ville et le Bureau des Commissaires depuis plusieurs années;

3° Attendu que tous ces débats n'ont jamais atteint qu'une limite secondaire sans faire ressortir les bases premières sur lesquelles une entreprise de cette grande importance devrait être essentiellement appuyée;

4° Attendu que la Ville, comme propriétaire de ses rues et des concessions qui s'y rattachent, a le droit absolu d'exploiter ces concessions au bénéfice de la Ville et de ses citoyens;

5° Attendu que dans un contrat de tramways, la Ville fournit les rues, le trafic voyageur et le développement qui

9.—(26068) The order of the day was suspended in order to allow the Finance Commissioner to submit a report from the City Notary, recommending that an additional appropriation of \$223 be voted to complete the contract for the acquisition of Mrs. Elie Provost's property, for the widening of de Montigny street.

On motion of Commissioner Hébert, seconded by Commissioner McDonald, it was

Resolved: That a report be made to Council, recommending that the said sum of \$223 be voted for the above purpose.

10.—On motion of Commissioner Côté, seconded by Commissioner Hébert, it was

Resolved: That consideration of the Tramway question be resumed on Saturday, at 11 a.m., that the preambles of the project prepared by His Worship the Mayor and submitted to the Board be eliminated, and that the President, and the Attorney of the Tramways Company and the Chief City Attorney be invited to attend the said meeting of the Board, on Saturday next, the 27th instant, at 11 a.m.

His Worship the Mayor declared that the above motion was in order.

Commissioner Ainey appealed from said ruling.

The vote was taken and the Board divided, as follows:

Against the Mayor's decision: Commissioners McDonald and Ainey.

For the Mayor's decision: Commissioners Côté and Hébert, His Worship the Mayor.

Commissioner Ainey suggested and asked to have, first, the opinion of the Law Department on the Côté-Hébert's motion, which was submitted to the Law Department at yesterday afternoon's meeting.

After discussion between Commissioners McDonald, Ainey and His Worship the Mayor, the latter declared the debate closed, and the vote was called on the Côté-Hébert motion.

Commissioner Ainey refused to vote and Commissioner McDonald moved the following amendment:

"As this question has been referred to the Law Department, yesterday, and no report thereon has been received by the Board, that consideration of same be deferred until the Board has received a report from the Law Department."

The above amendment having no seconder, the same was declared out of order.

A further debate arising on the main motion (Côté-Hébert), after discussion, the vote was taken with the following result:

Yeas: Commissioners Côté and Hébert, His Worship the Mayor.

Commissioners Ainey and McDonald refused to vote on this motion and asked that their protest be entered in the minutes of the meeting against this manner of proceeding.

His Worship the Mayor stated that the above main motion was adopted and it was

Resolved: Accordingly.

Commissioner McDonald seconded by Commissioner Ainey made the following motion:

1° Whereas the proposal to grant an extension of the Tramways franchise is one of the most important questions in the interests of the City of Montreal and of all the citizens;

2° Whereas this question has already been discussed on several occasions by the City Council, the Board of Control, during the past several years;

3° Whereas all these discussions have only attained a secondary limit, without bringing out the essential basis on which an enterprise of this great importance should be considered;

4° Whereas the City as proprietor of its streets and of the concessions pertaining thereto, has the absolute right to exploit these concessions for the benefit of the City and its citizens;

5° Whereas in a tramways contract the City supplies the streets, the travelling public and the development

fait croître d'année en année la somme des recettes du transport en commun;

6° Attendu que le concessionnaire dans une entreprise de tramways ne fournit de son côté que les voies ferrées, le matériel roulant et autre matériel, et que le prix de revient de ces fournitures ne peut atteindre qu'une fraction minime en comparaison du déplacement considérable qui est fait par la Ville;

7° Attendu que les considérations qui précèdent établissent clairement en équité que la Ville a droit à la plus grande part des bénéfices;

8° Attendu que dans une concession de cette nature la Ville, afin d'empêcher la surtaxe et la surcharge, devra conserver le droit absolu de commander les prolongements de lignes et les extensions de service exigés et exigeables par la population grandissante, et de fixer les tarifs de transports et le prix des billets;

9° Attendu que dans le cas qui nous occupe la Compagnie a déjà certains droits acquis dans notre territoire municipal qu'il faudra respecter et apprécier à leur juste valeur;

10° Attendu que certaines franchises accordées à la Compagnie des Tramways par la Ville de Montréal se terminent en 1922, et que certaines autres franchises accordées par les municipalités environnantes sont échelonnées sur des périodes plus éloignées qui doivent être appréciées suivant leur mérite;

11° Attendu que la discussion d'un projet de cette nature ne saurait être d'aucune utilité pratique, sans avoir au préalable réglé les conditions fondamentales;

12° Attendu que dans tout contrat devant être fait, la Ville devra avoir droit à un service suffisant et que le concessionnaire devra être protégé contre les pertes de capital et avoir droit à un retour raisonnable sur son placement;

Que la proposition suivante soit soumise à la Montreal Tramways Company comme étant une base juste et équitable sur laquelle les détails d'une nouvelle franchise peuvent être appuyés:

1° Que la Compagnie des Tramways reçoive un pourcentage fixe sur le montant de son placement dans l'entreprise des tramways, tel qu'il sera prouvé par une évaluation de sa propriété matérielle (valuation of its physical assets) le taux de ce pourcentage devra être fixé d'accord mutuel entre la Ville et la Compagnie, et devant être plus ou moins élevé suivant la mesure du risque entrepris et pouvant aussi être supplémenté suivant la part des bénéfices de surplus qui pourrait être allouée à la Compagnie;

2° Que la valeur actuelle de la propriété matérielle de la Compagnie soit déterminé au moyen d'une évaluation qui sera fixée par des experts compétents, tel que prévu par le Règlement 210;

3° Les placements d'emprunt sur obligations investis dans l'entreprise devront être rétribués selon l'intérêt fixe de ces obligations;

4° En ce qui concerne les prolongements et les améliorations de toute sorte, le taux d'intérêt devra être sur les obligations, l'intérêt fixé de ces obligations plus l'escompte, s'il y en a, et les frais des négociations; et sur les placements investis par les actionnaires, le taux d'intérêt sera celui fixé par la clause première ci-dessus;

5° Que le contrat qui sera rédigé réservera à la Ville le droit de commander les prolongements et améliorations qu'elle jugera raisonnables, utiles ou nécessaires; mais pour ne pas grever la Compagnie d'un risque trop considérable, il sera entendu que la Ville ne pourra exiger ces prolongements ou améliorations sans garantir l'intérêt ou le pourcentage fixé par la clause première ci-dessus;

6° La Ville devra construire les souterrains nécessaires à ses frais et dépens;

7° Il sera entendu que la Ville pourra en tout temps résilier la franchise; mais pour protéger les porteurs d'obligations et les actionnaires de la Compagnie contre aucun risque déraisonnable, la Ville sera tenu de racheter la propriété matérielle de la Compagnie au prix d'évaluation, suffisant pour garantir le remboursement de tout le capital investi;

8° Qu'à toute époque, la Ville se réserve le droit de révoquer la franchise en donnant un avis à cet effet, et en expropriant suivant les conditions ci-dessus.

which increases from year to year the amount of receipts for general transportation;

6° Whereas the grantee of a tramways enterprise only supplies on his side the tracks, the rolling stock and other material, and the cost of these supplies attains to but a small fraction in comparison with what is granted by the City;

7° Whereas the foregoing conclusions establish clearly the equity that the City has the right to the greater part of these returns;

8° Whereas, in a concession of this nature, the City, in order to prevent a burdensome overcharge, should preserve the absolute right to demand the extension of lines and the improvement of service required and necessary for the increasing population, and to fix the tariff of transport and price of tickets;

9° Whereas, in the present case which concerns us, the Company has already certain acquired rights in our municipal territory which must be respected and appreciated at their just value;

10° Whereas, certain franchises granted to the Tramways Co. by the City of Montreal end in 1922, and certain other franchises granted by the surrounding municipalities are extended for long periods, which should be appreciated on their merits;

11° Whereas the discussion of a project of this nature cannot be of any practical utility without having first settled the fundamental conditions;

12° Whereas in any contract to be made the City should have the right of a sufficient service, and the grantee should be protected against loss of capital, and should have the right of a reasonable return on his investment;

That the following proposition be submitted to the Montreal Tramways Co. as being the just and equitable basis on which the details of a new franchise may be based:

1° That the Tramways Co. receive a percentage on the amount of its investment in the said enterprise, such as shall be established by an evaluation of its physical assets the rate of this percentage should be fixed by mutual agreement between the City and the Company, and should be more or less of an amount according to the measure of the risk of the enterprise, and may also be supplemented or varied, according to the amount of surplus earnings which may be allowed to the Company;

2° That the value of the physical assets of the Company be determined by means of an evaluation which shall be established by competent experts, such as provided in by-law 210;

3° The amount of the money invested in the enterprise by means of debenture loans shall have an earning power according to the interest on the debentures;

4° Respecting the extensions and the improvements of all sorts, the rate of interest for the loans for these purposes shall be; the fixed interest of these obligations plus the discount, if there is any, and the cost of negotiations; and on the investments of the shareholders in these improvements the rate of interest shall be that fixed by clause No. 1, as above;

5° The contract to be drafted shall reserve to the City the right of ordering extensions and improvements it shall judge reasonable, useful or necessary, but in order not to burden the Company with too great a risk, it shall be understood that the City cannot exact these extensions or improvements without guaranteeing the interest, or the fixed percentage according to clause 1 as above;

6° The City shall construct the underground lines necessary at its own cost;

7° It is understood that the City may at any time annul the franchise, but to protect the holders of debentures and the shareholders of the Company against any unreasonable risk, the City shall be obliged to buy the physical assets of the Company at a price sufficient to guarantee the reimbursement of all the capital invested;

8° That at any time the City retain the right to revoke the franchise by giving a notice of and by expropriating according to the conditions as above;

Advenant que la Ville révoque la franchise à brève échéance ou dans un délai de une prime fixe sera payée aux porteurs d'obligations et aux actionnaires comme surplus du remboursement de leur capital investi;

9° Au surplus des conditions précédentes, la Ville devra reconnaître et créditer à la Compagnie les bénéfices de sa franchise actuelle, à terme non-échu, ou de toute autre franchise légale inachevée à laquelle la Compagnie a droit;

Quand la Ville et la Compagnie seront d'accord sur l'évaluation d'une franchise, la Compagnie en fera l'abandon et recevra la compensation stipulée;

Advenant le cas où les deux parties ne pourraient s'entendre, la Compagnie devra continuer de bénéficier de sa franchise jusqu'au terme de son échéance ou au terme ou les deux parties s'accorderont sur sa valeur;

En attendant, la Ville devra avoir le droit d'exiger les prolongements de routes et de service qu'elle jugera nécessaires en garantissant l'intérêt et le remboursement du capital investi dans ce but déterminé.

M. le Commissaire McDonald commence à expliquer sa motion, et advenant une heure p.m.,

Sur proposition de M. le Commissaire Hébert, appuyée par M. le Commissaire Ainey, il est

Résolu: Que la discussion sur cette motion soit ajournée à 3 hrs p.m., et que la séance soit ajournée à 3 hrs p.m.

L. N. SENECAI,
Secrétaire.

* * *

Compte rendu de l'assemblée du 26 mars 1915, p.m.

Son Honneur le Maire M. Martin, Président. Tous présents.

1.—Sur proposition de M. le Commissaire Hébert, appuyée par M. le Commissaire McDonald, il est

Résolu: D'approuver les réquisitions suivantes:

Eclairage: Nos 8, 9.
Edifices Municipaux: No 72.
Parc La Fontaine: No 46.
Voirie (Division Est): No 43.
Aqueduc: Nos 220, 223, 224, 225.
Incinération: Nos 46, 47, 48.
Maladies Contagieuses: Nos 25, 26.
Incendies: Nos 73, 75, 76.
Police: Nos 50, 51, 52, 53.
Alarmes: No 20.
Inspection Sanitaire: Nos 1, 2.
Incendies: Nos 77, 78.

2.—Le débat sur la motion McDonald-Ainey récitée dans la dernière partie du procès-verbal de la séance de vendredi a.m., au sujet des propositions à faire à la Compagnie des Tramways, et devant former la base d'un nouveau contrat, est suspendue pour recevoir une délégation de l'Association des Jardiniers-Maraîchers de la Province de Québec.

MM. W. Lévesque et A. Sauvé, Membres du Parlement Provincial, introduisent cette délégation qui demande:

1° L'établissement d'un marché dans la partie nord de la Ville;

2° La vente du fumier sous le contrôle de leur Association, qui en fera la vente et qui à cette fin établira des dépôts dans les principaux centres où il en sera besoin.

Son Honneur le Maire et M. le Commissaire Hébert informent la délégation que le Bureau est favorable à l'établissement d'un marché dans la partie nord de la Ville et que cette question sera décidée sous peu. Quant à la vente du fumier, la délégation est informée d'avoir à s'adresser à la Commis-

When the City revokes the franchise "à brève échéance", or in a delay of, a fixed premium shall be paid to the holders of debentures, and to the shareholders as a surplus for the reimbursement of their invested capital;

9° In addition to the preceding conditions, the City shall recognize and credit the Company with the earnings of its present franchise according to its value for its unexpired period, and of any other legal franchise unexpired in which the Company has rights;

When the City and the Company shall be agreed on the valuation of a franchise, the Company shall abandon the franchise and receive the stipulated compensation;

In the event of both parties being unable to agree, the Company shall continue to enjoy its franchise until its expiration, or until such time in which the two parties shall agree on its value;

Meanwhile, the City shall have the right to exact the extensions of routes and the service it shall judge necessary by guaranteeing the interest, and the reimbursement of capital invested in the enterprise.

Commissioner McDonald began to explain his motion, and it being one p.m.,

On motion of Commissioner Hébert, seconded by Commissioner Ainey, it was

Resolved: That consideration of said motion be deferred until 3 p.m., and that this meeting be adjourned until 3 p.m.

L. N. SENECAI,
Secretary.

* * *

Report of meeting held on the 26th March 1915, p.m.

Present: His Worship Mayor Martin in the Chair, and all the members of the Board.

1.—On motion of Commissioner Hébert, seconded by Commissioner McDonald, it was

Resolved: To approve of the following requisitions:

Lighting: Nos. 8, 9.
Municipal Buildings: No. 72.
La Fontaine Park: No. 46.
Road (East Division): No. 43.
Water: Nos. 220, 223, 224, 225.
Incinération: Nos. 46, 47, 48.
Contagious Diseases: Nos. 25, 26.
Fire: Nos. 73, 75, 76.
Police: Nos. 50, 51, 52, 53.
Alarm: No. 20.
Sanitary Inspection: Nos. 1, 2.
Fire: Nos. 77, 78.

2.—The debate on the McDonald-Ainey motion entered in the last part of the minutes of the meeting held on Friday a.m., anent the proposals to be made to the Tramways Company, the same to form the basis of a new contract, was suspended, in order to receive a delegation of the "Association des Jardiniers-Maraîchers de la Province de Québec".

Messrs. W. Lévesque and A. Sauvé, members of the Provincial Parliament, introduced said delegation which submitted the following requests:

1° The establishment of a market in the north end of the City;

2° The sale of manure under the control of their Association, which will sell it and, for such purpose, will establish depots in the principal centres wherever necessary.

His Worship the Mayor and Commissioner Hébert informed the delegation that the Board are in favor of the establishment of a market in the north part of the City and that the matter will be attended to at an early date. As to the sale of manure, the delegates were informed that they

sion de Législation, en vue de faire préparer et adopter un règlement qui rencontrera les vues de l'Association.

3.—(25812) Soumis un rapport du Département en Loi, concernant l'avis donné à M. J. B. Laurent, de ne pas payer à M. Danoset une somme de \$255.83, qui serait due par la Cité à l'ancienne société Danoset & Laurent, qui a entrepris pour la Ville, la construction d'un canal d'égout.

Sur proposition de M. le Commissaire Côté, appuyée par M. le Commissaire Hébert, il est

Résolu: De notifier le Contrôleur et Auditeur de la Cité, ainsi que le Caissier de ne pas payer la somme ci-dessus, à moins d'avoir un reçu des deux personnes ci-dessus, savoir, par MM. Danoset et Laurent.

4.—Soumise une communication de M. L. A. Girard, demandant certaines améliorations, dans la partie du quartier Saint-Denis, connue sous le nom de Villeray.

Sur proposition de M. le Commissaire Côté, appuyée par M. le Commissaire Ainey, il est

Résolu: De demander aux ingénieurs en charge de préparer un plan pour l'ouverture de la rue Rolette.

5.—(24563) Soumis un rapport de l'officier chargé de la préparation des rôles pour la répartition du coût des canaux d'égout, soumettant une suggestion pour le paiement du coût de l'égout de la rue Létang, dans le quartier Saint-Denis.

Sur proposition de M. le Commissaire Côté, appuyée par M. le Commissaire McDonald, il est

Résolu: De référer au Département en Loi pour savoir s'il peut être donné suite aux recommandations contenues dans ledit rapport, et pour savoir aussi quelles procédures à suivre pour y donner suite.

6.—(25882) Soumis un rapport du Trésorier de la Cité, concernant les prétentions de M. J. W. Williamson, de qui le Département du Trésor réclame des taxes sur certains terrains, dans le quartier Mont-Royal.

Sur proposition de M. le Commissaire Hébert, appuyée par M. le Commissaire Côté, il est

Résolu: Que le paiement des taxes ci-dessus soit exigé dudit M. Williamson.

7.—(26043) Soumise une communication de la "Ross Realty Co.", demandant si la Ville désire vendre une lisière de terrain située au coin de l'avenue Royale et Chemin de la Côte Saint-Antoine, dans le quartier Notre-Dame de Grâce.

Sur proposition de M. le Commissaire Hébert, appuyée par M. le Commissaire Côté, il est

Résolu: De référer au Trésorier de la Cité pour rapport.

8.—Soumis un rapport de l'Avocat en Chef de la Cité, déclarant qu'il peut être donné suite à la recommandation du Surintendant des Marchés, au sujet de la demande de M. H. Obront, de signer seul le bail existant pour l'étal No 28 H. du Marché Saint-Laurent.

Sur proposition de M. le Commissaire Ainey, appuyée par M. le Commissaire Côté, il est

Résolu: D'approuver la recommandation du Surintendant des Marchés.

9.—Soumis des mandats vérifiés par le Contrôleur et Auditeur de la Cité, au montant total de \$8,513.90, suivant liste certifiée.

Sur proposition de M. le Commissaire Hébert, appuyée par M. le Commissaire McDonald, il est

Résolu: D'en autoriser le paiement.

10.—(24568) Soumis un rapport du Député-Ingénieur en Chef, recommandant de faire voter un crédit additionnel de \$500 pour compléter les forages nécessaires pour la préparation des plans, en vue de la construction d'un tunnel sous le Canal Lachine.

Sur proposition de M. le Commissaire Côté, appuyée par M. le Commissaire Hébert, il est

Résolu: De recommander au Conseil le vote d'un crédit de \$500 pour les fins ci-dessus.

11.—Soumis un rapport du Département en Loi, au sujet des droits du Maire de voter comme Membre du Bureau des Commissaires.

Déposé aux archives.

would have to apply to the Legislation Committee in order to have a by-law prepared and adopted, which will meet the views of the Association.

3.—(25812) Submitted a report from the Law Department, concerning the notice given to Mr. J. B. Laurent, not to pay Mr. Danoset a sum of \$255.83, which is due by the City to the former firm Danoset & Laurent, who undertook the laying of a sewer for the City.

On motion of Commissioner Côté, seconded by Commissioner Hébert, it was

Resolved: That the City Comptroller and Auditor as well as the Cashier, be notified not to pay the above sum, unless they be given a receipt signed by both parties, to wit, by Messrs. Danoset and Laurent.

4.—Submitted a communication from Mr. L. A. Girard, asking for certain improvements, in that part of St. Denis Ward known as Villeray.

On motion of Commissioner Côté, seconded by Commissioner Ainey, it was

Resolved: That the Engineers in charge, be requested to prepare a plan for the opening of Rolette street.

5.—(24563) Submitted a report from the official in charge of the preparation of sewer apportionment rolls, submitting a suggestion for the payment of the cost of Létang street sewer, St. Denis Ward.

On motion of Commissioner Côté, seconded by Commissioner McDonald, it was

Resolved: That the same be referred to the Law Department in order to ascertain whether the recommendations contained in said report can be carried out, and what proceedings should be taken to that end.

6.—(25882) Submitted a report from the City Treasurer, anent the contentions of Mr. J. W. Williamson, from whom the Treasury Department claims taxes on certain pieces of land, in Mount-Royal Ward.

On motion of Commissioner Hébert, seconded by Commissioner Côté, it was

Resolved: That the payment of the above taxes be claimed from said Mr. Williamson.

7.—(26043) Submitted a communication from the Ross Realty Co., asking whether the City desires to sell a strip of land situated corner of Royal avenue and Côte St. Antoine, in Notre-Dame de Grâce Ward.

On motion of Commissioner Hébert, seconded by Commissioner Côté, it was

Resolved: That the same be referred to the City Treasurer for a report.

8.—Submitted a report from the Chief City Attorney, stating that they see no legal objection to the recommendation of the Superintendent of Markets anent Mr. H. Obront's request to sign alone the existing lease for stall No. 284, St. Lawrence Market.

On motion of Commissioner Ainey, seconded by Commissioner Côté, it was

Resolved: That the recommendation of the Superintendent of Markets be approved.

9.—Submitted warrants verified by the City Comptroller and Auditor, amounting to a total sum of \$8,513.90 as per certified list.

On motion of Commissioner Hébert, seconded by Commissioner McDonald, it was

Resolved: That payment of same be authorized.

10.—(24568) Submitted a report from the Deputy-Chief Engineer, recommending that an additional appropriation of \$500 be voted to complete the borings required for the preparation of plans with a view of constructing a tunnel under the Lachine Canal.

On motion of Commissioner Côté, seconded by Commissioner Hébert, it was

Resolved: That a report be made to Council recommending that an appropriation of \$500 be voted for the above purpose.

11.—Submitted a report from the Law Department, anent the right of the Mayor to vote as member of the Board of Commissioners.

Filed of record.

12.—M. le Commissaire Hébert, appuyé par M. le Commissaire Côté, propose,

Que la motion McDonald-Ainey, à la page 4 des minutes du 25 mars a.m., soit reconsidérée et annulée à toutes fins que de droit.

Cette motion est adoptée.

(M. le Commissaire McDonald, dissident.)

M. le Commissaire McDonald, appuyé par M. le Commissaire Ainey, propose

Que l'Avocat en Chef soit prié de préparer et rédiger un projet de règles, pour la gouverne du Bureau, lesquelles règles seront ensuite étudiées par le Bureau.

Son Honneur le Maire déclare cette motion hors d'ordre, parce qu'il appartient au Bureau de faire lui-même les règlements applicables à sa gouverne et que le Bureau n'a pas le droit de déléguer ce pouvoir au Département en Loi.

M. le Commissaire Ainey en appelle de cette décision du Maire, le vote est pris, et les voix se partagent comme suit :

Pour la décision du Maire: MM. les Commissaires Hébert et Côté.

Contre la décision du Maire: MM. les Commissaires McDonald et Ainey.

Le vote est ensuite pris sur la motion principale McDonald-Ainey, qui est rejeté sur la division suivante :

Pour: MM. les Commissaires McDonald et Ainey.

Contre: MM. les Commissaires Hébert, Côté, Son Honneur le Maire.

M. le Commissaire McDonald continue à expliquer sa motion, au sujet des propositions à faire à la Compagnie des Tramways, puis, après quelques remarques de M. le Commissaire Côté, ce dernier propose, appuyé par M. le Commissaire Hébert,

Que le débat du projet soit ajourné à demain à 11 hrs.

Après débat, le vote est pris sur la motion ci-dessus qui est adoptée sur la division suivante :

Pour: MM. les Commissaires Côté, Hébert, Son Honneur le Maire.

Contre: MM. les Commissaires McDonald, Ainey.

Un nouveau débat s'engage, et

Sur proposition de M. le Commissaire Hébert, appuyée par M. le Commissaire Côté, il est

Résolu: Que la séance soit ajournée au 27 courant, à 11 hrs a.m.

L. N. SENEAL,
Secrétaire.

12.—Commissioner Hébert, seconded by Commissioner Côté,

Moved: That the McDonald-Ainey motion, on page 4 of the minutes of the 25th March a. m., be reconsidered and annulled to all intents and purposes.

The said motion was adopted. (Commissioner McDonald dissenting).

Commissioner McDonald, seconded by Commissioner Ainey,

Moved: That the Chief City-Attorney be requested to prepare and draft rules, for the guidance of the Board, which rules will then be considered by the Board.

His Worship the Mayor declared said motion out of order because it devolved upon the Board to prepare rules to regulate their proceedings and the Board have no right to delegate their power to the Law Department.

Commissioner appealed from the Mayor's decision, the vote being taken, the Board divided as follows:

For the Mayor's decision: Messrs. Hébert and Côté.

Against the Mayor's decision: Messrs. McDonald and Ainey.

The vote was then taken on the main motion (McDonald-Ainey), which was rejected on the following division:

Yes: Messrs. McDonald and Ainey.

Nays: Messrs. Hébert, Côté, His Worship the Mayor.

Commissioner McDonald continued to explain his motion, and the propositions to be made to the Tramways Company, and, after some remarks by Commissioner Côté, the latter moved, seconded by Commissioner Hébert, that consideration of said project be deferred until to-morrow, at 11 p.m.

After discussion, the vote was taken on the above motion, which was adopted on the following vote:

Yeas: Commissioners Côté, Hébert, His Worship the Mayor.

Nays: Commissioners: McDonald and Ainey.

And a debate arising,

On motion of Commissioner Hébert, seconded by Commissioner Côté, it was

Resolved: That this meeting be adjourned until the 27th instant, at 11 p.m.

L. N. SENEAL,
Secretary.